

Rapport sur la journée de consultation
du 30 novembre 2007

vivre ensemble dans
l'incertain



Vivre ensemble dans l'incertain

Rapport sur la journée de consultation du 30 novembre 2007

Rédaction

Danielle BÜTSCHI, politologue, Cheffe de projet, Interface Sciences-Société, UNIL
Avec la collaboration d'Alain KAUFMANN, sociologue des sciences, Directeur, Interface Sciences-Société, UNIL

Secrétaires des Ateliers

Marc AUDETAT, politologue, premier assistant, Institut d'études politiques et internationales, UNIL

Danielle BÜTSCHI, politologue, Cheffe de projet, Interface Sciences-Société, UNIL
Charlotte CABASSE, géographe, assistante de recherche, Interface Sciences-Société, UNIL

Fabienne CRETAAZ VON ROTEN, mathématicienne, Cheffe d'unité, Observatoire Science, Politique et Société, UNIL

Marc DE PERROT, Secrétaire général, UNIL

Catherine EL-BEZ, collaboratrice scientifique, Interface Sciences-Société, UNIL

Olivier GLASSEY, sociologue, Chef d'unité, Observatoire Science, Politique et Société, UNIL

Pierre SIMON-VERMOT, sociologue, assistant de recherche, Interface Sciences-Société, UNIL

Groupe de pilotage

Philippe MOREILLON, Professeur, Vice-recteur en charge de la recherche et Président du Conseil Anthropos, UNIL

Jacques ZWAHLEN, Président du Conseil de la Fondation du 450^{ème} anniversaire de l'UNIL

Alexandra POST QUILLET, membre du Conseil de la Fondation du 450^{ème} anniversaire de l'UNIL

Marc DE PERROT, Secrétaire général, UNIL

Alain KAUFMANN, sociologue des sciences, Directeur, Interface Sciences-Société, UNIL

Mars 2008

Une initiative conjointe du Projet Anthropos
et de la Fondation du 450^{ème} anniversaire de l'Université de Lausanne

Table des matières

Table des matières.....	3
1. Introduction.....	5
Contexte et présentation du rapport.....	5
« Vivre ensemble dans l'incertain » : fondements du projet.....	6
2. L'enquête auprès du public : rappel des faits.....	9
Les principaux résultats en bref	9
Propositions et éléments de débat soumis aux participants de la journée de consultation	12
3. Résultats de la journée de consultation	15
« Vivre ensemble dans l'incertain » : une démarche et des résultats qui interpellent	15
Discussions en Ateliers : de nombreuses interrogations et quelques pistes	20
4. Pistes pour l'Université de Lausanne	35
Annexe A	43
Liste des participants à la journée du 30 novembre	43
Annexe B	47
Thèmes de discussion pour les ateliers du vendredi 30 novembre 2007	47
Annexe C.....	51
Atelier 1 - Quels savoirs pour l'action et la décision ?.....	51
Atelier 2 - « Besoins » de l'économie et vécu des personnes : les sciences économiques et sociales en cause ?.....	56
Atelier 3 - Démocratisation des études et excellence dans la formation : un coupe impossible ?	62
Atelier 4 - Savoirs scientifiques, savoir-faire et vie quotidienne en matière d'environnement.....	69
Atelier 5 - Quelles valeurs face à l'incertain ?.....	74
Atelier 6 - Au-delà de la vulgarisation scientifique. Quelle implication des citoyens et des acteurs du canton dans la recherche ?	80

1. Introduction

Pour marquer ses vingt ans d'existence, la Fondation du 450^{ème} anniversaire de l'UNIL a joint ses efforts à ceux du Projet Anthropos de l'UNIL pour monter ensemble un programme mobilisateur et anticipateur à l'échelle du canton, le projet « Vivre ensemble dans l'incertain ». L'objectif annoncé de cette démarche est d'initier des activités ou des projets de recherche impliquant un partenariat entre le monde académique et la société civile, en phase avec les demandes ou interrogations émanant de cette dernière.

Contexte et présentation du rapport

La première étape du projet « Vivre ensemble dans l'incertain » s'est achevée le 30 novembre 2007, lors de la journée anniversaire de la Fondation du 450^{ème} de l'UNIL. Une soixantaine de personnalités du canton de Vaud, issues des mondes politique, scientifique, associatif, culturel, économique et médiatique¹ ont été invitées à débattre du rôle de l'Université dans la Cité, et de son apport en regard des incertitudes et inquiétudes présentes au sein de la société vaudoise. Au préalable, les promoteurs du projet avaient réalisé une enquête sociologique au cours de laquelle des Vaudoises et Vaudois d'horizons divers avaient été interrogés sur leurs préoccupations pour l'avenir et sur leurs attentes vis-à-vis de l'Université de Lausanne. Les résultats de cette démarche ont été présentés dans un rapport qui a servi de base aux discussions de la journée de consultation du 30 novembre 2007².

Le présent rapport donne un aperçu des discussions qui se sont tenues lors de cette journée, qui fut riche en débats et en réflexions. Les discussions se sont déroulées dans le cadre d'ateliers s'intéressant chacun à une problématique particulière, déterminée sur la base de l'enquête auprès des Vaudoises et des Vaudois³. Les pages qui suivent présentent et analysent les discussions qui ont eu lieu dans le cadre de cette journée de consultation.

Si la démarche et la méthodologie adoptées dans l'initiative "Vivre ensemble dans l'incertain" revendiquent un fondement scientifique et la neutralité que cela requiert, il n'en va évidemment pas de même pour le contenu de ce rapport. Celui-ci a pour but premier de synthétiser des suggestions et opinions citoyennes, récoltées librement dans le cadre des ateliers. Le rapport est donc un prélude à l'analyse par les chercheurs de l'UNIL, qui seront tenus au respect des principes scientifiques et éthiques fondamentaux dans la réalisation des projets de recherches-actions.

1 La liste des personnalités invitées se retrouve dans l'annexe A.

2 Bütschi D., Cabasse C., Crettaz Von Roten F., Joye D., Kaufmann A. et Simon-Vermot P. (2007) Vivre ensemble dans l'incertain. Enquête sur les préoccupations de la population vaudoise face à l'avenir et sur ses attentes vis-à-vis de l'Université, Université Lausanne : Projet Anthropos et Fondation du 450^{ème} anniversaire de l'UNIL.

3 La liste des ateliers et leur descriptif figure dans l'annexe B.

Après une introduction qui rappelle le contexte du projet, le chapitre 2 résume les principaux résultats issus de la consultation du public. Le chapitre 3 s'intéresse aux réactions générales sur la démarche proposée par le projet « Vivre ensemble dans l'incertain » et sur les résultats de l'enquête préliminaire. On trouve également dans ce chapitre un résumé des réflexions menées par les personnalités invitées dans les différents ateliers, lequel met l'accent sur la contribution que pourrait avoir l'Université de Lausanne par rapport aux enjeux mis en évidence par l'enquête auprès du public. Le dernier chapitre tente d'esquisser quelques pistes susceptibles d'alimenter la réflexion de l'Université de Lausanne pour poursuivre son travail dans le cadre de la deuxième phase du projet « Vivre ensemble dans l'incertain ».

« Vivre ensemble dans l'incertain »: fondements du projet

Le projet « Vivre ensemble dans l'incertain » est un processus de longue haleine, fondé sur le dialogue avec la Cité et marquant la volonté de l'Université de Lausanne d'initier des projets pilotes incluant la société civile. Outre son ambition consultative et participative, le projet « Vivre ensemble dans l'incertain » se veut aussi anticipateur, puisqu'il a pour vocation de se pencher sur les enjeux et défis qui se poseront au canton de Vaud dans les décennies à venir.

Anticiper le futur demeure cependant une tâche difficile et remplie d'incertitudes. Dans un monde marqué par la transformation rapide des sociétés et une interdépendance croissante à l'échelon de la planète, l'avenir est forcément incertain. L'incertitude est aussi créée par la difficulté à prévoir et maîtriser les effets sociaux et naturels de l'activité humaine, qu'il s'agisse d'activités économiques, politiques ou encore scientifiques et technologiques. Dans le domaine des sciences et des technologies, par exemple, les nouvelles connaissances et les innovations permettent d'importantes avancées, mais sont aussi porteuses de conséquences difficiles à gérer.

La reconnaissance de ce futur incertain a abouti au choix du thème générique « Vivre ensemble dans l'incertain » pour définir la portée du projet. La notion de « vivre ensemble » veut interpeller sur l'interdépendance des divers secteurs de la société (société civile, sciences, économie, politique) et la nécessité de débattre collectivement des questions actuelles et futures. Le terme « incertain » fait quant à lui référence à notre incapacité à anticiper précisément l'impact des connaissances et des innovations (par exemple le téléphone portable, la procréation médicalement assistée ou les nanotechnologies), et à notre perplexité concernant la manière d'empoigner certains problèmes (par exemple le terrorisme ou le changement climatique). Il renvoie également à l'incertitude de chaque individu face à ses propres convictions.

Quelques notions sur l'implication du public dans les sciences

Les développements scientifiques et technologiques récents dans des domaines aussi divers que les biotechnologies, l'informatique ou encore la physique font l'objet d'importantes controverses, dans lesquelles interviennent à la fois des acteurs constitués de la société civile, mais aussi l'opinion publique. En Suisse, les multiples

initiatives et référendums autour de l'énergie nucléaire, et plus récemment autour des organismes génétiquement modifiés et des cellules souches, démontrent à quel point les sciences sont devenues un enjeu de débat public. La récente votation vaudoise sur l'animalerie de l'UNIL, bien que se situant sur un autre plan, représente un exemple caractéristique de ce basculement des sciences dans l'espace public.

Ces transformations ont été largement décrites et analysées par les chercheurs en sciences sociales s'intéressant à la production des savoirs et aux relations entre science, technique et société⁴. Ces études ont notamment thématiqué la crise de confiance dont font l'objet certaines disciplines scientifiques, crise qui se manifeste par l'émergence de groupes concernés (malades, riverains) ou de mouvements contestataires (ONG), qui produisent leur propre expertise scientifique (contre- ou co-expertise) et deviennent ainsi des acteurs à part entière du débat scientifique. Face à ces évolutions, divers auteurs proposent de modifier le contrat social existant entre scientifiques et citoyens, et de permettre ainsi le développement d'une science « socialement robuste »⁵, à savoir une science répondant plus directement aux attentes et besoins de la société en termes de bien-être, de sécurité, mais aussi de valeurs et de normes. Autrement dit, une science incluant la société civile dans la définition de ses orientations et la mise en application de ses résultats.

Néanmoins, les modalités permettant l'émergence d'un nouveau contrat social entre sciences et société restent floues et les modèles proposés témoignent de la diversité des approches, qui vont de la simple vulgarisation de travaux scientifiques à la co-production des savoirs⁶. Selon le modèle proposé, l'implication du public sera plus ou moins importante, en particulier en ce qui concerne son influence sur les orientations et les décisions.

4 Ces chercheurs se réunissent dans le domaine d'étude « STS » (Science, Technologie et Société ou Science and Technology Studies). Leurs travaux portent sur les aspects, sociaux, historiques, économiques et politiques de la recherche scientifique et du développement technologique. Ils s'intéressent à la co-construction des sciences, des techniques et des sociétés.

5 On trouvera une explication de ce concept dans l'ouvrage de référence publié en 2001 par Helga Nowotny, Peter Scott et Michael Gibbons : *Re-Thinking Science. Knowledge and the Public in an Age of Uncertainty*, Cambridge : Polity Press, 2001.

6 Pour une discussion plus détaillée des divers modèles d'implication du public, voir le rapport rendant compte de la première étape du projet « Vivre ensemble dans l'incertain », Danielle Bütschi et al. : *Vivre ensemble dans l'incertain Enquête sur les préoccupations de la population vaudoise face à l'avenir et sur ses attentes vis-à-vis de l'Université*, Université de Lausanne, 2007.

2. L'enquête auprès du public : rappel des faits

La première étape du projet « Vivre ensemble dans l'incertain » a consisté à interroger des Vaudoises et Vaudois d'horizons divers sur leurs préoccupations d'avenir et leurs attentes vis-à-vis de l'Université de Lausanne, dans le cadre d'une enquête exploratoire.

Contrairement à nombre de sondages s'intéressant aux attitudes et opinions du public, l'enquête réalisée était fondée sur une approche exploratoire et a utilisé des méthodes qualitatives de recueil de données (interviews et focus groups). L'objectif était de faire émerger les préoccupations et attentes des Vaudoises et Vaudois pour leur avenir, sans parti pris ni *a priori* sur les thèmes à aborder.

Les principaux résultats en bref

L'analyse des interviews et focus groups réalisés dans le cadre de cette première étape du projet a donné une image riche et contrastée sur la manière dont l'avenir est envisagé par le public vaudois. Elle a également démontré une certaine méconnaissance des mondes académique et scientifique, avec comme corollaire des représentations peu élaborées du rôle de l'Université dans la « société de la connaissance ».

Des préoccupations et visions d'avenir marquées par un sentiment d'inquiétude

La quasi-totalité des personnes interrogées s'est dite inquiète quant à l'évolution de notre société pour ces prochaines décennies. Celles qui vivent un présent difficile ont eu de plus grandes difficultés que les autres à imaginer de quoi sera fait le futur. D'autres, qui se sentent quelque peu dépassés par les mutations de la société, tendent à adopter une posture conservatrice. Enfin, quelques personnes, avec une situation relativement confortable, estiment que leur environnement direct est préservé des bouleversements qu'ils observent dans un « ailleurs » plus ou moins lointain.

Parmi les nombreuses sources de préoccupation vis-à-vis de l'avenir, la question des inégalités économiques est l'une des plus citées par nos interlocuteurs. Les personnes sans formation universitaire et de condition plus modeste mettent particulièrement l'accent sur des injustices telles que le phénomène des « working poors ». La question de l'insertion professionnelle des jeunes sortant de formation, les transformations du monde du travail et les effets de la mondialisation inquiètent également. Il est intéressant de mettre en miroir ces préoccupations avec les propos qui ont été tenus par des représentants du tissu économique vaudois dans le cadre d'un des focus group consacré à l'avenir économique du canton. Alors que les personnes interviewées ont mis l'accent sur des questions telles que la paupérisation, le durcissement des conditions de travail, ou encore la concurrence accrue sur le marché de l'emploi, les participants au focus group ont quant à eux insisté sur les transformations nécessaires

dans une économie globalisée marquée par la concurrence des marchés.

Les personnes interrogées se sont aussi inquiétées du fonctionnement du système scolaire. Selon certains d'entre eux, il ne remplit plus son rôle formateur, ou n'est pas assez exigeant. D'autres estiment au contraire qu'il tend à exclure les moins bons élèves.

Certaines personnes ont également le sentiment que les normes et valeurs du pays sont menacées de l'extérieur, avec l'arrivée de populations étrangères, perçues comme remettant en cause la culture, les normes et les valeurs helvétiques. Pour d'autres, les normes et valeurs sont menacées de l'intérieur, par les transformations des modes de vie et des comportements qui compromettent une certaine idée de l'ordre social. Les femmes, par exemple, en investissant la sphère professionnelle, remettent en cause les rôles sexués et la conception traditionnelle de la famille, conçue comme le cadre essentiel à l'éducation des enfants.

Enfin, l'écologie et la protection de l'environnement ont été régulièrement évoquées par les personnes interrogées. Le réchauffement climatique est le plus souvent cité, et mis en rapport avec les problèmes liés à la diminution des ressources naturelles. Pour beaucoup, ces problèmes sont dus aux comportements humains et qu'il importe d'agir politiquement par des campagnes de sensibilisation ou des législations. Pour d'autres, c'est la croissance régulière du nombre d'humains sur la planète qui joue un rôle important, et il va falloir l'endiguer.

Le rôle de l'Université et des sciences : entre désintérêt et fascination

Un volet important de notre enquête portait sur les attentes des personnes interrogées vis-à-vis de l'Université pour se préparer aux enjeux du futur. Une part de l'enquête s'est dès lors intéressée à faire émerger l'image des sciences et de l'Université de Lausanne telle qu'elle ressort du discours de « simples citoyens ».

Les résultats dépeignent une réalité contrastée, oscillant entre désintérêt et fascination. Alors que les personnes qui connaissent l'Université de l'intérieur (notamment pour y avoir étudié) ou qui s'intéressent aux sciences articulent leur réflexion autour des notions de progrès, de production des connaissances et de transmission des savoirs, les personnes ne connaissant l'Université que de l'extérieur ont un discours plus critique, dans lequel l'institution apparaît comme un univers « pour les autres ».

Au-delà de ces différences, c'est une image positive qui est ressortie des divers entretiens et focus groups. A l'évidence, l'UNIL est avant tout associée à un lieu de formation et de transmission des savoirs. Malgré cette apparente satisfaction, nos entretiens ont démontré que la finalité de la formation dispensée par l'UNIL était très discutée. Un des points d'achoppement le plus fréquent est la question de la sélection : l'Université doit-elle éduquer le plus grand nombre ou former les élites ?

La recherche, en revanche, n'apparaît que marginalement dans les représentations liées à l'Université, et l'image que les gens en ont – quand ils en ont une – demeure floue. Ceci reflète un intérêt généralement peu marqué pour les sciences. Malgré tout, lorsqu'ils étaient interrogés sur le rôle des sciences dans la société, nos interlocuteurs

démontraient par leurs propos une confiance envers les sciences et les techniques pour améliorer le confort et la qualité de vie – et plus généralement pour favoriser le progrès.

Quelques pistes pour le futur de l'Université

Au-delà de ces considérations générales sur l'image des sciences, nous avons aussi interrogé les personnes rencontrées sur ce qu'elles attendent de l'Université pour répondre à leurs préoccupations d'avenir.

De manière tout à fait prévisible, les personnes interviewées ont fait très peu de propositions concrètes, ce d'autant plus qu'elles attendent plutôt des réponses venant du monde politique. Une partie d'entre-elles ont cependant signalé quelques domaines dans lesquels l'Université pourrait apporter une contribution. Ainsi, le domaine de l'environnement est sans doute celui qui est ressorti le plus souvent. On retrouve également des thèmes liés à l'habitat, à l'urbanisme, aux transports, à l'écologie, à la pollution et aux énergies. Sur un autre registre, plusieurs personnes attendent de l'Université qu'elle produise des connaissances sur leur quotidien et les difficultés rencontrées par certaines catégories de la population (les mères célibataires, les « working poors », etc.). L'Université est également sollicitée pour apporter des éléments concrets dans les débats de société actuels, telle la question de la violence et de l'insécurité, ou encore le système vaudois de formation.

Notre questionnement sur le rôle de l'Université dans la préparation de l'avenir a aussi placé les répondants dans une posture critique, consistant à s'interroger sur les modalités de la production et de l'appropriation des connaissances. Les demandes et attentes concernent à la fois le type de recherches à favoriser (des recherches « utiles »), le travail des scientifiques (lesquels devraient être plus à l'écoute du terrain) et le partage des savoirs via des activités de communication et de vulgarisation scientifique. De même, la nécessité d'un dialogue entre l'Université et le monde politique a été abordée à plusieurs reprises. Le lien avec l'économie a également été invoqué, notamment la nécessité de « faire redescendre » dans les entreprises et le monde du travail les connaissances développées à l'intérieur de l'Université.

Implication du public : entre enthousiasme et indifférence

Pour alimenter l'approche consultative et participative du projet « Vivre ensemble dans l'incertain », l'enquête s'est aussi intéressée à connaître les attentes des personnes interrogées en termes d'implication du public dans la production des savoirs scientifiques. Les propos tenus dans le cadre des entretiens démontrent que les personnes souhaitent que le monde académique se tourne davantage vers la Cité et communique davantage.

Néanmoins, les propos sont plus nuancés quand il s'agit d'impliquer le public dans la discussion et la production des travaux universitaires. Il y a tout d'abord les « enthousiastes », pour qui impliquer le public est de toute façon une bonne chose, par principe. La réaction la plus souvent rencontrée reste cependant celle d'un scepticisme bienveillant, avec des personnes qui trouvent l'idée bonne mais peu réaliste (car les

gens n'auraient pas le temps ni l'intérêt pour ce genre d'exercice), ou alors pas vraiment appropriée à tous les domaines de recherche. Quelques personnes, quant à elles, n'y voient aucun intérêt ; selon elles, il faut se concentrer sur les gens « qui savent », ou alors sur ceux qui ont un réel pouvoir de décision.

Les personnes interviewées ont également été interrogées sur la finalité de l'implication du public. Les propos tenus démontrent que divers objectifs sont associés à l'idée de consulter et faire participer le public. L'implication du public peut être considérée comme un outil permettant de garantir la transparence et la légitimité des institutions scientifiques et académiques, comme un moyen de renforcer l'acceptabilité d'avancées scientifiques ou technologiques controversées, ou encore comme un processus destiné à orienter la recherche scientifique.

Certaines personnes interviewées ont exprimé la crainte que des « profanes » n'aient pas les compétences nécessaires pour appréhender la complexité des questions scientifiques. Néanmoins, pour la majorité d'entre-elles, le fait que la science soit quelque chose de complexe ne devrait pas constituer un obstacle à l'idée d'associer le public, d'une manière ou d'une autre. L'accent est mis sur l'importance de rendre explicites et compréhensibles des savoirs complexes, via notamment des efforts de vulgarisation.

Propositions et éléments de débat soumis aux participants de la journée de consultation

L'enquête a révélé toute une série d'éléments importants pour une réflexion sur de futures orientations de recherche à l'UNIL. Ces résultats ont été soumis aux personnalités invitées le 30 novembre 2007, dans le cadre de six ateliers.

Des sciences humaines et sociales méconnues, mais au centre de l'enquête

Les préoccupations des personnes interrogées dans le cadre de l'enquête exploratoire relèvent majoritairement de thématiques étudiées par les sciences humaines et sociales : les inégalités sociales et économiques, l'éthique de la recherche, l'éducation et la formation, les changements de valeurs, la mobilité, etc. Mais, paradoxalement, les personnes interviewées ont une image lacunaire – si ce n'est inexistante – des sciences humaines et sociales.

De la nécessité d'une expertise plurielle en sciences économiques

Les problèmes économiques sont au centre des préoccupations abordées dans le cadre de l'enquête « Vivre ensemble dans l'incertain », ce qui correspond d'ailleurs aux résultats de nombreuses autres enquêtes et sondages. Les personnes se plaignent d'un système économique toujours plus concurrentiel plaçant l'individu au second plan. Ces préoccupations apparaissent en contradiction avec celles des milieux économiques, qui mettent l'accent sur la nécessité d'une compétitivité renforcée pour faire face aux défis de la globalisation. Dans le cadre du projet, nous avons en effet organisé un focus group avec des observateurs ou des acteurs de la vie économique vaudoise, dont les

propos font apparaître le besoin d'une main d'œuvre plus qualifiée et plus compétitive. Cette tension interpelle les sciences économiques, qui se doivent d'intégrer ces perspectives contradictoires dans leurs analyses.

Communiquer davantage, comment et pourquoi ?

L'enquête « Vivre ensemble dans l'incertain » fait ressortir plusieurs éléments propres à alimenter une réflexion sur la communication de l'UNIL. Tout d'abord, les personnes interrogées, sans doute submergées par le flot médiatique, ne semblent pas se souvenir d'informations particulières provenant de l'Université de Lausanne. Ensuite, l'enquête a démontré que peu de gens sont réellement intéressés par les sciences. Soit qu'ils n'en ont pas le temps, soit qu'ils se sentent exclus du monde scientifique. Enfin, nombreuses sont les personnes qui ont l'impression que l'Université reste à l'écart, ne s'intéresse pas aux besoins réels de la société et parle un langage peu propice au dialogue.

Impliquer le public au-delà de la vulgarisation ?

L'enquête a montré que lorsqu'on les interroge sur les modalités d'implication du public, les personnes imaginent rarement des initiatives qui vont au-delà des démarches classiques de communication et de vulgarisation. La consultation, la participation ou la co-production des connaissances n'apparaissent que marginalement dans les propos. Cette observation ne devrait pas surprendre, car il existe une méconnaissance symétrique de ces modalités au sein du monde scientifique. Un tel résultat – pour tout prévisible qu'il soit – nous pousse néanmoins à nous interroger sur les conditions, modalités et finalités de l'implication du public. Pourquoi l'Université souhaite-t-elle associer le public ? Comment favoriser la participation du plus grand nombre ? Quelles modalités de participation adopter par rapport à quels questionnements ?

Au-delà des slogans : pour une véritable « société de la connaissance »

Ces dernières années ont vu dans le paysage scientifique suisse une prolifération de structures et de financements en faveur du transfert de technologies. Les propos tenus par les personnes rencontrées dans le cadre de la première étape du projet « Vivre ensemble dans l'incertain » semblent montrer la nécessité d'étendre ce contrat social passé entre les sciences dites « exactes », la politique et l'industrie à partir du 19^{ème} siècle, à d'autres secteurs de production de connaissances. Pourquoi ne pas imaginer un contrat symétrique entre institutions de recherche et société civile, incluant les sciences humaines et sociales ? Ces dernières, qui sont aussi des « savoirs d'orientation », disposent d'un important capital à valoriser auprès du monde associatif ou des pouvoirs publics.

La recherche fondamentale indépendante, atout indispensable pour construire le futur

Dans la mesure où le projet « Vivre ensemble dans l'incertain » concerne la construction d'un futur commun, il est important de souligner à quel point une

recherche fondamentale indépendante représente une valeur ajoutée irremplaçable pour la société. L'alignement mécanique et exclusif des institutions académiques, que ce soit sur les demandes de l'économie ou sur la demande sociale, représenterait une perte considérable pour l'ensemble des acteurs concernés. La possibilité de disposer d'un éventail de choix pour orienter le futur repose en grande partie sur la capacité d'innovation de la recherche scientifique. La possibilité de documenter et de débattre de ces choix repose par ailleurs sur des collaborations qu'il s'agit de renforcer entre sciences de la nature, sciences techniques et sciences humaines et sociales.

3. Résultats de la journée de consultation

Les résultats de la première étape du projet « Vivre ensemble dans l'incertain » ont été présentés à des personnalités du canton de Vaud le 30 novembre 2007. Lors de cette journée, qui fut riche en débats et en réflexions, les personnalités invitées ont été amenées à se prononcer sur la démarche du projet, à commenter les préoccupations et questionnements issus de la consultation du public et à réfléchir à la contribution de l'Université de Lausanne par rapport aux enjeux mis en évidence. Les discussions se sont déroulées dans le cadre d'ateliers s'intéressant chacun à une problématique particulière, dégagée de l'analyse des interviews et des focus groups⁷.

Les pages qui suivent présentent et analysent les discussions qui ont eu lieu dans le cadre de cette journée de consultation. Une première section s'intéresse aux réactions générales sur le projet « Vivre ensemble dans l'incertain » et les résultats de l'enquête auprès du public (interviews et focus groups). Dans une deuxième partie, nous présentons plus en détail les réflexions des personnalités invitées sur les thématiques d'Atelier, en mettant l'accent sur la contribution que pourrait avoir l'Université de Lausanne par rapport à ces thématiques.

« Vivre ensemble dans l'incertain » : une démarche et des résultats qui interpellent

Une Université à l'écoute de la société : signe d'ouverture ou crise identitaire ?

La démarche proposée par le projet « Vivre ensemble dans l'incertain », celle d'un dialogue avec la Cité, a été saluée à maintes reprises. L'idée que l'Université se mette à l'écoute de la société en interviewant des personnes et en réunissant des décideurs incarnant la diversité des secteurs de la société a été saluée : « la proposition d'une Université qui dialogue est extrêmement saine, elle témoigne d'une volonté de s'ouvrir un peu plus ». Une telle démarche lui permet de détecter des questions auxquelles elle n'aurait pas accès autrement et, pour reprendre les termes d'une intervenante, de « capter des bruissements du futur ». Elle permet aussi à l'Université de se regarder autrement, de façon à tenter de mieux répondre aux demandes de l'extérieur, que ce soit en termes de stratégies de recherche ou d'organisation interne.

La démarche a aussi été jugée courageuse, l'Université acceptant de se confronter à son image auprès d'un public qui n'est pas sa cible principale et qui ne lui est pas forcément acquis. L'Université se met en jeu sans chercher à préserver à tout prix son image, et elle assume sa position distancée avec la société civile ainsi que les ambivalences qu'elle suscite. Vu de l'extérieur, et selon les propos d'un intervenant, « une telle posture est très décomplexante ; on ne trouve pas dans le rapport le souci de préserver l'image de l'institution universitaire, et indirectement de stigmatiser quiconque la remettrait en question. »

7 La liste des ateliers et leur descriptif figure dans l'annexe B.

Le fait que l'Université lance un projet avec, dans son titre, la notion de « vivre ensemble » a été jugé comme témoignant d'une volonté d'aborder les thèmes de recherche de manière interdisciplinaire, en collaboration avec les acteurs-clés du canton. La notion de « vivre ensemble » démontre que l'Université reconnaît la diversité de la société et l'importance de mettre en relation les divers savoirs et compétences existant en son sein.

La notion « d'incertain » contenue dans le titre du projet a également été considérée positivement : elle montre que l'Université ne se comprend pas comme un lieu de savoir indiscutable et met en avant la complexité des choses. Selon un participant, « l'Université ne se présente plus comme détentrice de savoirs, mais de doutes ». Une posture loin d'être évidente dans un monde qui valorise les certitudes.

D'autres personnes étaient nettement plus critiques face à l'ensemble de la démarche. Ainsi, le fait que l'Université de Lausanne lance un projet pour se mettre à l'écoute de la société a été parfois considéré comme le reflet d'une institution en quête d'identité qui cherche notamment à se positionner par rapport à sa voisine EPFL et aux HES. Autrement dit, « une Université qui vit une grande période d'incertitude quant à son sort ». Certains ont décelé dans la justification du projet une peur de l'Université de Lausanne de se voir isolée et une tentative de faire valoir ses recherches dans la société. Plutôt que de consulter la société civile pour savoir quels thèmes de recherche empoigner, l'UNIL devrait d'abord se redéfinir, savoir ce qu'elle veut et s'affirmer. Ensuite seulement, quand elle aura redéfini son engagement, elle pourra se tourner vers la société : « une fois que l'Université de Lausanne aura résolu ce problème d'identité, peut-être qu'elle se sentira mieux dans la Cité et qu'elle sera reconnue ».

Un rapport à la fois banal et riche... ou comment tirer profit du sens commun ?

Les participants à la journée de consultation ont été invités à se prononcer sur les résultats des interviews et des focus groups (voir la première partie du présent rapport). De manière générale, il a été noté que les préoccupations énoncées dans cette première partie de l'enquête « Vivre ensemble dans l'incertain » n'avaient rien de très surprenant, faisant même dire à certains que le rapport n'amène rien de neuf et fait principalement état de « lieux communs » et « enfonce des portes ouvertes ». Il a aussi été relevé à quel point les questions et préoccupations abordées sont en décalage avec les questions que doit se poser une Université. Par exemple, le rapport interpelle avant tout les sciences sociales et humaines ; or, les questions que doit se poser une Université ne se limitent pas à des questions de société. Les questions médicales – quasi absentes du rapport – appartiennent aussi au champ d'investigation de l'Université.

Néanmoins, de nombreuses personnalités consultées ont estimé que le rapport soulève des questions intéressantes, « qui méritent que l'on y réfléchisse ». Par exemple, le fait que les jeunes semblent moins préoccupés par l'avenir que leurs aînés est un phénomène qui interpelle et soulève des questions. Sur un autre registre, il a été relevé que l'intérêt du rapport ne réside pas forcément dans l'énoncé des préoccupations et des craintes, mais plutôt dans la manière dont la demande sociale est formulée : « Ce qui est intéressant, c'est de voir comment, face à un problème connu, la demande est

formulée ». Dans le même ordre d'idées, le discours des personnes interviewées tel qu'il transparait dans le rapport apporte une dimension supplémentaire concernant des préoccupations connues, et explicite ainsi les positions des uns et des autres. Pour un participant, « il est bien que ce projet résiste à l'obsession du quantitatif et s'intéresse à la manière dont les gens raisonnent ».

Il a également été noté que certains « silences » doivent nous interpeller. On s'est par exemple étonné que certains thèmes n'apparaissent pas – ou seulement de manière marginale – dans les entretiens et les focus groups, tels l'insécurité et la violence. En s'intéressant à ces silences, on voit que le rapport met en évidence le décalage entre les préoccupations quotidiennes des personnes et les thématiques mises en avant par les médias – et relayées par certains partis politiques. A lire une certaine presse, l'insécurité et la violence apparaissent en effet comme un des problèmes majeurs de notre société. Or, cette thématique n'intervient que rarement dans le discours des personnes qui ont été interviewées dans le cadre du projet « Vivre ensemble dans l'incertain ». L'enquête, en montrant que l'insécurité et la violence n'apparaissent pas de manière récurrente dans le discours des personnes interviewées donne ainsi une autre image de la société que celle véhiculée par les médias – une image sans doute plus proche des préoccupations réelles des gens.

Plusieurs participants ont également noté que les préoccupations formulées, même si elles peuvent paraître banales, témoignent de l'évolution du canton de Vaud. A travers les propos tenus, on se rend compte que le canton s'est urbanisé.

Enfin, la difficulté de penser l'avenir qui ressort de la lecture du rapport a été relevée. Les personnes interviewées ont des préoccupations ancrées dans l'immédiateté, leur vie personnelle, et ont un horizon de projection relativement étroit. Leurs réflexions apportent peu de pistes concrètes pour des démarches à entreprendre par l'Université. Ce qui a amené un participant à se demander « si le quotidien empêche de penser l'avenir ».

Un sentiment d'inquiétude qui en dit long

Les participants à la journée du 30 novembre ont été interpellés par le fort sentiment d'inquiétude face à l'avenir qui ressort de la lecture du rapport : « dans l'incertitude, les gens envisagent le pire ». Il a notamment été relevé que « les propos tenus par les personnes interviewées font apparaître une insécurité sociale, une insécurité scientifique, une insécurité sur les valeurs et une insécurité environnementale ».

Une telle importance du sentiment d'inquiétude est apparue comme quelque chose de surprenant, sachant que la situation économique et sociale de la Suisse – et du canton de Vaud – est plutôt favorable, avec une croissance économique au rendez-vous. Dans ce sens, il a été relevé que le rapport démontre un hiatus entre la perception qu'ont les gens du pays dans lequel ils vivent et la situation socio-économique réelle. Il a aussi été relevé à quel point le rapport met en évidence différentes tensions et contradictions existant au sein de la société : par exemple entre le local et le global, entre la démocratisation et la sélection en matière d'accès au savoir, entre la vulgarisation et la recherche de pointe ou entre les décideurs et la population.

De manière plus générale, il a été relevé à quel point le très fort sentiment d'inquiétude mis en évidence dans le rapport soulève des questions sur « l'état de la société ». Pour certains, les diverses tensions, qui à première vue peuvent paraître désordonnées, témoignent d'une crise d'appartenance et d'une crise de sens. D'autres y voient la manifestation d'une stratification sociale croissante. D'autres, enfin, y lisent la fin d'un idéal de progrès collectif : « l'idée d'une progression individuelle existe, mais l'idée d'un progrès collectif semble abolie, sauf peut-être en ce qui concerne l'écologie... L'écologie apparaît comme la seule valeur commune. »

Diverses explications ont été avancées par les participants à la journée de consultation pour expliquer cette prédominance du sentiment d'inquiétude : une population vieillissante qui n'a plus le goût d'entreprendre, un manque de leaders, la faiblesse des institutions, le déclin de l'Occident face à de nouvelles économies dynamiques et concurrentielles, l'absence d'un projet fédérateur ou d'une vision du monde partagée, la perte de la foi dans le progrès scientifique et économique, un monde globalisé et complexe, la surinformation, la disparition des liens sociaux, la perte de repères et du sentiment d'appartenance, l'éclatement idéologique, les messages simplistes et souvent pessimistes véhiculés par les médias de masse, ou encore une organisation sociale basée sur la notion de liberté et de choix.

Les participants à la journée de consultation se sont demandés si un tel sentiment d'inquiétude face à l'avenir est une constante de l'histoire, en lien avec le phénomène de la peur de l'inconnu, ou s'il s'agit d'un phénomène exceptionnel, lié à notre époque et aux changements auquel notre monde est confronté. Une question qui est restée sans réponse et qui pourrait constituer un intéressant sujet de recherche pour l'Université. Il a également été relevé que si l'on décèle dans les propos tenus par les personnes interviewées un certain désarroi et pessimisme, les craintes peuvent aussi constituer un élément fédérateur et mobilisateur. C'est notamment le cas des inquiétudes concernant l'environnement, qui peuvent pousser les individus à agir dans le sens d'un développement durable.

Une ignorance du monde académique qui interpelle

S'agissant du rôle et de la place de l'Université au sein de la société, les participants à la journée de consultation ont relevé à quel point les personnes extérieures au monde académique en ont une image floue et parfois idéalisée, et ont de la peine à mettre en relation leurs préoccupations quotidiennes avec la mission de l'Université : « l'Université apparaît comme un monde totalement méconnu ». Il a ainsi été relevé que l'on ne décèle, dans les propos tenus par les personnes interviewées, ni réflexion ni questionnement sur le rôle de la recherche. Il a également été remarqué que le fait que l'Université soit un lieu de recherches et de découvertes semble absent des représentations sociales sur l'institution académique : « Les gens ne voient pas vraiment ce que l'Université peut apporter ». Ce qui amène un participant à se demander « si les gens attendent quelque chose de l'Université ». Une autre intervenante voit dans cette indifférence la preuve que « la science ne fait plus rêver ».

Il a également été relevé que l'activité académique est surtout envisagée sous l'angle des disciplines techniques ou médicales, qui ont une certaine prise sur le quotidien des

gens. Les sciences humaines et sociales, ainsi que les sciences économiques ou le droit, sont quant à elles largement ignorées par le public, ce qui, pour bon nombre de participants, est symptomatique d'une frilosité des chercheurs en sciences humaines et sociales à apparaître en public. A moins que cela ne tienne à la nature même de disciplines dont les sujets d'étude peuvent parfois paraître étonnantes, et dont les résultats, une fois proclamés, sont le plus souvent considérés comme évidents.

Malgré tout, il a été noté que les personnes interrogées – à l'image très certainement de la majorité des Vaudoises et des Vaudois - ont une attitude bienveillante vis-à-vis de l'Université et, plus généralement, des sciences. Pour les participants à la journée, ce n'est pas une surprise en soi car cela correspond à divers résultats de sondages. Ainsi, malgré les inquiétudes exprimées, la confiance dans la science et le progrès semble demeurer.

Communiquer : oui, mais pourquoi ?

L'enquête auprès du public vaudois a fait ressortir une importante demande de communication et d'information. Un souhait que les participants à la journée de consultation considèrent comme justifié, mais formulé sans interrogations et réflexions sur les objectifs que l'Université devrait poursuivre en matière de communication. A ce propos, il a été rappelé que les termes utilisés ont leur importance, et que les notions d'« information », de « communication » ou de « vulgarisation » se rapportent à des démarches distinctes. Il a aussi été fait remarquer que cette demande pour davantage de transparence concerne également d'autres secteurs de la société, alors même qu'Internet permet un accès quasi généralisé à l'information : « c'est une question qui transcende toute une série de domaines et qui interpelle, car on se rend compte que plus on a d'information, moins on en sait ». Enfin, une mise en relation de ces attentes pour plus de transparence avec la notion d'incertain a été avancée : les gens demanderaient plus d'information pour se rassurer face à un monde de plus en plus complexe et incertain.

Aspects méthodologiques

Diverses critiques méthodologiques ont été adressées à l'enquête. Ainsi, plusieurs participants ont relevé la faible taille de l'échantillon sur lequel se base l'analyse des préoccupations et espoirs face à l'avenir. Il a ainsi été relevé que si la démarche qualitative choisie permet de dégager certaines perceptions et interrogations existant au sein de la société, il est sans doute exagéré de parler ici de « consultation des Vaudoises et des Vaudois ». Le projet n'offre en effet aucune garantie quant à la représentativité de l'échantillon.

Le fait que le projet se concentre sur les activités de recherche de l'Université a également été critiqué. La transmission des savoirs – via l'enseignement - constitue aussi un élément important pour l'intégration de l'Université dans la société civile. Envisager le rapport entre Université et société mérite donc que l'on s'intéresse à la fois au volet recherche et au volet enseignement, qui font tous deux partie de la mission de l'Université... ce qu'ont d'ailleurs spontanément fait les intervenants à la journée de consultation en formulant plusieurs propositions liées aux tâches d'enseignement de

l'Université de Lausanne (voir chapitre suivant).

Il a aussi été relevé que le projet utilise la notion de « sciences » sans réellement faire de distinction entre les sciences humaines et sociales et les sciences techniques et naturelles. Or, les enjeux liés à la production et à la transmission des savoirs ne se posent pas de la même manière dans ces différents domaines.

Dans le même ordre d'idées, il a été noté qu'en mettant en avant les préoccupations sociales et économiques des individus, les résultats de la consultation du public interpellent avant tout les sciences humaines et sociales. Si pour beaucoup, de tels résultats démontrent l'importance de ces sciences pour comprendre la société, d'autres intervenants ont regretté que le rapport d'enquête n'offre pas de pistes de réflexion sur des questions de société touchant d'autres disciplines scientifiques appartenant au champ d'investigation de l'Université, telles les questions médicales.

Le questionnement à caractère local du projet a été à plusieurs reprises thématiqué. Le fait de s'intéresser aux préoccupations et attentes présentes au sein de la société vaudoise n'entre-t-il pas en conflit avec la portée universaliste du savoir académique ? Il a ainsi été noté que s'il est louable que l'Université de Lausanne souhaite se mettre à l'écoute de la société vaudoise, une telle démarche pose la question de l'articulation entre le local et le global, entre une Université ancrée dans une réalité locale mais dont le rayon d'action est beaucoup plus large.

Enfin, il a été noté que le projet « Vivre ensemble dans l'incertain » se fonde, dans ses deux premières phases, sur une consultation d'individus (d'abord des individus choisis au hasard, puis des personnalités du canton) dont les avis ne correspondent pas forcément à ceux de groupes constitués. On peut penser que certains groupes constitués, tels les associations de patients ou les organisations environnementales, ont des attentes particulières vis-à-vis des sciences et du monde académique, qui ne transparaissent pas dans les analyses et réflexions du projet.

Discussions en Ateliers : de nombreuses interrogations et quelques pistes

Les discussions au sein des Ateliers ont été riches et fournies. Il serait démesuré de prétendre restituer ici l'ensemble des débats, tant les questions abordées ont été variées. Dans les pages qui suivent, nous nous sommes concentrés, pour chaque Atelier, sur le constat dressé par les participants et sur leurs propositions concernant le rôle de l'Université de Lausanne. Un compte-rendu plus détaillé des discussions peut être consulté dans l'annexe C.

Atelier 1 - Articulation entre savoirs et décision : des collaborations à définir

Les personnes interviewées dans le cadre des entretiens et des focus groups ont souvent fait remarquer que les enjeux qu'ils soulevaient (précarité économique, transformation de la famille, scolarité et éducation, migrations, etc.) concernaient avant tout les mondes économique et politique. L'Université peut certes apporter des

connaissances sur les enjeux ou les problématiques qui les préoccupent, mais la « résolution des problèmes » appartient selon eux aux mondes de la politique et de l'économie. Face à ce constat, il nous a paru important d'interroger les participants à la journée du 30 novembre sur l'articulation entre le monde académique et le monde de l'action et de la décision, dans le cadre d'un atelier intitulé « Quels savoirs pour l'action et la décision ? ». Les thèmes de discussion proposés concernaient le transfert de connaissances, le rôle des sciences sociales et humaines, et les enjeux posés en termes d'indépendance de la recherche.

Les discussions au sein de l'Atelier ont principalement porté sur l'articulation entre savoir et décision politique, le constat ayant été fait que les interfaces de type transfert de technologies assurent un bon lien entre le monde académique et celui des entreprises. Malgré tout, les sciences humaines et sociales restent peu visibles du monde économique et il y a ici tout un « gisement » qui mériterait d'être exploité ; un « gisement » utile aussi pour le monde politique.

Le constat général qui ressort des propos tenus lors de l'Atelier est celui d'un fossé entre le monde académique et le monde de la décision : « il y a un phénomène de tour d'ivoire qui est tout à fait frappant ». Les scientifiques sont critiqués pour leur déficit d'engagement dans le débat public, alors même qu'il leur appartiendrait d'apporter aux politiques des connaissances et des outils pour fonder leurs décisions : « les universitaires, qui ont le temps de la réflexion, de la recherche et de l'analyse ne participent pas ou insuffisamment au débat démocratique, aux discussions qui ont cours dans l'espace public ; c'est regrettable. Le monde académique doit s'investir dans la décision et dans le dialogue avec le politique ».

Plusieurs causes ont été avancées pour expliquer cette situation. Par exemple, l'absence de lieux de communication adéquats a été relevée, tels des interfaces, des plateformes ou organes de réflexion. Le fonctionnement des médias a aussi été mis en cause : ceux-ci laissent en effet peu de place à l'analyse et donc au savoir scientifique. Les chercheurs, craignant de ne pas pouvoir expliquer un phénomène dans toute sa complexité et de se voir déposséder de leur savoir par les journalistes, ont des réticences à s'exprimer dans les médias. Dans le même ordre d'idées, les scientifiques peuvent aussi craindre de devenir otage d'un parti politique en s'exprimant publiquement sur telle ou telle question. Il a également été noté que les scientifiques doivent dorénavant être « rentables » en termes académiques, ce qui laisse peu de temps pour des activités de communication. Le fait que la connaissance ne soit pas véritablement valorisée en Suisse – notamment de la part de certains milieux politiques – a aussi été évoqué.

Si une plus grande interaction entre science et politique est souhaitable, les participants à l'Atelier ont rappelé que des différences fondamentales existent entre ces deux mondes et que celles-ci doivent être reconnues. Lors des discussions, il a notamment été relevé que le politique travaille à court terme, alors que la recherche académique s'inscrit dans le long terme. « L'Université, c'est le seul endroit où l'on prend le temps pour se dégager du quotidien, pour s'ouvrir à la curiosité, pour former une réflexion. Au niveau politique, par contre, il faut prendre des décisions très rapides ». Il a aussi été noté que le monde politique n'est pas forcément enclin à écouter les scientifiques,

surtout si ceux-ci présentent des résultats et des analyses n'allant pas dans leur sens. Enfin, la différence de logique entre le monde scientifique et le monde de la décision a été considérée comme un écueil pour l'échange des savoirs. Selon une intervenante, « le politique a besoin de quelque chose de percutant, et du coup le scientifique a peur d'être trahi dans ce qui est le résultat d'un long et complexe processus de recherche ».

Ces arguments font tous référence à la crédibilité de la science, qui pourrait être remise en question par une trop grande proximité avec le politique. Au final, les discussions ont démontré qu'il serait bien trop réducteur d'imaginer le rôle de l'Université comme étant de préparer la décision pour les politiques. L'Université doit garder une identité forte et s'affirmer. C'est à elle de décider sur quels enjeux de société elle souhaite travailler, pour ensuite communiquer de manière adéquate.

Quelques propositions

A l'issue de leurs discussions, les participants à l'Atelier « Quels savoirs pour l'action et la décision », ont esquissé diverses pistes, pour d'une part renforcer le rôle d'aide à la décision que pourrait avoir l'Université et pour, d'autre part, développer la diffusion des savoirs.

- La notion d'interface a été avancée comme élément de réflexion et d'action pour améliorer la relation entre Université et politique. Le constat a été fait que les interfaces entre recherche scientifique et entreprises fonctionnent bien et permettent un échange de compétences entre le monde académique et celui du marché (cf. transferts de technologie). Mais ces interfaces concernent avant tout les sciences dites exactes. Or, les sciences humaines et sociales semblent avoir plus de mal à « vendre » leurs résultats, alors même que ceux-ci pourraient être très utiles au monde politique et aux milieux économiques. Des interfaces intégrant les sciences sociales et humaines devraient dès lors pouvoir être développés, pour assurer le lien entre science, politique et économie. A ce titre, il a été relevé que les associations d'alumni ont un rôle important d'interface en termes de réseaux personnels qui pourrait être développé.
- Sachant que le rythme universitaire n'est pas forcément celui de la décision, l'Université devrait définir une série de thèmes sur lesquels elle pourrait alimenter le débat public, pour une période de quatre ou cinq ans (thèmes stratégiques). Le choix des thèmes devrait se faire à l'interne, après avoir consulté des acteurs extérieurs au monde académique. Pour ce faire, il est proposé de créer un organe de prospective à l'extérieur de l'Université, qui identifierait les préoccupations de la société et qui demanderait ensuite à un *think tank*, placé à l'intérieur de l'Université, de formuler des questions de recherche. Cet organe de prospective pourrait être pensé en relation avec l'article 72 de la nouvelle Constitution vaudoise.
- Des banques de données d'experts, facilement accessibles, devraient pouvoir être constituées.
- La gestion des ressources humaines a aussi été abordée. L'idée est que chaque faculté et institut identifie en son sein des personnalités ouvertes au dialogue avec la Cité, et que ces compétences soient toujours accessibles et visibles à l'extérieur de l'institution. La gestion des carrières devrait aussi encourager l'acquisition et la mise en pratique de compétences en communication.
- Enfin, et c'est une préoccupation que l'on retrouve dans d'autres ateliers, l'Université devrait renforcer ses activités de vulgarisation à l'intention des décideurs, dans le cadre par exemple d'un organe de vulgarisation.

Atelier 2 - L'économie vue par l'Université : analyser et remettre en question

Les personnes interrogées dans l'enquête « Vivre ensemble dans l'incertain » ont exprimé de manière récurrente leurs inquiétudes envers des inégalités sociales croissantes, leurs difficultés économiques, la situation des « working poors » et leur désarroi face à un système économique de plus en plus compétitif. A l'inverse, les représentants de l'économie interrogés dans le cadre du focus group « économie » ont mis l'accent sur la nécessité de renforcer la compétitivité des entreprises et des personnes. L'Atelier « Besoins de l'économie et vécu des personnes : les sciences économiques et sociales en cause » avait pour objectif de dessiner la contribution de l'Université de Lausanne face à ces perceptions contrastées, en se penchant plus particulièrement sur le rôle des sciences économiques et sociales pour comprendre les phénomènes en cours, voire pour proposer des alternatives.

De manière générale, les participants à l'Atelier étaient unanimes pour considérer que l'Université avait un rôle à jouer dans la compréhension des phénomènes économiques et de leurs implications pour la société : « Le rôle de l'Université est de fournir des grilles de lecture du monde économique ». Dans ces conditions, le hiatus observé entre le vécu des personnes et le fonctionnement du système économique devrait interpeller l'Université de Lausanne. Non pas pour combler ce hiatus, mais pour offrir des clés d'interprétation et des outils pour corriger certains déséquilibres. L'Université devrait par exemple analyser la situation des personnes ne bénéficiant pas de revenus suffisants, comprendre les mécanismes qui mènent à l'exclusion et à la pauvreté, s'intéresser aux inégalités entre pays et entre régions et, plus globalement, élaborer des modèles économiques qui puissent garantir des systèmes nationaux viables et pérennes (en termes sociaux et environnementaux notamment). Le management des entreprises devrait également constituer un champ de recherche.

Les participants à l'Atelier ont estimé que pour aborder ces questions, l'Université doit adopter une double posture. D'abord, dans une approche disciplinaire, elle doit examiner les choses avec la rigueur académique et « creuser les questions dans le fond, en allant dans le cœur de telle ou telle matière ». Mais elle se doit aussi « d'élever le débat », en intégrant les diverses parcelles de savoirs dans une réflexion plus large et interdisciplinaire. Ainsi, face aux enjeux économiques, l'Université ne doit pas seulement décrire et expliquer, mais il lui revient également de questionner et remettre en question les modèles existants : « L'Université a les moyens et les capacités intellectuelles pour analyser le monde dans lequel on est, en tirer des conclusions, et éventuellement tirer la sonnette d'alarme ». Un tel rôle n'est actuellement pas assumé par l'Université, qui, aux yeux des intervenants, est devenue au fil des ans un endroit qui reproduit des schémas et des clichés : « L'Université, aujourd'hui, n'a plus ce genre de réflexion fondamentale, elle pratique des analyses partielles et fragmentaires. C'est un phénomène global, auquel l'Université de Lausanne n'échappe pas ». Certains intervenants se sont même demandé si l'Université, aujourd'hui, avait l'indépendance nécessaire pour remettre en question certains paradigmes ou modèles dominants.

Le rôle des sciences humaines et sociales a, à maints égards, été considéré comme primordial pour appréhender les phénomènes économiques, tant les questions qui se

posent concernant la société dans son ensemble et, plus largement, l'humanité : « les questions économiques ne doivent pas seulement être traitées par les économistes, mais aussi par les chercheurs en sciences sociales ». Il s'agit ainsi de reconnecter les sciences humaines et sociales avec les sciences économiques, qui, cela a été rappelé, ont une origine historique commune. Pour les participants, les travaux en sciences sociales doivent être « valorisés, entendus et reconnus par le monde économique ».

Les discussions ont également porté sur la manière de relayer les travaux universitaires auprès de la population. On y retrouve des éléments de discussion sur la place et le rôle des universitaires dans la société, avec notamment le constat d'une absence des économistes dans l'espace public : « Il est très difficile de faire parler des économistes sur des problèmes que nous avons ici en Suisse, ou ailleurs dans le monde... La faculté d'économie a un réflexe de tour d'ivoire ».

Enfin, les discussions ont porté sur le rôle de l'Université en tant qu'institution formatrice, qui prépare les employés et les cadres de demain. Sur ce point, il a été relevé que l'Université doit former des spécialistes, au fait de leur discipline, mais capables d'évoluer dans une société et une économie en mouvement. L'importance des compétences transversales a été relevée, à savoir des compétences qui viendraient compléter le savoir-faire par un savoir-être.

Quelques propositions :

Les participants ont formulé diverses propositions, destinées à améliorer les passerelles entre sciences, économie et société. Ils ont aussi évoqué des thèmes de recherche et on réfléchi à la mission de formation de l'Université de Lausanne.

- Il a ainsi demandé que les universitaires prennent davantage la parole dans l'espace public pour notamment fournir des clés de lecture concernant les enjeux économiques.
- A l'intérieur de l'institution académique, les questions économiques devraient être abordées de manière interdisciplinaire, en associant sciences économiques et sciences sociales.
- Plus fondamentalement, l'Université doit être un lieu de réflexion critique et de doute, où l'on puisse s'interroger sans tabou sur les modèles et les paradigmes existants.
- Plusieurs thèmes de recherche ont été évoqués, tels la structure de la main d'œuvre, les impacts de la législation, les phénomènes migratoires et leurs conséquences, les défis liés à l'arrivée dans le canton de 100'000 nouveaux habitants, les conséquences d'une longue durée de chômage, l'allongement de la durée du travail, l'employabilité des plus de 50 ans.
- Au niveau des moyens, les membres de l'Atelier ont estimé que l'Université devrait offrir des outils de décision, ce qui permettrait d'ancrer plus fortement l'institution académique dans le tissu local et de valoriser le savoir qui se trouve en son sein. L'idée de confier davantage de mandats aux chercheurs de l'Université a ainsi été avancée. La piste de la création d'un observatoire portant sur une thématique relevant des compétences de l'UNIL a également été avancée.
- Afin de favoriser l'échange entre Université, monde économique et société, l'idée de permettre à des professeurs de faire un « stage » dans des entreprises a été évoquée. Les entrepreneurs devraient également pouvoir accéder plus facilement à l'Université, par le biais notamment de cours ou séminaires conçus à leur intention (cf. formation continue).

- Au niveau de la formation, les participants attendent de l'Université qu'elle permette à ses étudiants de développer d'autres capacités que le savoir pur, comme par exemple la flexibilité, l'aptitude au changement, la gestion des conflits, etc.

Atelier 3 - Concilier démocratisation des études et excellence : des réflexions à mener en partenariat avec la société

La question de l'école et, plus généralement, de la formation est revenue régulièrement dans les entretiens et focus groups de l'enquête du projet « Vivre ensemble dans l'incertain ». Les personnes interrogées se montrent toutes inquiètes, certaines déplorant un système peu démocratique et trop élitiste, les autres regrettant un système de formation pas assez sélectif. Comment le monde académique doit-il se situer face à ces tensions et visions du monde opposées ? C'est à cette question qu'ont été confrontés les membres de l'Atelier « Démocratisation des études et excellence dans la formation : un couple impossible ? ».

En réponse au titre de l'Atelier, les participants ont estimé que la formation devrait viser à la fois la démocratisation et l'excellence. Leurs propos concernaient avant tout l'école obligatoire et post-obligatoire, mais l'Université n'était pas absente de leurs réflexions. Le but est ainsi d'augmenter le niveau général de l'école. Cela passe par un enseignement différencié, dans lequel chaque élève pourrait, dans le cadre d'un programme scolaire commun, évoluer à son rythme et voir ses diverses compétences mises en valeur. L'usage des nouvelles technologies de l'information et de la communication a notamment été mentionné comme outil à valoriser pour permettre un tel enseignement différencié. L'usage d'outils informatiques permettrait par ailleurs de limiter les effets pervers de certaines dynamiques de groupe que l'on trouve dans les classes (notamment au niveau secondaire, où quelques élèves perturbent l'ensemble de la classe). Vouloir concilier démocratisation et excellence présuppose également, selon les participants à l'Atelier, d'abolir la sélection précoce qui a cours dans le canton de Vaud. Selon eux, un tel système a un potentiel stigmatisant pour les élèves éprouvant des difficultés scolaires et dévalorise la filière de l'apprentissage en réservant les métiers manuels aux « mauvais élèves ».

Bien que le débat soit avant tout politique, les participants à l'Atelier ont estimé que l'Université avait un rôle à jouer dans la mise en pratique de ce double objectif d'excellence et de démocratisation. L'Université dispose en effet des moyens pour se pencher sur ces questions et, par sa mission, elle est en mesure de les aborder de manière non-partisane. Enfin, l'Université a, par nature, un regard qui porte au-delà des frontières cantonales et qui traverse les disciplines, ce qui est essentiel face à des enjeux qui, telles les questions pédagogiques, se posent dans les divers cantons suisses et dans la plupart des pays du monde occidental.

Les participants à l'Atelier ont cependant relevé que l'Université a déjà beaucoup réfléchi à ces questions et réalisé de nombreuses études. Il est dès lors important que les chercheurs s'interrogent sur l'appropriation de leurs travaux et de leurs résultats par le terrain. Dans ce contexte, l'idée du projet « Vivre ensemble dans l'incertain » qui est de pouvoir lancer, à terme, des recherches-action dans lesquelles interviendraient

les acteurs concernés a été saluée. C'est sans doute ce genre de projet qui a une chance de faire avancer les choses, en valorisant la notion du « vivre ensemble ». De tels projets participatifs ne sont cependant pas simples à mettre en œuvre et nécessitent une réflexion préalable sur la manière d'intégrer la société civile aux réflexions universitaires. En particulier, il importe de réfléchir à quels acteurs intégrer et selon quelles modalités. La question de l'indépendance de la recherche a aussi toute son importance dans de tels projets. Pour les participants, il est important que l'Université puisse choisir librement ses thèmes de recherche et les acteurs qu'elle souhaite intégrer : « c'est l'intelligence de l'Université que de développer un projet et d'inviter les partenaires qu'elle estime être pertinents ».

Quelques propositions

Au cours de leurs diverses discussions, les participants à l'Atelier ont proposé plusieurs thèmes de recherche, sur lesquels ils souhaiteraient que l'Université se penche. Ils ont également fait des propositions d'ordre institutionnel, concernant des partenariats à mettre en place et la formation des enseignants. Ainsi :

- Il a été proposé que l'Université réfléchisse à la manière d'intégrer les nouveaux outils de communication dans l'enseignement (cf. e-learning, Campus virtuel suisse). Les participants ont en effet regretté que les nouvelles technologies de l'information et de la communication ne soient pas davantage utilisées, dans l'idée notamment de favoriser des processus et rythmes d'apprentissages plus personnalisés. Le projet ne devrait pas seulement s'intéresser au volet technique, mais également au rôle des enseignants, « à la manière d'exploiter ce gisement extraordinaire qu'est Internet » et à en limiter les effets négatifs.
- De manière plus générale, les participants étaient d'avis que l'Université devrait se pencher sur des modèles d'enseignement plus efficaces et propices à favoriser un « nivellement par le haut ». Les réflexions pourraient porter sur des questions liées à l'organisation du cursus scolaire (cf. question de la sélection précoce et des filières), sur les formes d'enseignement (l'enseignement par classes est-il le modèle le plus adéquat ?) et sur la manière d'enseigner certaines disciplines (cf. apprentissage des langues par immersion).
- La dévalorisation constatée de la filière des apprentissages a également été citée comme un objet d'étude pour l'Université. Pourquoi en est-on arrivé là ? Comment valoriser les métiers manuels ? Quel est l'impact d'un système scolaire organisé en filières sur la perception de certains métiers ?
- Il a également été proposé de lancer des recherches sur les processus d'acquisition des savoirs de base (lecture, écriture et calcul).
- Sur un point de vue plus institutionnel, il a été suggéré que l'Université crée un réseau interdisciplinaire de recherche et d'application, favorisant une collaboration entre les Universités et Hautes écoles pédagogiques romandes. Il est en effet important que la réflexion autour des l'école se fasse à une échelle supra-cantonale, et qu'elle associe chercheurs (Université) et praticiens (Hautes Ecoles Pédagogiques).
- Des collaborations devraient être trouvées avec les médias, pour notamment proposer des programmes éducatifs, ou pour mettre à disposition des programmes en plusieurs langues favorisant l'apprentissage par immersion.

Atelier 4 - Les défis de la recherche environnementale ou comment transformer les savoirs en action ?

Les thématiques environnementales occupent une place importante parmi les préoccupations et inquiétudes exprimées dans l'enquête « Vivre ensemble dans l'incertain ». Les personnes interviewées semblent nourrir de réelles attentes vis-à-vis de l'Université, notamment en matière d'innovations technologiques favorables à l'environnement. Mais elles sont aussi conscientes que les résultats de recherche se heurtent à des blocages politiques et économiques, d'où parfois un sentiment d'impuissance. L'Atelier « Savoirs scientifiques, savoir-faire et vie quotidienne en matière d'environnement » s'est intéressé à la manière dont l'Université peut agir dans un tel contexte, en mettant au centre du questionnement la transformation des savoirs scientifiques en action collective et individuelle.

Tout d'abord, les participants à l'Atelier ont relevé l'énorme champ de tensions que constitue « l'environnement », avec des acteurs aux intérêts parfois opposés, des idéologies et visions du monde divergentes, des analyses et diagnostics contradictoires, etc. Le développement durable semble par exemple un objectif largement partagé, mais il repose sur des fondements divergents : il y a d'un côté ceux qui mettent au premier plan la préservation de la nature (protection de l'environnement au service de la nature), et de l'autre ceux qui considèrent que la protection de l'environnement est nécessaire pour garantir l'avenir de l'humanité et la prospérité socio-économique (protection de l'environnement au service de l'humanité). Les faits et analyses scientifiques sont aussi souvent contradictoires, en raison notamment de la complexité et de l'impossibilité, quand on aborde des thèmes tels que le changement climatique par exemple, de se référer à des modèles linéaires. L'efficacité des mesures envisagées, telles les taxes incitatives ou certaines mesures contraignantes, fait également débat, révélant ainsi la diversité des points de vue et des intérêts.

Face à ce champ de tensions, l'enjeu pour la société est de trouver des solutions « praticables », qui puissent être adoptées par les individus et les acteurs économiques. Cela ouvre un vaste champ de recherche pour le monde académique. « L'Université doit poser des diagnostics. Ensuite, il faut proposer des solutions praticables, efficaces et économiquement supportables ».

Les participants à l'Atelier ont estimé que le rôle de l'Université n'était pas seulement de produire des savoirs, mais de s'intéresser également aux moyens de les diffuser : « Aujourd'hui, le savoir-faire ne suffit pas. Il faut le 'faire savoir' ». L'enjeu est celui de la transformation des savoirs en action individuelle et collective. La notion de partenariat a ici été avancée comme élément décisif. Par ailleurs, l'Université a un rôle à jouer dans la réflexion et l'élaboration de moyens destinés à accélérer l'adoption des innovations, tels des outils d'information, des incitations fiscales ou encore des mesures contraignantes. Les sciences économiques et sociales ont un grand potentiel à faire valoir dans ce domaine, que ce soit sur des questions psychologiques, sociologiques, d'aménagement du territoire ou encore de fiscalité. « L'Université a une énorme responsabilité dans le développement de nouvelles technologies, avec des recherches fondamentales. Mais il y a un énorme champ pour les sciences économiques et

sociales. »

Une part importante des discussions a porté sur les blocages institutionnels et politiques qui se manifestent en matière de protection de l'environnement. Au niveau de la prise de décision, on se heurte à des réflexes idéologiques, mais aussi à des problèmes de niveaux de compétences (Cantons, Confédération, Union européenne) et à des intérêts en place. Face à ces obstacles, le monde académique doit réfléchir à des solutions innovantes et oser proposer des changements de paradigme. Par exemple, la taxe sur le CO₂ est-elle vraiment le meilleur moyen pour modifier les comportements ? L'Université aurait aussi toute une réflexion à mener sur la relation entre la protection de l'environnement et la notion de progrès. « L'Université a un rôle important à jouer comme déclencheur de réflexion et d'innovation ».

Quelques propositions

Selon les participants à l'Atelier, l'Université de Lausanne devrait faire de l'environnement un champ de recherche prioritaire, dans une perspective multidisciplinaire. Outre le rôle essentiel de la recherche fondamentale, diverses pistes d'action ont été évoquées.

- Les sciences économiques devraient investir davantage la problématique environnementale, en s'intéressant par exemple au rôle de la fiscalité (quels modèles fiscaux proposer qui tiennent à la fois compte de critères environnementaux, économiques et sociaux ?), au potentiel d'emplois dans le business vert et aux mécanismes financiers susceptibles de rendre plus attractifs les investissements environnementaux.
- Les sciences humaines et sociales pourraient aussi proposer des études et analyses intéressantes. Il a ainsi été proposé d'étudier les mécanismes de prise de conscience, les comportements, le phénomène d'« éco-fatigue », les craintes, etc.
- Il a également été proposé de mener des recherches institutionnelles, dans lesquelles on tenterait de comprendre les raisons des blocages politiques et économiques face à certaines propositions afin de pouvoir, le cas échéant, envisager des solutions alternatives ou des voies d'accord.
- Sur un plan plus expérimental, les participants à l'Atelier ont suggéré que l'Université de Lausanne se transforme en laboratoire environnemental, dans lequel seraient expérimentés tous les éléments susceptibles de faire entrer le savoir scientifique dans le quotidien des individus et des collectivités. L'idée est « d'utiliser l'Université comme champ d'expérimentation pour tester les modalités du changement ». On pourrait ainsi y développer et tester des solutions techniques et sociales, tels l'assainissement des bâtiments, le transfert modal, les habitudes de consommation, etc. Le laboratoire pourrait par ailleurs constituer un champ d'étude intéressant pour aborder les thèmes évoqués plus haut (mécanismes de prise de conscience, étude des comportements, etc.). Des moyens et des ressources adéquats devraient être alloués à un tel projet afin d'en garantir le succès.
- Le rôle formateur de l'Université de Lausanne a été rappelé. Il a notamment été demandé que la thématique environnementale soit intégrée dans les diverses filières enseignées. Des cours de formation continue devraient également être offerts à des professionnels exerçant dans divers métiers (bâtiment, droit, médecine, etc.) qui ont été formés à une époque où les questions environnementales n'étaient pas vraiment thématiques. Grâce à de tels cours, adaptés aux besoins des professionnels concernés, les personnes actuellement en exercice pourraient intégrer les connaissances récentes en matière d'environnement dans leurs pratiques.

Les blocages au niveau individuel ont également été relevés. Ainsi, si les individus semblent être préoccupés par l'environnement, ces craintes débouchent rarement sur des transformations dans les pratiques quotidiennes. Les gens, individuellement, aimeraient bien changer, mais n'arrivent pas à franchir le pas, car ils se heurtent des blocages économiques, de motivation ou organisationnels.

Au final, les participants ont relevé l'importance, pour l'Université de Lausanne, de penser son action en partenariat. Que les chercheurs produisent des connaissances seuls n'a pas beaucoup de sens et d'efficacité. Le politique a son importance pour pousser ces idées en avant, que ce soit en les valorisant, en incitant ou en prenant des mesures contraignantes. L'économie doit aussi être prise en compte, l'idée étant de proposer des solutions et des innovations praticables. « C'est finalement la conjonction de l'élément pensée, réflexion de l'Université, de l'élément volontaire amené par la politique, et de l'élément économique qui permettra d'atteindre le succès. Faire sans un des trois paraît difficile ».

Atelier 5 - L'Université comme outil de réflexion et de débat face à des valeurs en mutation

Le sentiment d'inquiétude, tel qu'il ressort des propos tenus par les personnes interviewées dans l'enquête « Vivre ensemble dans l'incertain », met en évidence des préoccupations relatives à la transformation rapide d'un certain nombre de valeurs sociales. Face à une société qui semble être en perte de repères, l'Atelier « Quelles valeurs face à l'incertain ? » avait pour mission de réfléchir à la contribution que l'Université de Lausanne pourrait avoir dans le débat concernant les valeurs et les normes. Une réflexion qui porte sur la compréhension des phénomènes à l'origine des ces transformations, sur la transmission des valeurs et sur la manière dont l'Université envisage la question des valeurs pour elle-même.

La discussion concernant les valeurs n'est pas une chose aisée, et les débats au sein de l'Atelier ont confirmé la complexité du thème. Le premier écueil est celui de la terminologie ; il révèle un besoin de définir les concepts de « valeur », « norme », « morale » et « éthique ». Le second écueil est celui de la définition même des valeurs constitutives d'une société, tant les valeurs qui fondent les sociétés humaines sont diverses, contradictoires et changeantes. Ainsi, les participants n'ont pas été en mesure de trancher la question de savoir s'il existe ou non des valeurs universelles et intemporelles. Peut-être que des valeurs telles que la paix, la justice ou la solidarité ont une portée universelle, mais on observe dans la pratique que leur interprétation varie d'une société à l'autre, d'une culture à l'autre.

Les participants se sont également interrogés sur les tensions entre le collectif et l'individuel : les valeurs doivent-elles être « imposées » par des institutions, ou appartient-il à l'individu de forger ses propres valeurs ? Cette interrogation amène la question du rapport entre pouvoir et valeurs : quel est le rôle du pouvoir politique, économique, médiatique ou encore religieux dans la définition et la diffusion des valeurs ? Elle soulève également la question de l'arbitrage des valeurs dans un monde pluraliste et pluriculturel : qui arbitre entre les diverses valeurs au sein d'une même société et entre les sociétés ?

Le débat fut large, et les discussions ont finalement apporté plus de questions que de réponses. Il n'en demeure pas moins que, selon les participants, l'Université a un réel rôle à jouer dans la réflexion sur les valeurs et dans leur transmission. Il appartient à l'Université de comprendre et d'appréhender les phénomènes liés aux valeurs, comme par exemple leur émergence, leur évolution dans le temps, les tensions entre divers systèmes de valeurs, etc.

Quelques propositions

Dans le cadre de leurs discussions, les participants à l'Atelier ont formulé plus de questions qu'ils n'ont apporté de réponses face à la problématique des valeurs. Ainsi, plusieurs thèmes de recherche ont été évoqués, destinés à mieux comprendre les phénomènes liés aux valeurs. Leurs propos ont aussi porté sur la place de l'Université au sein de la société, avec des propositions davantage liées au fonctionnement interne de l'institution académique.

- Face au sentiment d'inquiétude et à la crise de valeurs qui ressort de l'enquête « Vivre ensemble dans l'incertain », les participants ont proposé que l'Université de Lausanne étudie les phénomènes liés à l'émergence et à la transformation des valeurs. Dans ce contexte, la relation entre pouvoir et valeurs mérite d'être abordée (peut-on imposer des valeurs ?), ainsi que le rôle des médias dans la définition et la transmission des valeurs.
- Les participants se sont aussi interrogés sur la portée de la crise actuelle des valeurs : s'agit-il réellement d'une crise, ou s'agit-il d'un sentiment lié à la crainte « naturelle » du changement ? Il a été proposé d'analyser le phénomène de crise de valeurs, en adoptant par exemple une perspective historique (la crise des valeurs est-elle plus importante aujourd'hui qu'hier ?) ou en s'intéressant à la manière dont les gens vivent cette perte de valeurs (est-ce un problème ou une chance ?).
- Plusieurs thèmes de recherche, liés à certaines valeurs, ont également été évoqués. Par exemple, il a été proposé de s'intéresser à la notion de conflit (doit-on promouvoir une société exempte de conflit, que peut apporter le conflit ?), au concept d'égalité (comment promouvoir l'égalité dans la différence ?). Le fait religieux a aussi été avancé comme thème de recherche (comment les diverses religions s'accordent-elles dans un monde globalisé et, plus spécifiquement, dans des sociétés européennes marquées par une grande diversité religieuse et culturelle ?).
- Pour les membres de l'Atelier, l'Université doit davantage participer au débat public. L'Université de Lausanne doit entamer une réflexion sur la manière de s'adresser à un public pas forcément préparé à recevoir des informations de type académique, et qui plus est submergé par quantité d'informations.
- Il a également été proposé que l'Université s'interroge sur une éventuelle participation dans l'organe de prospective prévu par la nouvelle Constitution vaudoise.
- Sur un plan interne, il a été suggéré de créer, au sein de l'Université de Lausanne, un « conseil de sages » qui mènerait une réflexion sur les valeurs qu'entend défendre l'Université et qui serait le répondant pour toute personne membre de l'institution ayant des interrogations éthiques ou liées aux valeurs de l'activité académique.
- Enfin, il a été proposé que, pour toutes les disciplines enseignées, des cours d'éthique soient offerts aux étudiants.

Néanmoins, pour la majorité des participants, l'Université ne devrait pas se limiter à étudier les phénomènes liés aux valeurs, mais elle devrait être un acteur à part entière du débat : « l'Université est un partenaire du débat sur les valeurs, à côté d'autres

acteurs de la société ». De par sa mission historique de questionnement et de réflexion, l'Université devrait pouvoir aider les individus et les collectivités à trouver des réponses. Il ne s'agit pas pour l'Université de produire des certitudes et de proposer des valeurs, mais de contribuer à la réflexion sur les valeurs : « l'Université doit nous aider à reprendre un rôle, mais ne doit pas nous servir de guide ». Dans ce contexte, l'Université, doit être comprise comme un espace de neutralité, offrant une expertise et une méthodologie devant permettre un dialogue entre les divers acteurs de la société. Une telle vision de l'Université présuppose que celle-ci prenne la parole. On retrouve ici une préoccupation qui a été exprimée dans d'autres ateliers, et qui se rapporte au rôle de l'Université dans la société : la vocation des scientifiques n'est pas seulement de produire des recherches et des expertises, mais aussi de participer au débat. Dans ce contexte, « l'Université devrait redonner goût au savoir, lequel constitue une valeur fondamentale de notre société ».

Si les valeurs peuvent – et doivent – constituer un objet de recherche pour l'Université, les participants ont aussi noté qu'il y a un besoin de réflexion sur les valeurs académiques. La notion d'éthique de la recherche a notamment été évoquée, avec comme idée forte que « l'éthique devrait être étroitement associée au savoir ». Les valeurs que souhaite transmettre l'Université dans le cadre de sa mission de formation ont aussi été abordées, qu'il s'agisse de valeurs fondamentales telles que l'autonomie, le respect, ou de principes éthiques liés à l'exercice d'une discipline particulière. Il est en effet du ressort de l'Université de former des individus responsables.

Atelier 6 - Au-delà de la vulgarisation scientifique : pour des échanges horizontaux avec la société

Les interviews et focus groups ont mis en évidence une demande de communication renforcée de l'Université vers l'extérieur. Face à cette demande récurrente, mais aussi face à l'intention déclarée du projet « Vivre ensemble dans l'incertain » de développer des projets en partenariat avec la société civile, les membres de l'Atelier « Au-delà de la vulgarisation scientifique : quelle implication des citoyens et des acteurs du canton dans la recherche ? » se sont intéressés aux modalités d'un rapprochement entre l'Université et la société. S'agit-il d'informer davantage, de faire participer ou encore d'associer ? Et sur quels thèmes ?

Avant toute chose, les participants à l'Atelier ont estimé que la vulgarisation appartenait à la mission de l'Université, à côté de sa mission fondamentale qui est de mener une recherche de pointe. Ceci étant dit, il a été relevé que la vulgarisation, comprise comme la présentation au public des travaux académiques, s'appuie sur une vision élitiste du rôle de l'Université : « c'est la science qui descend vers le peuple pour lui expliquer les choses ». Pour les participants, l'Université devrait davantage envisager ses relations avec la société sur le mode de l'échange et du dialogue. Le but n'est ainsi pas de multiplier l'offre de vulgarisation, mais d'envisager une autre forme de communication plus horizontale.

Diverses pistes ont été évoquées pour aller dans ce sens. Par exemple, dans son discours, l'Université de Lausanne devrait dire à quel point les recherches et réflexions de pointe qu'elle développe émanent de savoirs-faires et de besoins qui sont présents

dans la société : « il faut que l'Université ait un discours qui valorise la population au lieu de se présenter comme celle qui la domine ». L'idée de remplacer le terme de « vulgarisation » par « réappropriation » a aussi été évoquée, l'objectif étant que les citoyens se sentent partie prenante des savoirs produits à l'Université. Enfin, la notion « d'empowerment » a été avancée, une notion selon laquelle les citoyens et citoyennes seraient impliqués dans la production des savoirs.

Les intervenants ont également abordé les différences entre sciences naturelles et techniques d'une part, et sciences sociales et humaines d'autre part. Les premières produisent avant tout des savoirs de type factuel, alors que les secondes produisent des savoirs qui font l'objet de débats. En termes de vulgarisation, « c'est quelque chose de totalement différent d'expliquer ce qu'est un trou noir et d'expliquer ce qu'il faut penser de la différence entre les genres ». Au-delà de ces divergences, il a cependant été rappelé que les sciences dites exactes sont aussi sujettes à débat, comme en témoigne la controverse sur la génétique ou encore le large débat politique qui a accompagné le projet d'extension de l'animalerie de l'Université de Lausanne.

Une réflexion sur la vulgarisation, la réappropriation ou encore l'empowerment nécessite que l'on s'interroge aussi sur l'intérêt du public pour les questions scientifiques. Selon les participants, l'intérêt du public pour un échange avec l'Université ne peut pas être décrété, mais repose sur la stimulation de la curiosité des citoyens : « l'implication des citoyens passe par le développement d'un esprit curieux ». En ce sens, l'Université doit avoir un rôle militant pour mettre à disposition des savoirs et susciter l'intérêt du plus grand nombre. Par ailleurs, l'Université doit tenir compte des intérêts divers des personnes, que celles-ci soient considérées dans leur individualité ou en tant que membres de groupes constitués (par exemple syndicats, associations professionnelles, groupes de malades, riverains, etc.). Enfin la question des relais à privilégier pour aller vers les citoyens et stimuler leur curiosité a été abordée : l'idée a été de privilégier l'école et les médias pour aller vers les gens et éveiller leur intérêt pour les sciences, ou encore d'avoir recours à des artistes pour « mettre en scène la science ».

Concevoir le rapport entre sciences et société de manière horizontale, comme l'ont fait les participants à l'Atelier, les a également amenés à réfléchir sur la manière dont l'Université définit ses thèmes de recherche. Doit-elle le faire de manière autonome, ou doit-elle se mettre à l'écoute de la société ? Pour les participants, la recherche fondamentale basée sur un questionnement interne est importante, mais il faut autre chose aussi : « on ne va pas vraiment avancer si l'Université apporte uniquement des réponses à des questions qu'elle se pose elle-même... il y a des questions que l'Université doit entendre et sur lesquelles elle doit se pencher ». Néanmoins, l'Université doit malgré tout garder une certaine autonomie dans le choix de ses thèmes de recherche : « l'Université doit se poser des questions en interaction avec l'extérieur. Cela ne signifie pas que l'extérieur pose les questions. »

Enfin, les participants ont relevé toute une série de questions pratiques qui se posent dans le cadre de projets dont le questionnement et/ou la réalisation se ferait en collaboration avec la société civile : comment susciter l'intérêt, comment aller vers les groupes concernés, comment tirer profit des savoirs profanes, comment surmonter les

différences de langage entre société civile et monde académique, comment faire venir les demandes vers l'Université ou encore comment faire passer les savoirs issus d'une démarche participative dans les domaines de l'action et de la décision ?

Quelques propositions

Malgré la complexité de la thématique de l'Atelier, les participants ont fait plusieurs propositions destinées, d'une part, à répondre à toute une série de questions méthodologiques et, d'autre part, à assurer un meilleur lien entre le milieu académique et la société.

- Les participants à l'Atelier ont ainsi proposé que l'Université de Lausanne s'interroge, dans le cadre de recherches ou de projets pilotes, sur la manière de toucher les « non-publics », sur les conditions nécessaires pour éveiller la curiosité des gens et favoriser l'échange entre science et société, ou encore sur les relais à privilégier. Les participants à l'Atelier sont conscients que l'Université de Lausanne investit déjà beaucoup d'efforts dans la communication avec le public (journées portes ouvertes, partenariats avec la radio, cours public, laboratoire public Éprouvette), mais il n'en demeure pas moins que le désintérêt pour les sciences qui ressort de la lecture de l'enquête « Vivre ensemble dans l'incertain » interpelle.
- Diverses modalités d'implication du public devraient également être étudiées et testées. La piste de recherches-actions a notamment été évoquée : il s'agirait de lancer des recherches qui seraient accomplies par des universitaires, mais accompagnées par une interaction étroite avec les acteurs concernés.
- Les membres de l'Atelier ont également proposé que l'Université de Lausanne crée un « guichet » sur le modèle des « science shops » (boutique des sciences) : un tel guichet accueillerait les demandes des citoyens et des associations, puis, selon la pertinence de la demande, y répondrait dans le cadre de projets de recherche interdisciplinaires.
- Il a également été suggéré de créer une structure qui puisse restituer les travaux universitaires en fonction de l'actualité (par exemple un observatoire de l'actualité). A travers une telle structure, l'Université pourrait se profiler comme un animateur neutre du débat public et « descendre dans la Cité ». Afin d'être effective, une telle structure devrait s'interroger sur les canaux de diffusion à privilégier (médias, Internet) et la manière de restituer les savoirs (intervention d'artistes, de journalistes, etc.).

4. Pistes pour l'Université de Lausanne

Les discussions qui se sont tenues lors de la journée de consultation du 30 novembre, couplées aux résultats de l'enquête exploratoire réalisées dans la première étape du projet, soulèvent toute une série de questionnements pour l'Université de Lausanne. Des questionnements qui portent sur le rapport de l'UNIL à la société, sur l'indépendance de la recherche, sur les modalités de production et de transmission des savoirs, ou encore sur des thèmes de recherche à empoigner.

L'incertain : un champ de recherche pour l'Université

La notion d'« incertain », contenue dans le titre du projet a fait l'objet de nombreuses discussions. Il a notamment été relevé que les propos tenus par les personnes interviewées témoignent d'un sentiment d'inquiétude face à un avenir incertain. Mais l'incertain doit-il forcément être teinté de pessimisme ? Pour nombre de participants, l'Université devrait donner une dimension positive à l'incertain et montrer que tout bouleversement ne doit pas forcément être vécu comme une perte : « l'incertain provoque certes un sentiment d'inquiétude chez l'individu, mais elle lui permet d'avancer ». C'est l'idée que la peur peut agir comme ressort pour l'action. L'avenir est forcément incertain et il a été rappelé que ceux qui ont pensé l'avenir comme certain ont conduit à nombre de catastrophes. Pour reprendre les termes d'un participant, « l'incertain est une posture de légèreté relative, de capacité d'avancer vers l'avenir, nul ne peut dire ce que sera exactement le futur ».

Dans ce contexte, il a été rappelé que l'Université – et notamment les facultés de sciences sociales et humaines - auraient un rôle certain à jouer « pour aider la population à comprendre qu'il y a un champ d'opportunités autour de l'incertain ». Ainsi, il a été proposé que l'Université – à côté d'autres acteurs de la société - identifie et contextualise les changements en cours, analyse les attitudes et perceptions, et travaille sur des démarches ou visions positives du changement, afin que l'avenir soit perçu positivement. Il a également été demandé que l'Université démontre que penser l'avenir comme certain est une posture intenable.

Il serait bien sûr démesuré – et illusoire - d'attendre de l'Université qu'elle modifie les catégories mentales de la population. Néanmoins, les participants à la journée de consultation attendent de l'Université qu'elle contribue à la production d'une vision optimiste de l'avenir en proposant des projets mobilisateurs, susceptibles d'offrir des réponses aux défis du futur (propositions en termes d'aménagement du territoire, projets liés aux nouvelles énergies, etc.). Bien que cela n'ait pas été explicitement formulé pendant la journée de consultation, il pourrait aussi s'agir pour l'Université de développer des méthodes permettant de mettre en débat l'incertain, en utilisant par exemple des outils de dialogue basés sur des scénarios.

L'Université lieu de production de savoirs ou de prise de parole ?

Une grande partie des discussions dans les ateliers a porté sur la mission de l'Université

et son rôle par rapport à la société. Tout le monde était d'accord pour dire que la mission première de l'Université est d'expliquer et de décrire les phénomènes, que ce soit dans le cadre de recherches fondamentales ou de recherches plus appliquées. Les termes « excellence », « recherche de pointe » et « pôles d'excellence » sont revenus à plusieurs reprises dans les débats. « Le rôle de l'Université est de développer le savoir, de développer la curiosité de ses étudiants, de faire de la recherche fondamentale – et de la recherche appliquée aussi – pour faire ensuite des passerelles avec la société et l'économie ». On retrouve ici la vision d'une Université garante du savoir, dont la mission première est la création et la transmission des connaissances.

Si certains participants estiment que c'est ici la seule mission d'une Université, nombreux sont ceux qui envisagent sa contribution de manière plus active et plus « engagée » dans son rapport à la société. L'Université doit prendre une part active dans le débat public et politique. Cela passe par une écoute de la société, afin d'identifier les questions que se posent les citoyens, les politiques et les milieux économiques, mais aussi par des recherches portant sur les « questions de société » et par une prise de parole dans l'espace public. L'idée n'est pas que l'Université fournisse des réponses à des problèmes concrets, mais qu'elle offre des grilles de lecture ou des modèles alternatifs aux divers acteurs concernés (individus, collectivités publiques, décideurs, milieux économiques).

Pour nombre de participants à la journée de consultation, ces deux visions de la mission de l'Université sont complémentaires. D'un côté, l'Université doit produire et transmettre des savoirs de pointe, et de l'autre se profiler comme lieu de réflexion critique. Une intégration qui – et cela a été relevé par certains – est loin d'être facile, car elle fait appel à deux conceptions opposées du statut de chercheur. D'un côté le chercheur est un professionnel qui doit prouver son excellence en produisant des résultats de qualité et en publiant des articles dans des revues spécialisées internationales, et de l'autre côté il est un intellectuel qui intervient sur des « enjeux de société ». Si certains universitaires réussissent à endosser ces deux casquettes, ce n'est de loin pas chose facile pour tout le monde, tant certains savoirs sont pointus et tant les critères de réussite académique mettent l'accent sur l'excellence. En affirmant sa volonté de s'ouvrir à la société, tout en affirmant un objectif d'excellence, l'Université de Lausanne se place dès lors dans un champ de tension qu'il s'agit de reconnaître et d'anticiper.

Les participants à la journée de consultation se sont interrogés sur la manière de favoriser cette écoute de la société et cette prise de parole. Il a par exemple été proposé de créer un observatoire de l'actualité, dont la mission serait de mettre en valeur, voire de produire, des résultats et analyses liés à certaines questions discutées dans la société ou dans les milieux politiques et économiques. Il a aussi été proposé de profiler l'Université comme lieu d'expertise, que les diverses collectivités pourraient mandater pour traiter de questions spécifiques. L'idée de proposer une banque de données d'experts internes à l'Université a par ailleurs été évoquée, l'objectif étant de faciliter l'accès aux savoirs présents au sein de l'UNIL.

Au-delà de ces propositions de type institutionnel, plusieurs personnes ont suggéré un changement des mentalités au sein de l'institution académique, lesquelles privilégient

les compétences strictement scientifiques au détriment de compétences davantage liées à la transmission des savoirs. Poursuivre la réflexion dans cette direction impliquerait de reconsidérer les critères de gestion des carrières académiques en valorisant et favorisant les compétences relevant de la communication et du dialogue.

Etre à l'écoute de la société tout en préservant l'indépendance de la recherche

La question au centre de la démarche du projet « Vivre ensemble dans l'incertain », à savoir une Université à l'écoute de la société, a aussi soulevé d'importantes discussions mettant en évidence une tension entre l'indépendance académique dont doit jouir l'Université et ses chercheurs, et le lancement de recherches orientées par la demande sociale. La question est de savoir si c'est l'Université qui doit produire de manière autonome des idées susceptibles de contribuer à l'orientation de la société, ou si c'est à la société de produire des idées et de les transmettre ensuite à l'Université qui fournira des outils pour les développer et les interpréter ?

De manière générale, les participants à la journée de consultation considèrent que c'est à l'Université de définir ses thèmes de recherche, en toute indépendance et dans un objectif d'excellence. Certains vont jusqu'à relever que les succès de l'Université sont à mettre en relation avec l'individualisme d'un chercheur ou d'une équipe, et non avec des décisions politiques : « Les nouvelles idées ne viennent jamais de quelqu'un qui fait de la planification, elles viennent du hasard ».

Il n'en demeure pas moins que pour de nombreux participants, indépendance de la recherche et écoute des besoins de la société ne sont pas incompatibles. C'est suite à un processus d'écoute de la société que des stratégies et des thèmes de recherche peuvent ensuite être définis à l'interne. Le défi consiste dès lors à trouver les modalités de ce recueil de la demande sociale pour la traduire ensuite en questions de recherches. Diverses discussions ont évoqué la participation de l'Université de Lausanne à l'organe de prospective prévu par la nouvelle Constitution vaudoise, afin de permettre ce lien avec la société. La création d'un guichet sur le mode des boutiques des sciences a aussi été mentionnée afin de recueillir les questionnements et demandes de la société. Quel que soit le dispositif retenu, il a néanmoins été relevé que la décision de lancer ou non une étude sur telle ou telle question est du seul ressort de l'Université. La question est cependant de savoir qui, à l'intérieur de l'Université, assumerait ce rôle de « filtre » de la demande sociale : un organe consultatif – ou « think tank » - comme l'ont proposé certains participants, la Direction, ou encore un groupe de chercheurs qui déposerait une demande de financement spécifique ?

La piste de recherches-actions, au centre de la démarche du projet « Vivre ensemble dans l'incertain » soulève également d'importantes questions en termes d'indépendance académique. La recherche-action se fonde en effet en partie sur les « savoirs profanes » (l'expérience propre des acteurs) et elle donne une large place à l'implication des acteurs dans les différentes étapes de la recherche. Le but, *in fine*, est la production d'un savoir utile à l'action. Une telle approche est très lointaine de la vision traditionnelle du chercheur, qui définit ses questions et son cadre de recherche de manière indépendante, selon des critères principalement académiques. Bien que cette question n'ait été que marginalement abordée dans le cadre de la journée de

consultation du 30 novembre, certains propos font ressortir que recherche-action n'est pas antinomique d'indépendance académique. La liberté du chercheur porte ici sur d'autres dimensions, telles le choix de la thématique ou encore le choix des acteurs à associer à la démarche. Si le projet « Vivre ensemble dans l'incertain » entend lancer des projets de type recherche-action, le processus d'identification de la demande sociale et d'identification des thèmes les plus pertinents devrait se dérouler à l'intérieur de l'Université. De même, il importe que ce soient les chercheurs impliqués qui déterminent les acteurs avec lesquels ils souhaitent collaborer, étant entendu que ce processus de sélection devrait se faire selon des critères de pertinence et de représentativité, afin d'éviter de se voir reprocher une approche biaisée et partisane.

Pour une communication renforcée : entre désirs et réalité

Les interviews et focus groups réalisés dans l'enquête « Vivre ensemble dans l'incertain » démontrent clairement le manque d'intérêt des personnes interrogées pour les questions scientifiques, que celles-ci relèvent des sciences de la nature ou des sciences de l'homme. L'Université a ici une mission ambitieuse, qui est celle de susciter l'intérêt et le goût pour la science : « Il faut rendre désirables les savoirs qui sont produits ». Diverses raisons ont été invoquées par les participants à la journée de consultation pour expliquer cet état de fait : l'Université serait devenue trop technique et refermée sur elle-même, il y aurait une « détestation de l'intelligence » de la part des décideurs économiques et politiques, ou encore la science donne de plus en plus l'impression qu'elle joue à l'apprenti sorcier.

C'est ainsi, que dans tous les ateliers et sous des formes diverses, des demandes pour une communication et une vulgarisation renforcées de la part de l'Université ont été formulées. Une communication aussi repensée, adaptée à la société actuelle et à la manière dont elle traite l'information. Une telle ambition nécessite que l'Université s'ouvre et consente à diffuser ses savoirs, même les plus complexes. Certains décèlent en effet des réflexes de repli, témoignant d'un certain égoïsme dans la diffusion des savoirs : « le savoir est précieusement gardé par certaines personnes, dans un pré carré ; par exemple en médecine où on nous dit que c'est trop compliqué pour des profanes ». Ainsi, pour nombre de participants, il faut que l'Université s'ouvre et prenne la parole. Pour beaucoup, il serait bénéfique que les universitaires débattent entre eux et en public sur des enjeux de société, et enrichissent ainsi les débats de société.

Ces demandes pour une vulgarisation renforcée des savoirs académiques n'ont cependant pas fait l'unanimité. Certains y décèlent une quête de légitimité et de justification, manifestant une volonté de se prémunir de coupes budgétaires. D'autres se demandent quel est l'intérêt pour la société de savoir ce qui se fait à l'Université, d'autant plus que celle-ci n'est pas la seule entité productrice de connaissances. Enfin, certains estiment qu'il est nécessaire que l'Université développe des activités de très haut niveau qui ne soient pas forcément vulgarisables. Dans ce sens, certains projets pourraient être utilisés comme « cartes de visite » (à l'image de ce qui se fait à l'EPFL avec Alinghi et Solar Impuls), mais l'essentiel des recherches ne devrait pas forcément se retrouver dans les médias.

D'autres encore ont relativisé cette vision d'une Université fermée et isolée dans sa

tour d'ivoire. Il a ainsi été rappelé que beaucoup d'actions de communication ont été entreprises à l'Université de Lausanne depuis une dizaine d'années, tels le cours public, les journées Portes Ouvertes, l'Interface Sciences-Société et son laboratoire public L'Éprouvette, le magazine *Allez savoir !*, pour ne citer que quelques exemples. A l'évidence, ces actions ne sont que partiellement mises en valeur par les médias de masse, dont les centres d'intérêt semblent se focaliser sur d'autres thématiques. Il est aussi vrai que le type de disciplines enseignées à l'Université a un pouvoir de fascination moindre que d'autres domaines plus techniques ou plus appliqués.

Ces remarques mettent en évidence l'importance de trouver les relais adéquats pour faire passer les messages vers le public, ce qui implique de développer des partenariats avec les divers acteurs de la société, médias et école en tête... des partenariats qui, dans une certaine mesure, ont déjà été mis en place par l'UNIL.

Les sciences sociales et humaines mises à contribution

Le projet « Vivre ensemble dans l'incertain » fait ressortir l'importance des sciences humaines et sociales dans le rapport que souhaite entretenir l'Université avec la société. La contribution des sciences à la société ne se limite pas à offrir des innovations en mesure d'améliorer le bien-être matériel de la population (médecine, informatique, etc.), mais elle consiste également à fournir aux acteurs sociaux des clés de lecture pour interpréter le monde dans ses dimensions naturelles, sociales et économiques. Dans ce contexte, et cela a été souligné à maintes reprises par les participants à la journée de consultation, les sciences humaines et sociales jouent un rôle décisif.

Sont-elles cependant en mesure de répondre à ces attentes ? A plusieurs reprises, il a été noté à quel point les représentants des sciences sociales et humaines étaient absents des débats de société, encore davantage que ceux des sciences de la nature et des sciences techniques. Pour reprendre les termes d'un intervenant, « les sciences sociales ne savent pas communiquer ». Une recherche menée par l'Observatoire Sciences, Politique et Société a d'ailleurs démontré que plus que d'autres, les chercheurs de l'UNIL en sciences sociales craignent de voir leurs résultats mal utilisés par les médias ou travestis par les politiques. C'est aussi dans ces disciplines que l'on trouve le plus de chercheurs qui déclarent « ne pas rechercher la lumière des projecteurs dans leur travail »⁸.

Mais il est aussi vrai que les médias ne facilitent pas la dissémination des travaux réalisés en sciences sociales et humaines, du fait que ceux-ci sont souvent complexes et faits de nuances, alors que les médias privilégient les messages simples et univoques. Il a également été relevé qu'en sciences sociales, « une découverte cesse d'être une découverte dès sa proclamation, du fait qu'elle est immédiatement assimilée ».

8 Cette recherche « Les scientifiques dans la Cité : cultures disciplinaires et engagement public » (requérante et responsable Fabienne Crettaz von Roten) a été financée par Anthropos-UNIL entre mai 2007 et avril 2008. Le rapport final sera disponible sur le site de l'Observatoire Sciences, Société et politique (www.unil.ch/osps).

Pour une approche interdisciplinaire

Les notions d'interdisciplinarité, de transdisciplinarité ou encore de pluridisciplinarité sont souvent apparues dans les discussions. Pour les participants à la journée de consultation, l'Université se doit d'envisager sa mission dans une approche interdisciplinaire : « si on veut faire le bien commun, on ne peut que travailler ensemble ». Une telle demande ne signifie cependant pas que l'Université ne doive financer que des projets interdisciplinaires. La recherche de pointe dans les diverses disciplines garde toute son importance.

Plusieurs personnes ont cependant noté la difficulté de réaliser, dans les faits, l'interdisciplinarité : « l'interdisciplinarité se résume parfois à une juxtaposition d'approches qui n'arrivent pas vraiment à être intégrées ». Il a aussi été souligné que si l'intégration des savoirs appartient à l'Université, d'autres acteurs sont aussi concernés, tel le politique qui se doit de mettre en perspective les diverses expertises qui lui sont apportées.

Considérations pour la suite de la démarche « Vivre ensemble dans l'incertain »

Divers thèmes ou questions de recherche ont été évoqués tout au long de la journée du 30 novembre 2007. On a ainsi parlé d'étudier les changements de valeurs, de développer des modèles économiques alternatifs, d'analyser les conséquences d'un accroissement de la population en termes d'aménagement du territoire, d'identifier les mécanismes d'exclusion et de paupérisation, de réfléchir à la fiscalité écologique, d'envisager des réformes du système scolaire, etc. Néanmoins, face à l'étendue du questionnement et des idées formulées, il est difficile d'identifier à ce stade des questions précises sur lesquelles le projet « Vivre ensemble dans l'incertain » devrait travailler dans sa deuxième phase. On peut dégager des propos tenus durant la journée de consultation quelques orientations pour de futurs projets fondés sur de nouveaux partenariats et sur les notions d'implication et de participation des divers acteurs de la société.

Tout d'abord, il a été rappelé que bien que s'intéressant à des enjeux locaux émanant d'une phase d'écoute de la société, l'Université doit garder son caractère « universaliste ». Autrement dit, les enjeux locaux doivent être abordés dans une perspective globale : il s'agit de mettre en perspective la réalité du terrain avec des savoirs issus d'autres expériences ou situation, ou encore d'alimenter la réflexion avec des savoirs théoriques. Une telle approche a notamment été jugée prometteuse pour aborder sous un jour nouveau des questions sur lesquelles chacun campe sur ses positions (par exemple pour ou contre le retour des notes à l'école, pour ou contre la taxe sur le CO₂), alors que d'autres paradigmes ou approches pourraient être envisagés.

Parmi les thématiques proposées lors de la journée de consultation, celle relevant de l'environnement est ressortie de manière récurrente tout au long des discussions. Face au sentiment quasi généralisé d'inquiétude qui ressort des interviews et des focus groups, il a en effet été relevé à plusieurs reprises que la protection de l'environnement pourrait constituer un projet fédérateur et mobilisateur, pour lequel les différents

savoirs présents au sein de l'UNIL seraient susceptibles d'apporter une contribution essentielle. En investissant la thématique de l'environnement avec une composante participative, l'Université est à même de produire des savoirs transversaux incluant les dimensions sociologiques, psychologiques, éthiques, politiques et économiques, et de les articuler aux aspects technologiques. Une telle approche intégrative peut contribuer à conférer à l'incertain une connotation plus positive et moins anxiogène.

Sur un autre registre, il a été noté à plusieurs reprises que la volonté affichée du projet « Vivre ensemble dans l'incertain » de rapprocher sciences et société soulève des enjeux méthodologiques. Par exemple, la question concernant le type d'outils à privilégier pour identifier les préoccupations du public, ou les critères à appliquer pour « filtrer » la demande sociale méritent un examen approfondi de la part de l'Université. Il en va de même pour ce qui concerne les modalités du dialogue entre des mondes aux langages et valeurs si différents. Le projet « Vivre ensemble dans l'incertain » constitue un outil précieux pour aborder ces questions. En mettant sur pied des projets qui associeront sous des formes diverses la société civile, l'Université de Lausanne expérimente diverses modalités d'implication du public et apporte ainsi sa contribution aux débats et réflexions portant sur l'articulation entre savoirs scientifiques et savoirs de la société.

Enfin, il est intéressant de relever que nombre de propositions adressées par les participants de la journée de consultation se trouvent déjà partiellement ou largement mises en œuvre au sein de l'UNIL. Que ce soit dans les domaines du développement durable au sein de l'institution, du dialogue entre sciences et société, de la communication, du partenariat avec les médias, de la formation continue ou de la prestation d'expertise, de nombreuses réalisations existent en effet. On observe donc une heureuse convergence entre les suggestions des personnalités consultées et la stratégie de l'Université. Mais cette concordance de vues montre aussi que ces diverses initiatives, souvent originales dans le monde académique, doivent être mieux communiquées et valorisées dans l'espace public et auprès des décideurs. Elle doit aussi inciter l'UNIL à poursuivre son effort dans ces directions. A ce titre, le projet « Vivre ensemble dans l'incertain » constitue très certainement un élément pour valoriser cette stratégie visant à mieux comprendre les enjeux contemporains et fournir des pistes pour l'action et la décision.

Annexe A

Liste des participants à la journée du 30 novembre

Nom		Fonction et affiliation
Claudine	Amstein	Directrice de la Chambre Vaudoise du Commerce & de l'Industrie
Marc	Audétat	Chercheur associé, Interface Sciences-Société UNIL
Anne	Baehler-Bech	Secrétaire générale Asloca - Vaud
Sandrine	Bavaud	Centre pour l'Action non-violente
Ahmed	Benani	Politologue, spécialiste des islams européens
Anne-Claude	Berthoud	Professeure en linguistique à l'UNIL, Membre du Conseil Anthropos
Nicolas	Bideau	Responsable fédéral du Cinéma suisse, Office fédéral de la Culture
Théo	Bondolfi	Président de la section vaudoise de la Fédération romande des consommateurs
Danielle	Bütschi	Politologue, Cheffe de projet, Interface Sciences-Société UNIL
Charlotte	Cabasse	Géographe, assistante de recherche, UNIL
André	Chatelain	Député au Grand Conseil
Yves	Christen	Ancien Conseiller national
François	Couchepin	Ancien chancelier de la Confédération
Marc	de Perrot	Secrétaire généra de UNIL
Catherine	El-Bez	Collaboratrice scientifique, Interface Sciences-Société UNIL
Pierre	Ezri	Président d'honneur, Communauté israéliite
Blaise	Fattebert	Secrétaire général Pro Familia Vaud / Syndic de Sainte-Croix
Jon	Ferguson	Ancien entraîneur de basket et enseignant
Aldo	Ferrari	Secrétaire régional UNIA
Dominique	Freymond	Administrateur indépendant & Consultant, MAS (Management and Advisory Services Ltd)
Christophe	Gallaz	Chroniqueur, écrivain
Susana	Garcia	Secrétaire générale de la Fédération catholique vaudoise
Olivier	Glassey	Sociologue, Chef d'Unité, Observatoire Science, Politique et Société, UNIL

Gilles	Grin	Vice-directeur de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe
Jean-Pierre	Hocké	Ancien Haut Commissaire pour les réfugiés
Marianne	Huguenin	Syndique de Renens
Jean-Paul	Jaccaud	Professeur invité, Laboratoire d'architecture et mobilité urbaine, EPFL
Alain	Jeannet	Rédacteur en chef de L'Hebdo
Claude	Joseph	Professeur honoraire Interface Sciences-Société, UNIL
Dominique	Joye	Professeur, sociologue, Institut interdisciplinaire d'étude des trajectoires biographiques, UNIL
Alain	Kaufmann	Sociologue des sciences, Interface Sciences-Société, UNIL
René	Knüsel	Sociologue, Directeur Institut Sciences sociales et pédagogiques, UNIL
Catherine	Labouchère	Députée au Grand Conseil
Hervé	Lebret	Adjoint scientifique EPFL
Eric	Lehmann	Commandant, Police cantonale vaudoise
Manuel	Leuthold	Directeur, UBS SA
Marie-Claude	Martin	Journaliste, Edipresse
Thierry	Meyer	Rédacteur en chef 24 Heures
Philippe	Moreillon	Professeur, Vice-recteur pour la Recherche à l'UNIL, Président du Conseil Anthropos
Isabelle	Moret	Conseillère nationale
Roger	Nordmann	Conseiller national
Guy	Parmelin	Conseiller national
Sylvie	Pittet Blanchette	Secrétaire générale de l'Association vaudoise des parents d'élèves
Alexandra	Post Quillet	Fondation du 450 ^{ème} , Membre du Conseil de Fondation
Francis	Randin	Chef de service d'Analyse et de Gestion Financière, Etat de Vaud
Luc	Recordon	Conseiller aux Etats
Antoine	Reymond	Conseiller Synodal, Eglise Evangélique Réformée du Canton de Vaud
Christophe	Reymond	Directeur du Centre patronal vaudois
Silvia	Ricci Lempen	Ecrivaine et chercheuse indépendante
Daniel	Rossellat	Président Paléo Arts et Spectacles
Géraldine	Savary	Conseillère aux Etats
François	Schaller	Rédacteur en chef, PME Magazine
François	Schoch	Directeur général First Industries

Dominique	Schupp	Vice-bâtonnier de l'Ordre des Avocats Vaudois
Pierre	Simon-Vermot	Sociologue, assistant de recherche, UNIL
Olivier	Steimer	Président du Conseil d'Administration de la Banque Cantonale Vaudoise
Filip	Uffer	Directeur Pro Senectute
Christian	Wanner	CEO Le Shop
Jacques	Zwahlen	Fondation du 450 ^{ème} , Président du Conseil
Jean-Marc	Zwissig	Adjoint du Vicaire épiscopal, Conseil de l'Eglise catholique du Canton de Vaud

Annexe B

Thèmes de discussion pour les ateliers du vendredi 30 novembre 2007

Les thèmes de discussion ci-dessous ont été déterminés sur la base des résultats des entretiens individuels et des groupes de discussion (*focus groups*) réalisés dans le cadre de l'enquête *Vivre ensemble dans l'incertain*. Ils ont été formulés de manière à tirer le meilleur parti de l'expertise des personnalités du canton invitées à apporter leur contribution à cette démarche consultative et participative.

Atelier 1 – Quels savoirs pour l'action et la décision ?

Les personnes interrogées dans le cadre de l'enquête ont souvent souligné la primauté des secteurs de l'économie et de la politique dans l'orientation des choix de société. Le monde académique fait-il des efforts suffisants pour s'assurer que les connaissances qu'il produit soient utilisées ou utilisables dans le monde économique et politique ? Existe-t-il un « gisement » de connaissances inexploitées, par exemple dans les sciences humaines et sociales, qui sont aussi des « savoirs d'orientation » pour l'action ? Convient-il de développer de nouvelles interfaces et de nouvelles modalités de collaboration entre le monde économique, les pouvoirs publics et l'Université ? Dans quelle mesure les connaissances produites à l'Université doivent-elles être adaptées à ces usages, tout en garantissant l'indépendance de la recherche et le maintien d'un regard critique sur les objets étudiés ?

Atelier 2 – « Besoins » de l'économie et vécu des personnes : les sciences économiques et sociales en cause ?

Le focus group réalisé avec des acteurs de l'économie a insisté sur la nécessité de renforcer la compétitivité des entreprises et des personnes. Ces participants estiment que le canton de Vaud et la Suisse sont paradoxalement handicapés par leur situation privilégiée qui les empêche de s'inscrire dans un contexte de compétition globalisée, induit un manque de prise de risques ainsi qu'une peur de l'échec. De manière contrastée, de nombreuses personnes interviewées dans le cadre des entretiens individuels expriment leur inquiétude envers des inégalités sociales croissantes, leurs difficultés à joindre les deux bouts, l'émergence des « working poors » ou la difficulté à s'adapter à un système de plus en plus concurrentiel. L'objectif d'une « société de la connaissance » a-t-il véritablement une chance de s'actualiser dans une telle situation ? Comment des alternatives économiques peuvent-elles se mettre en place localement dans un monde où les souverainetés nationales sont de plus mises en cause par les régulations globales ? Avec quelles autres disciplines universitaires et quels acteurs de la société les sciences économiques doivent-elles collaborer pour résoudre ces problèmes qui conditionnent la promotion du « bien commun » ?

Atelier 3 – Démocratisation des études et excellence dans la formation : un couple impossible ?

Au travers des entretiens et des focus groups, une forte tension se fait sentir entre d'une part, un souhait de démocratisation des études et d'autre part, une demande pour davantage de sélection sensée garantir la valeur ajoutée des formations académiques. Cette opposition entre démocratisation et élitisme constitue un enjeu qui dépasse bien entendu le périmètre universitaire, pour s'étendre à la formation scolaire. Entre surenchère aux diplômes, montée en puissance des HES et re-valorisation des formations professionnelles, comment le monde académique doit-il se situer ? Comment des formations souvent « généralistes » dans le domaine des sciences humaines et sociales, doivent-elles se positionner par rapport à des formations plus « professionnalisantes » dans les domaines des sciences naturelles ou techniques ?

Atelier 4 – Savoirs scientifiques, savoir-faire et vie quotidienne en matière d'environnement

Les thématiques relatives à l'environnement constituent une des préoccupations majeures qui ressortent de l'enquête. Gestion des ressources, mobilité, aménagement du territoire, changement climatique sont mis en relation avec les comportements individuels et une éventuelle nécessité de mettre en place des normes plus contraignantes. Face à la montée des enjeux autour de l'écologie ou du développement durable, quels sont les thèmes prioritaires auxquels l'Université devrait s'atteler ? Quels sont les disciplines académiques les plus directement concernées par ces questions ? Quels types de partenariats faut-il envisager avec quels acteurs de la société pour permettre une valorisation symétrique des connaissances scientifiques et des savoir-faire des acteurs concernés sur le terrain ?

Atelier 5 – Quelles valeurs face à l'incertain ?

De nombreuses personnes interrogées ont exprimé des préoccupations relatives à la transformation rapide d'un certain nombre de valeurs « fondamentales » : érosion des solidarités traditionnelles, désagrégation de la famille et poids croissant de la vie professionnelle, montée des inégalités, tensions engendrées par la diversité culturelle et les migrations, etc. Face à cette diversité d'enjeux, comment l'Université peut-elle renforcer sa contribution ? Doit-elle se positionner comme un lieu de débat neutre et informé ? Comment faire en sorte que le savoir critique et indépendant qu'elle s'efforce de développer trouve davantage de place dans l'espace public ? En tant qu'acteur-clé de la « société de la connaissance », comment l'Université articule-t-elle ses activités dans une société en perte de repères ? Selon quelles valeurs et quels principes la recherche scientifique doit-elle s'élaborer ? Comment interpréter l'omniprésence de « l'éthique » dans le débat public concernant la recherche scientifique ?

Atelier 6 – Au-delà de la vulgarisation scientifique : quelle implication des citoyens et des acteurs du canton dans la recherche ?

L'enquête montre que la demande d'une communication renforcée de l'Université vers l'extérieur est récurrente. Or, les efforts réalisés par l'UNIL en matière de

communication, de vulgarisation et de médiation scientifique sont déjà relativement importants en comparaison nationale et internationale. Outre les portes ouvertes et le cours général public annuels, les Festivals Science et Cité et les nombreuses autres activités accessibles au large public, l'UNIL dispose de structures pionnières dédiées à cette tâche comme l'Interface sciences-société et son laboratoire public L'Éprouvette. Pourtant, l'UNIL souhaite aller au-delà en collaborant plus étroitement avec les acteurs du canton de Vaud : citoyens, monde associatif, collectivités locales, médias, institutions culturelles, tissu économique. Quelles sont les modalités les mieux adaptées à ces collaborations ? De quels modèles aujourd'hui bien éprouvés peut-on s'inspirer : démarches participatives, consultations, financement conjoints entre institutions de recherche et associations, « boutiques de sciences », etc. ? Sur quels thèmes prioritaires ces collaborations innovantes doivent-elles se concentrer et comment les identifier ?

Annexe C

Comptes-rendus des Ateliers

Atelier 1 - Quels savoirs pour l'action et la décision ?

Compte-rendu

Rapportrice : Fabienne Crettaz von Roten

1. Remarques sur le rapport

Le tour de table initial des participant(e)s⁹ de l'Atelier vit émerger un certain nombre de points communs : sur la qualité du rapport (même si la question de la représentativité des entretiens a été soulevée plusieurs fois) et du film présenté, sur le peu de surprise face à un certain nombre de résultats, sur le décalage entre les préoccupations, le pessimisme des Vaudois et la situation objective du canton et de la Suisse et sur le fait que les inquiétudes face à l'avenir et l'incertain ne sont ni spécifiques à notre période, ni aux Vaudois. Cependant, comme l'a indiqué l'un des participants, de même que les préoccupations et visions d'avenir des Vaudois sont ancrées dans leur quotidien, les participants de l'Atelier rattachent leurs remarques à leur quotidien, en particulier professionnel, ce qui a amené un grand nombre de points spécifiques :

Les décisions politiques sont souvent prises sans qu'une analyse scientifique soit proposée. L'Université et les scientifiques devraient plus s'investir dans les processus de décision car il y a un manque d'expertise.

Ce pessimisme latent peut s'expliquer par une absence de projet fédérateur commun lié à l'individualisme. Avec un projet commun, la notion d'incertain peut se prendre comme une posture intellectuelle et philosophique de légèreté relative qui permet d'avancer vers l'avenir. Il s'agit donc de valoriser l'incertain, de ne pas vivre tout bouleversement comme une perte (cf. la thématique de l'identité).

Au 20ème siècle, la science a été désacralisée, elle ne permet donc plus répondre à nos questions existentielles, par conséquent on a régressé vers l'image de l'homme qui est un loup pour l'homme. L'« autre » est trop compliqué, il est laissé aux experts et, au final, on ne dispose que de clefs éparpillées sur l'homme. Personne ne tente une image cohérente de l'homme qui donnerait une sécurité intérieure et l'envie de faire des projets.

Ce profond pessimisme vient du fait que la population est vieillissante, une population de rentiers (« donc de morts »), dans un Occident plus prédominant à raison de

9 Dans la suite du document, le masculin sera utilisé entre autre pour garantir l'anonymat des participants.

concurrents émergents ; une population qui a perdu la foi dans la toute-puissance de la science, à l'image d'œuvres apocalyptiques (Orwell).

Les résultats du rapport mettent en évidence un écart grandissant dans la société, une grande stratification sociale et l'apparition de réflexes claniques. Par exemple, écart entre les plus âgés, les plus préoccupés, qui ont le plus de poids dans la société, mais sont moins pragmatiques face à l'avenir. Le savoir risque d'être moins bien partagé d'où risque de basculer vers une forme d'obscurantisme.

Si l'attitude est positive envers l'Université et le progrès, la recherche reste une boîte noire pour les citoyens, qui ont les sciences exactes comme référentiel. Les sciences sociales et humaines complexent face aux sciences exactes, alors qu'elles ont énormément de connaissances dans leurs tiroirs qu'elles ne mettent pas en lien. Comment améliorer la gouvernance de l'incertitude et qu'est-ce que les scientifiques peuvent apporter à ces réflexions ?

Les attentes envers l'Université sont à mettre en lien avec l'urbanisation de la population du canton. Le rapport, et particulièrement le chapitre 4, posent des questions importantes : Pourquoi notre société demande-t-elle plus de transparence, plus de communication (alors qu'il y a en déjà beaucoup) ? Comment le faire ? Pourquoi créer des réseaux, des plateformes (alors qu'il y en a déjà beaucoup) ? Est-ce pour se rassurer face à l'incertain ?

L'individu est dans un monde globalisé, complexe, disposant d'énormément d'informations, mais il ne se retrouve pas, au niveau personnel, de son vécu. Ce qui devient clair, c'est que ce n'est pas clair.

La lecture du rapport montre moins les peurs de la population que les peurs de l'Université, entre autre face à l'EPFL qui communique mieux. A ce sujet, la vulgarisation, qui n'est pas la communication, devrait être mieux développée en Suisse, comme c'est le cas aux États-Unis.

Certains problèmes méthodologiques sont soulevés : qualité de l'échantillonnage, éléments d'analyses parfois normatives, découpage entre les paroles des citoyens et les thèses développées par les chercheurs.

La discussion fut ensuite recentrée par le président de l'Atelier sur les raisons de la vision négative de l'incertain (alors que l'incertain peut être aussi positif) et sur le lien avec l'absence de projets fédérateurs communs dans la population. On put relever dans les discussions qui suivirent, les arguments suivants.

C'est le rôle de spécialistes, entre autre ceux des sciences humaines, de venir aider la population à comprendre qu'il y a un champ d'opportunités autour de l'incertain (par exemple sur les questions liées à l'intégration, aux religions, au travail, à la vieillesse, aux questions sociales et environnementales), on désamorce ainsi les craintes. En effet, l'incertain peut être vu positivement car il amène à la curiosité, donne de l'ouverture, alors que le certain est trop structurant. La permanence ou non de l'incertain a fait débat dans l'Atelier : un participant relate qu'il y a eu des crises marquantes, comme 1914-1918, où les utopies ont cessé d'exister ; pour un autre, il y a permanence de l'incertain mais différentes manières d'appréhender l'incertitude. La population est en

crise, passe d'incertain à incertitude, peut-être car on manque de leaders, pas forcément des politiques, qui proposent une vision du monde basée sur des savoirs, or la vision d'avenir permet à la population de ne pas vivre dans l'incertitude. Un autre participant lia la question de la certitude au rôle et à la place des institutions : la faiblesse de nos institutions de nos jours engendre un déséquilibre car les institutions ne peuvent plus freiner ou combler nos incertitudes. Au final, pour un participant, il s'agit plutôt de l'incertitude de l'Université de Lausanne qui a du mal à trouver sa place, à définir son avenir, dans l'ensemble académique Lausannois (EPFL, MID, HES) et son incertitude l'empêche de se sentir bien dans la Cité.

2. Discussions sur la thématique de l'Atelier (savoirs et décision)

Un long débat émergea sur la participation des scientifiques au débat démocratique, surtout celle des scientifiques en sciences sociales. Certains participants déplorent leur absence, leur isolement dans leur tour d'ivoire (« on investit dans les universités que les universitaires s'investissent »). Un participant relève que la temporalité politique ou économique est dans l'urgence alors que le monde académique est dans la prise de temps de la réflexion. Un autre, plus circonspect, demande au politique d'être proactif, d'aller puiser dans l'Université, mais sans souhaiter que l'Université et le politique se mélangent trop. Un autre relève que les scientifiques ne se mobilisent pas même quand cela les concerne (par exemple pour le budget de la recherche). D'autres soulignent l'absence de lieux de communication, le fonctionnement des médias laissant peu de place à l'analyse, la crainte du scientifique de s'y faire déposséder d'un certain savoir, de ne pas faire valoir ses propres armes, de ne pas pouvoir exposer la complexité du sujet. La participation des scientifiques fut également inscrite dans la logique de productivité imposée aux scientifiques : ils doivent beaucoup former, le temps leur manque pour en plus faire de la recherche, produire des articles, participer au débat public.

La position de la Suisse face à la connaissance, la recherche fondamentale a également été abordée. On a relevé que la connaissance n'est pas valorisée en Suisse, il n'y a pas un vrai amour de la connaissance, pas de tradition de recherche publique ; le premier parti en Suisse a même un mépris quasi-programmatique pour la connaissance. Dans ces conditions, les scientifiques doivent d'autant plus s'engager, participer. De même, la notion de progrès n'est pas forcément considérée comme une valeur positive. Les questions éthiques, la peur du progrès est sans cesse dans les discussions. Or la notion de progrès est à reconstruire y compris dans les questions scientifiques et technologiques mais elle rencontre des oppositions nouvelles notamment dans les partis en plein essor tels que les verts ou l'UDC.

Des discussions émergèrent un consensus sur l'importance de l'information et sur le fait qu'informer n'est pas communiquer (la communication intéresse peu les gens, mais l'information oui), sur le déficit d'information scientifique dans les médias, en particulier à la télévision qui est le média le plus fort, sur l'importance de l'information pour pouvoir réfléchir et ne pas vivre en schizophrène dans notre société, mais aussi sur le nécessaire rôle actif du récepteur de l'information (il faut aller chercher l'information).

Ensuite, l'Atelier a longuement discuté la question des interfaces : est-ce qu'il y a un

besoin d'interfaces ou est-ce qu'il y en a assez ? Si oui, est-ce qu'elles fonctionnent ou pas ? Si non, de quel type d'interface avons-nous besoin ? Certains participants soulignent le besoin d'interface de vulgarisation et de lobbying dans les universités (retard par rapport à l'étranger à ce sujet). Les interfaces entre les entreprises et les universités sont signalées et il semble qu'elles fonctionnent assez bien ; par contre, il semble que les interfaces avec le politique fonctionnent moins bien. Au final, on conclut que les interfaces existantes marchent de manière relative.

Finalement, d'autres éléments sont venus plus sporadiquement dans les discussions : l'importance de travailler sur les valeurs (suisses), car il faut les connaître sinon la situation va se péjorer ; les spécificités du canton de Vaud (forte urbanisation, population en forte croissance) ; l'identité du canton de Vaud (à la fois ouverture et repli) et l'absence d'une anthropologie Vaudoise (à de rares exceptions).

3. Propositions et pistes

Certains participants de l'Atelier déplorèrent le déficit d'engagement des scientifiques pour le débat public et pour apporter ses connaissances au politique, d'autant plus que le Technology Assessment (TA) est peu utilisé. A cela, différentes explications furent avancées : le scientifique a peur d'être trahi, de devenir l'otage d'un parti. A l'inverse, d'autres participants refusèrent l'image d'une université qui prépare la décision des politiques. Dans l'interface avec l'économie, on releva que des initiatives fonctionnent bien, entre autre via les anciens universitaires qui se trouvent au sein des entreprises, alumni. Certaines hautes écoles cultivent très fort le sentiment d'appartenance et c'est important car les alumni sont à la fois des personnes que l'on peut mobiliser et des personnes qui incarnent l'école.

Pour favoriser l'action, la décision et le débat public, on suggéra de mettre en place des organes de vulgarisation, à la fois de type généraliste (grand public) et spécifique (public spécialisé) Les participants ont envisagé plusieurs pistes : des stages, des séminaires qui ouvrent des espaces de mise à disposition, de mise en débats des résultats des recherches de l'Université.

A l'instar de certaines universités, on proposa de créer des banques de données d'experts qui permettent d'aborder le monde académique par mots-clés pour faciliter d'accès et rendre l'Université plus transparente. On suggéra également d'envisager une gestion des carrières dans le temps : on coordonne au niveau des instituts ou des facultés pour qu'il y ait à la fois de la recherche fondamentale et de la vulgarisation, du dialogue ; on s'assure également en engageant les professeurs que les thématiques clés de l'UNIL soient toujours couvertes.

Quand à la définition des thèmes de recherche, certains ont refusé que ce soit au politique ou à l'économie de les définir (c'est à l'uni de le faire en fonction de sa stratégie). Au contraire d'autres ont insisté pour que les thèmes soient définis de l'extérieur – en faisant entre autre référence à des experts, des consultants, à l'article 72 de la nouvelle constitution vaudoise qui demande un organe de prospective, ou à un *think-tank* au sein de l'Université composé de représentant des médias, de l'administration, du politique. Dans les deux cas, il s'agit de réfléchir sur les besoins

vis-à-vis de l'Université et de s'assurer que les questions soient bien posées. Pour qu'un système, comme l'Université qui est assez fermé, ne tourne pas en rond, il faut des outsiders (la petitesse de la Suisse fait que c'est difficile d'avoir de « vrais » outsiders, c'est un petit monde où tout le monde se connaît).

Dans la suite des discussions, deux visions de l'UNIL s'affrontèrent. Selon la première, l'UNIL doit s'occuper de son problème d'identité avant de s'occuper des recherches de ce projet. L'UNIL a besoin de se redéfinir, de s'affirmer, de savoir ce qu'elle veut être et d'oser (un participant a dit que le rapport cachait en filagramme une certaine trouille). Le jour où elle sera bien dans sa tête, elle sera reconnue. La différence de direction entre l'UNIL et l'EPFL (7 personnes dans le rectorat, 1 président à l'EPFL) fut également discutée. Cependant, si c'est un problème d'identité, l'UNIL doit s'occuper de cela en premier, et ce projet VEI doit être suspendu. Selon un participant, ces deux projets (quête d'identité et VEI) s'emboîtent assez bien, ils contribuent à une affirmation de l'UNIL dans la société, mais l'UNIL ne fera pas l'économie d'une réflexion sur son identité, sur sa façon de s'affirmer, d'oser aller de l'avant. Une autre participant relève que le manque d'affirmation de l'UNIL s'illustre par le fait qu'elle demande à l'extérieur de définir ses thèmes de recherches.

A l'opposé, une autre vision de l'UNIL inscrit ce projet VEI dans un processus sain d'une Université qui veut améliorer le dialogue avec la Cité, s'ouvrir un peu plus. Cette vision fut plus largement soutenue dans l'Atelier. Cela peut se faire via les deux axes mis en évidence auparavant, l'axe « aide à la décision » par le biais de banque de données d'experts, de meilleure gestion des carrières académiques, de think thank et l'axe « vulgarisation ». Il s'agit donc de créer un organe de prospective à l'extérieur de l'Université qui identifie les questions de société et qui demande au think thank, à l'intérieur de l'Université, de voir qui peut rédiger un rapport bref sur la question, qui nourrisse la discussion et le débat.

Atelier 2 - « Besoins » de l'économie et vécu des personnes : les sciences économiques et sociales en cause ?

Rapporteur : Marc De Perrot

1. Réactions à la lecture du rapport et à la démarche VEI

La méthodologie qualitative est intéressante, bien que pour un cartésien il soit difficile de ne pas trouver une plausibilité fondée sur les chiffres et statistiques.

Il demeure une ambiguïté fondamentale dans l'étude : conçoit-on le rôle de l'UNIL sous l'angle de l'enseignement, ou sous celui de la recherche ? Car formation et recherche sont deux rôles totalement différents.

Il est étonnant que l'Université se préoccupe de l'inquiétude du public : ce serait plutôt le rôle du politique.

Le rapport met en relief un hiatus entre les préoccupations des personnes interrogées et les besoins de l'économie. Le but de la démarche VEI est-il bien de résoudre ce hiatus ? L'Université sortirait alors de son rôle, car sa première mission UNIL est d'expliquer, décrire phénomènes et exposer ce qui se passe de manière réaliste. Or le rapport affirme que c'est par le biais de l'UNIL que les choses vont être améliorées.

L'objectif d'une société de la connaissance est affirmé de but en blanc dans le rapport. C'est là une problématique compliquée et à propos de laquelle l'UNIL et la société doivent être très prudentes : toutes les connaissances que l'on peut aspirer à voir se répandre dans la population ne ressortissent pas forcément du monde académique !

Quelle synergie avec d'autres écoles : rien dans l'étude ni dans la démarche ne parle de collaboration avec d'autres pôles du savoir, tels que l'EPFL ou les HES.

On regrette que l'étude ne mentionne pas les nouveaux moyens de transmission du savoir (Google, Wikipedia, etc.); auparavant le savoir était stocké dans les murs des bibliothèques. Aujourd'hui, ces frontières sont supprimées et tout est mis à disposition, il faut donc développer des outils permettant de faire un tri.

La démarche se limite à un périmètre très régional; l'ambition de l'UNIL devrait sortir du canton. Harvard ne piloterait pas une enquête qui se restreindrait à Boston

L'UNIL n'est pas un corps homogène, chaque discipline a ses règles du jeu, comment imaginer que la biotechnologie vienne répondre aux besoins de la population vaudoise ? C'est donc surtout la sociologie qui est concernée, pour comprendre les mécanismes dans la société suisse qui excluent 10% des personnes.

Déception : les résultats de l'étude sont en décalage avec les questions que doit se poser l'Université. Ce qui est d'autant plus cruel que les questions posées étaient bonnes. Le résultat est essentiellement centré sur les sciences humaines et sociales et ne tient pas compte des autres domaines que l'on trouve à l'UNIL, comme la médecine.

Il est nécessaire que les sciences humaines, sociales et économiques apportent leur

contribution à la solution des problèmes de société : elles ne peuvent plus travailler dans leur coin. Les associations professionnelles et les politiques doivent participer à la vie de l'UNIL, pour que celle-ci reste proche du tissu social. Mais il apparaît de l'étude que la tâche et le rôle de l'UNIL sont manifestement totalement méconnus : vulgarisation nécessaire à la transmission du savoir.

C'est une nécessité d'avoir une vision généraliste mais aussi intermédiaire (focalisée sur les individus), pour apprécier la complexité, et donc l'incertain qui domine tout. La démarche de VEI qui reconnaît cet incertain est donc particulièrement intéressante, dans une société où l'on fait semblant de croire que la source des valeurs qui permettraient le bonheur et la progression de la société sont économiques et quantifiables. Il y a un besoin énorme de sciences sociales et humaines, si nous n'appréhendons pas les savoirs, savoir-être et savoir-faire auxquels ces sciences peuvent donner accès, alors l'humanité va à la catastrophe.

2. Thématiques liées à la tension entre besoins sociaux et besoins de l'économie

On voit la confrontation de la vision des citoyens/travailleurs avec les attentes des acteurs de l'économie; mais, étonnamment, le rôle des autorités et du corps enseignant n'apparaissent nulle part dans la réaction des gens.

On est frappé de voir une espèce de dichotomie dans l'étude, qui présente les acteurs de l'économie comme les moteurs actifs de la société en marche, et les autres composantes de la société comme ceux qui subissent passivement les conséquences de ce dynamisme dont ils ne comprennent pas, ni ne maîtrisent les mécanismes.

L'économie apparaît dans le rapport comme une contrainte ou un élément inadapté à la réponse des problèmes et besoins de la société.

L'économie, selon l'étymologie grecque, doit être comprise comme « tenir le ménage de notre planète ». Il faut donc comprendre ses « besoins » au sens large, en décrivant une économie qui tient compte des paramètres globaux. Lors qu'on fait le bilan d'une société, il faudrait y intégrer ce qu'elle détruit, et pas seulement ce qu'elle produit au sens de notre système actuel de valeur, dans lequel l'argent a perdu tout lien avec le monde réel. Nous sommes face à un défi important : l'économie doit se transformer en une science permettant aux humains d'assurer le patrimoine de notre planète, afin de permettre aux générations futures de survivre et ensuite de vivre dans des conditions favorables à leur épanouissement. Les besoins prioritaires ne sont pas les humains, ils sont ceux exprimés par l'écosystème dont l'humain fait partie. Cet écosystème est en danger et nos instruments comptables actuels ne nous permettent pas de le mesurer objectivement.

La communication est-elle une science, ou un enjeu politique ? Le rapport montre que l'insécurité n'est pas un thème fondamental pour les citoyens, alors que la campagne politique qui vient de prendre fin était essentiellement construite sur cette thématique !

Quelle attitude doit-on adopter par rapport au rythme accéléré d'une société du changement : les jeunes dans l'étude montrent qu'ils ne sont pas inquiets de l'avenir, parce que manifestement ils ont adopté le rythme du changement; mais on voit que

d'autres personnes n'arrivent pas à intégrer celui-ci et qu'elles sont laissées pour compte. L'étude montre donc une polarisation de la perception de l'avenir. Il y a donc nécessité de créer un langage commun entre les deux mondes (économie vs autres parts de la société), comment trouver des mots communs pour créer un nouveau dialogue ?

10% de la population en Suisse n'a pas accès au bien-être. Quelle analyse l'UNIL peut-elle apporter sur la situation de ces gens ?

Depuis 20 ans notre pays, comme toute la planète, subit la vague de la mondialisation, qui apporte une structuration horizontale de la société plutôt que verticale; il faut donc trouver dans ce contexte un rôle pour les gens de notre pays.

En médecine par exemple c'est l'économie qui soutient les grands progrès technologiques, dans les domaines économiquement porteurs (pharmaceutiques). Mais que fait-on des branches qui sont importantes pour la société, mais pour lesquelles il n'y a pas un intérêt économique évident. Qui va faire pression pour la mise sur pied d'un planning familial bien fait ? Il n'y a pas d'intérêt économique, et donc pas de compagnie pour soutenir une telle initiative.

3. Propositions et pistes de réflexion sur des actions que le groupe proposerait à l'UNIL pour contribuer à la solution des thèmes traités en 2)

L'Université prestataire de services

Aujourd'hui les décideurs économiques et les politiciens manquent d'un certain nombre d'outil qui seraient utiles pour fonder leurs décisions. Il faudrait réussir à déterminer le type d'outils qui seraient utiles... Mais ce que produit Université n'est pas directement utilisable et le plus souvent, pas compréhensible. L'Université pourrait créer – sur mandat ou de sa propre initiative – des outils nécessaires aux décideurs pour fonder leurs choix. A titre d'exemple de ce type d'outil, l'observatoire du marché de travail créé à Genève par le professeur Flückiger. Le canton de Vaud a eu le Créa, qui a perdu de sa notoriété depuis le départ de son créateur, le prof. Lambelet; il faudrait donc pouvoir intégrer plus profondément ce type de structure dans les institutions pour moins dépendre des personnes.

Il serait intéressant et utile de produire une étude sur la situation actuelle dans le canton, qui voit une baisse du chômage mais pas des revenus d'insertion (RI); il serait donc utile aux politiques de disposer d'une étude permettant de mieux comprendre ce qui provoque cette situation : est-ce la structure particulière de la main-d'œuvre vaudoise ? la législation ? d'autres phénomènes. Un tel travail devrait être pluridisciplinaire.

L'arc lémanique va au-devant d'un problème démographique. Un problème aigu d'ici 15 ans résultera de la nécessité d'employer plus longtemps des personnes âgées. Or aujourd'hui, dans les grandes entreprises, pour les personnes qui ne sont pas dans la direction générale avant 40 ans, les délais sont dépassés. On ne pourra résoudre que sociologiquement ce besoin accru en ressources professionnelles, car même une immigration accrue ne suffira pas. Comment y arriver ? Quelles sont les implications,

également sur la planification urbanistique puisque les gens resteront plus longtemps près des centres ? Comment accueillir 100'000 personnes de plus dans le canton, quelles mesures sociales sont à prendre pour assurer cette employabilité prolongée ? Dans toutes les couches sociales on trouve des gens qui continuent de travailler après l'âge de la retraite.

Si l'on observe des phénomènes tels que la situation de la Bosnie aujourd'hui (économie inopérante, système sociétal caduque), l'Université devrait pouvoir étudier la question du modèle d'économie que l'on devrait penser pour créer un système national viable.

Quel modèle politico-économique ou de quels outils devrait-on se doter pour corriger les déséquilibres qui provoquent les migrations forcées (économiques, politiques, etc.) ?

Quels besoins de l'Université pour la société ?

On attend de l'Université qu'elle remette en cause les modèles existants et pas seulement qu'elle contribue à la poursuite de l'opérationnel (développement technologiques, formation professionnelle). Son rôle est aussi de douter et de sortir des modèles dominants. Jusqu'où nous mène le modèle dominant, qui veut que chaque année les résultats doivent surpasser ceux de l'année suivante ? Dans les débats politiques (étrangers, développements urbanistiques) on aurait besoin que les universitaires débattent entre eux et enrichissent le débat politique, sans tabou.

Mais si l'Université – à l'échelle planétaire - a joué dans l'histoire un rôle énorme dans la transformation du monde et de la société et des mentalités, on constate qu'aujourd'hui elle est devenue un endroit qui reproduit des schémas et clichés; l'Université est devenue un lieu institutionnalisé. Elle a perdu – dans le domaine des sciences sociales - son rôle de réflexion fondamentale pour se cantonner dans un rôle d'analyse parcellaire. On devrait pouvoir donner un mandat à un professeur d'économie pour qu'il propose un modèle qui mettrait en cause le modèle actuel fondé sur la seule croissance. Existe-t-il un modèle différent ? L'Université a la capacité d'analyser la situation actuelle et d'annoncer que notre système va dans le mur ... Mais aujourd'hui ce sont des associations privées qui le font ! On constate souvent que l'économie est déconnectée de sciences sociales, et vice-versa. A titre d'exemple, la gestion des caisses de pension ! Il faut créer une plateforme transdisciplinaire qui permette une interaction entre les deux.

Il est frappant de constater la réticence des économistes de l'Université à se prononcer publiquement (dans les médias) sur des problèmes d'économie; en tant que journaliste on ne parvient jamais à obtenir qu'ils prennent une position publique et s'engagent, contrairement aux chercheurs des autres domaines.

Les sciences sociales constituent un domaine très poussé; elles ont un impact direct sur la personnalité de ceux qui les étudient (par opposition aux ingénieurs qui sont dans l'application). Aujourd'hui, il y a une plus grande liberté individuelle, mais aussi un plus grand besoin de sécurité dans les liens sociaux, notamment par rapport aux nouveautés apportées par les inventions techniques.

On doit pouvoir compter sur l'Université pour forger les valeurs contemporaines : ce qui est difficile au vu des ressources dont disposent les départements marketing des grandes marques internationales pour diffuser leurs messages/« valeurs ». Comment dès lors relayer des valeurs fondamentales à une échelle qui ait de l'impact sur la population ?

Les Universités pourraient fonctionner comme incubateurs pour accompagner les créateurs d'entreprises, sur la thématique de l'économie sociale et solidaire. Vision 10% de l'économie passe par un flux non lucratif tout en étant génératrice d'emplois et durablement ancrée dans tissus social et économique. Volonté formelle et afficher des associations et coopératives à titre d'entreprises. Volonté de donner priorité à des entreprises qui vont valoriser le bien commun. Cf. tentatives de Grivel à l'EPFL.

Autonomie des scientifiques et de leur recherche

La société a besoin d'un endroit où l'on réfléchit : l'Université. Mais celle-ci ne doit pas pour autant être un observatoire externe : elle est partie prenante de la société, elle est au sein de celle-ci. Il ne faut donc pas dire que les chercheurs sont en dehors de la société. Mais il est vrai que le rôle du chercheur s'est modifié; il a perdu de son prestige dans notre société de l'immédiateté.

Les scientifiques ne savent pas communiquer, mais les médias aspirent à la facilité, ce qui rend difficile une communication scientifique articulée.

Quelle liberté laisse-t-on à l'Université pour faire ses recherches ? Jusqu'où les autorités sont-elles prêtes à la solliciter ou à la laisser s'exprimer sur des sujets qu'elles considèrent de leur ressort ? Un moyen simple de valoriser la recherche à l'Université serait de procéder en donnant des mandats aux chercheurs. On n'utilise pas assez souvent l'Université, qui pourrait intégrer toutes les données nécessaires afin d'aborder des défis majeurs tels que l'absorption par la canton de 100'000 nouveaux habitants dans les années à venir. On a des exemples dans l'histoire. Par exemple avec l'apparition dans les années 80 de l'épidémie du sida, une série d'actions de prévention, prévention bas seuil etc. avaient été montées à l'échelle suisse, en concertation avec les Universités; la Suisse s'était trouvée à la pointe européenne, avec les Pays-Bas. Puis les trithérapies sont apparues sur le marché, vers 1995, et toutes les approches « sciences humaines » ont été démontées, en faveur de la réponse purement technique. Il existe un autre exemple lausannois, le développement du quartier de la Blécherette qui a fait l'objet de plusieurs études mandatées à l'UNIL, qui ont été oubliées sans résultat, et qu'il vaudrait probablement la peine de reprendre en considération.

Mais il est vrai que la mobilisation des chercheurs pose un problème dans la mesure où une carrière scientifique se fait dans les publications internationales, qui ne vont pas reprendre des thèmes locaux. De plus, une difficulté des sciences humaines et sociales, est qu'une découverte cesse d'en être une dès sa proclamation, du fait qu'elle est immédiatement assimilée.

Il faut préserver la liberté académique, et se demander ce qu'est le rôle du scientifique : celui d'un intellectuel qui pense la société qui l'entoure directement, ou

celui d'un professionnel qui produit des articles pointus ? En Europe les deux rôles sont en tension, mais une Université qui met l'accent uniquement sur le rôle d'intellectuel deviendra très vite provinciale. Ceci dit, l'Université doit viser à un double mouvement : ses chercheurs doivent creuser en profondeur, au cœur de toutes les matières, afin d'en apporter de quoi élever le débat et remettre les parcelles de savoir qu'ils ont examinées sur quelque chose de plus large. Mais pendant que l'Université pose des questions fondamentales, il faut également qu'elle produise les personnes nécessaires à continuer de faire fonctionner le système actuel, le temps que l'on ait pensé à la mise en place du suivant.

Che Gevara envoyait ses ministres travailler une fois par an dans les usines : compte tenu que les entreprises ont souvent des problèmes de transmission du savoir, on pourrait procéder à des échanges et envoyer des professeurs d'Université dans les entreprises, et des entrepreneurs à l'Université. Cela changerait la perception des professeurs comme des éléments externes à l'Université. Pour cela il faudrait valoriser le travail des professeurs, qui pendant ce temps ne pourraient pas produire de la recherche internationale.

L'Université formatrice

80% des ressources de l'Université se justifient par les gens formés qu'elle met à disposition de la société. L'économie a besoin de gens flexibles, qui peuvent s'appuyer les compétences nécessaires dictées par son évolution. Or l'Université – et les autres hautes écoles - ne donnent pas aux étudiants suffisamment de compétences autres que scientifiques. Beaucoup de jeunes employés issus des Hautes écoles sont très bien formés sur le plan technique, mais manquent de savoir être et souvent ne résistent pas à la pression ... Il faut donc former des gens employables, qui ont une capacité de fonctionner de manière transverse. De plus nous ne savons aujourd'hui ce que seront les besoins de demain en matière de formation et d'emplois, or le paradigme des besoins à venir ne doit pas venir uniquement de la part d'économistes ...

Il est donc nécessaire que chaque étudiant acquière des compétences transversales et complémentaires (CTC) qui impliquent un savoir être et un savoir faire tels que dans le domaine des langues, de la gestion du web, de la gestion de conflit ou autres compétences relationnelles. Bologne demandait que 12 crédits sur 120 soient dans le domaine des CTC. Hors on constate que dans le Canton de Vaud, plus de 80% des étudiants sortent sans crédit CTC.

L'UNIL pourrait travailler à la validation des acquis des enseignants selon le système « Elvet » qui vise à une validation continue : l'enseignant doit montrer qu'il est capable d'acquérir des nouvelles compétences. Aujourd'hui un enseignant a un emploi garanti à vie, acquit sur ses compétences au moment de son recrutement. Le nouveau système serait incitatif dans la mesure où la charge de l'enseignant serait allégée, mais où son emploi serait soumis à la contrainte, que la durabilité de son emploi serait conditionnée à sa capacité d'acquérir de nouvelles compétences.

Atelier 3 - Démocratisation des études et excellence dans la formation : un coupe impossible ?

Rapportrice : Danielle Bütschi

1. Discussion du rapport

L'Atelier s'est ouvert par une discussion sur le rapport « Vivre ensemble dans l'incertain ». Celui-ci a fait l'objet de positions relativement tranchées de la part des participants.

Certains membres de l'Atelier ont considéré que le rapport n'apporte « rien de nouveau ». Ce qui est décrit (notamment pour l'école et l'Université) est connu et la question qui se pose maintenant est de savoir comment agir et comment faire avancer les choses. L'antagonisme décrit entre vision élitiste et vision démocratique de la formation est notamment quelque chose que l'on connaît depuis longtemps. Pour un participant, la banalité des propos tenus doit être mise en relation avec la généralité des questions posées, qui ne permettent pas de faire émerger des éléments pertinents pour la discussion. En bref, pour une partie des participants, il s'agit d'un rapport touffu et ennuyeux, qui correspond à l'image qu'ils ont de l'Université. On aurait pu arriver à la discussion du jour sans forcément écrire tout cela.

La méthodologie adoptée a aussi fait l'objet de critiques. Un participant a ainsi relevé la faiblesse de l'échantillon pour les entretiens (28 personnes) et la très faible présence des jeunes parmi cet échantillon (1 jeune de moins de 25 ans). Peut-on vraiment parler de diversité des opinions ? Il a également relevé le peu d'informations sur les « sources » de l'enquête : quelle est la formation des personnes interviewées, quelle est leur profession, etc. ?

D'autres participants sont nettement moins sévères à l'égard du rapport. Le rapport doit être compris dans le contexte plus général de la démarche, qui est celle de l'Université se mettant à l'écoute de la société civile. Le but de l'étude est de détecter des questions auxquelles l'Université n'aurait pas accès autrement et de capter ainsi des « bruissements du futur ». S'il est vrai que ce qui est dit peut paraître banal, on peut entre les lignes y trouver beaucoup de choses intéressantes, notamment dans la manière dont c'est dit. Face à un problème, connu de tous, l'intérêt est de comprendre comment la demande est formulée. En ce sens, le rapport a le mérite de poser de bonnes questions, qui font réfléchir.

L'idée que l'Université de Lausanne lance un projet s'intéressant à la notion du « vivre ensemble » a également été saluée, car cette notion présuppose que les divers acteurs concernés échangent et mettent en commun leurs compétences dans un esprit pluridisciplinaire, ce qui est quelque chose qui manque dans tout le débat autour de l'école.

La discussion a aussi porté sur le décalage entre ce qui ressort du rapport (qui est sans surprise et correspond au quotidien des personnes présentes dans l'Atelier) et ce que

les médias mettent en avant. Les médias ne parlent pas dans des termes intéressants du problème de l'éducation, de la formation et de l'Université. Ils mettent par contre l'accent sur des thèmes plus porteurs, tels l'insécurité, qui n'appartiennent pas forcément au quotidien des gens, comme en témoigne d'ailleurs l'étude. Il aurait été intéressant de pouvoir parler de ce décalage avec des représentants des médias, malheureusement absents de l'Atelier.

2. Constats et questionnements

Les membres de l'Atelier ont longuement échangé sur leur vision de l'école et de la formation. Une grande partie de la discussion a porté sur la manière d'envisager le système scolaire vaudois.

Révolutionner l'école

Les premières années de la scolarité sont décisives. Il faut que l'école soit plus efficace sur les enseignements de base, à savoir les langues (lire, écrire et parler) et les mathématiques (le calcul). S'agissant des langues, il a été proposé de réfléchir à comment développer les aptitudes linguistiques, sachant que le cerveau humain est plastique jusqu'à l'âge de 11 ans environ et donc plus réceptif pour l'apprentissage des langues étrangères. La piste d'un apprentissage par immersion a été évoquée.

Selon les participants, on assiste à une érosion de l'école. Le problème est surtout préoccupant pour les filières VSG et VSO, avec des élèves en rupture. Ce sont souvent des jeunes à qui on a dit « de toute façon, tu ne vaux pas grand-chose, tu iras faire ta VSO ». Du coup, la majorité des jeunes dans ce cas sont démotivés et ne sont pas intéressés par l'école. Cette érosion est moins inquiétante pour les élèves se vouant à des études universitaires (VSB), car ils ont la capacité de rebondir et leur retard peut être facilement comblé. Les déficits observés dans les petites classes sont aussi préoccupants, car les retards acquis à ce niveau (notamment en langues et en calcul) sont difficilement récupérables. En conséquence, les efforts devraient se concentrer sur les apprentissages de base, et sur les filières qui aujourd'hui posent problèmes (VSO et VSG).

Pour les participants à l'Atelier, il serait cependant exagéré de dire que l'école vaudoise est en échec. Le niveau général est quand même assez bon, et s'il est vrai que certains jeunes sont exclus du système, c'est dans de faibles proportions en regard de pays voisins tels que la France. En fait, l'enjeu semble être plus social que pédagogique : on observe un éclatement des solidarités familiales et locales, et l'école doit souvent assumer des tâches éducatives traditionnellement vouées à la famille. C'est un défi pour l'école.

Les nouvelles technologies de l'information et de la communication (Internet, TV, etc.) ne sont que marginalement utilisées dans les écoles. Un participant va jusqu'à considérer le système scolaire totalement démodé : « le système scolaire actuel a été créé il y a 70-80 ans, avant l'Internet, avant la télévision. Aujourd'hui, on fait toujours la même chose : mettre 25 élèves dans une classe. C'est totalement aberrant, surtout quand on connaît les dynamiques de groupe et le potentiel perturbateur de certains

élèves 'difficiles'. De plus, il y a beaucoup d'enseignants qui ne sont pas bons, et beaucoup d'élèves s'ennuient ». Il s'agit dès lors de trouver des solutions pour que le temps passé à l'école soit plus efficacement utilisé. Sur la base de ce constat, ce participant a proposé une réforme du système scolaire basée sur les nouvelles technologies, proposition qui a largement alimenté les discussions au sein de l'Atelier. Plus précisément, il a proposé de mettre sur pied un modèle permettant à chaque élève d'avancer à son rythme sur la base d'un enseignement de qualité donné sur support informatique par les meilleurs enseignants. Chaque matin, les élèves suivraient des leçons sur ordinateur de 30 minutes, sur une période totale de 3 heures. L'après-midi, les enseignants seraient présents pour aider les élèves avec leurs questions et leurs problèmes, et des activités socialisantes passant par le corps seraient proposées (danse, chant, basket, football, etc.).

Cette proposition a fait l'objet de diverses critiques, mais ses principes et grandes lignes ont été jugés intéressants à plusieurs égards. Ainsi, les membres de l'Atelier étaient d'accord pour estimer qu'un meilleur usage des outils informatiques pourrait être fait et que les élèves devaient, entre autres, apprendre à apprendre et développer une certaine autonomie dans leurs apprentissages. Ils étaient également unanimes pour estimer que le but de l'école n'est pas de faire de la sélection, mais de faire en sorte que les élèves avancent à leur rythme, ce que propose le modèle présenté. Il a également été relevé que le modèle proposé, bien que paraissant de premier abord révolutionnaire et novateur, a un certain ancrage historique : on y reconnaît le modèle éducatif de la bourgeoisie du 19^{ème} siècle, où les élèves travaillaient avec des précepteurs.

Les limites d'un tel modèle d'enseignement basé sur des outils informatiques ont aussi été mises en évidence. Ont ainsi été relevés les problèmes de santé liés aux écrans (fatigue des yeux, problèmes de posture, etc.), le risque de voir les élèves faire autre chose, les difficultés de concentration dans un environnement virtuel, etc. Plus fondamentalement, il a été relevé que la vocation de l'école n'est pas seulement d'enseigner des matières, mais aussi de développer des compétences sociales, à travers notamment le travail en groupe, ce qui est difficilement compatibles avec le modèle proposé qui individualise les apprentissages et qui réserve les activités socialisantes aux activités physiques.

Formation professionnelle

Les participants sont unanimes pour constater une dévalorisation de la filière professionnelle. Ils attribuent cette situation à deux phénomènes, étroitement liés :

Les normes et valeurs de notre société tendent à dévaloriser les travaux manuels. Chaque parent souhaite que son enfant « fasse des études », que ce soit pour des questions de prestige ou des raisons économiques. Dans ce contexte, il est clair que ce sont ceux qui ont plus de difficultés qui font un apprentissage, et pas forcément ceux qui en font le choix.

Si chacun pouvait avancer à son rythme, selon ses compétences, cela éviterait d'avoir un système basé sur des orientations. Le système actuel, avec ses voies (VSO, VSG et

VSB) et des passerelles jugées théoriques, dévalue la filière professionnelle. Des étiquettes sont données aux élèves, souvent dévalorisantes. Avec un système permettant à chacun d'avancer à son rythme, sans sélection préalable, on permet à chacun de trouver sa voie.

Les participants se sont aussi interrogés sur les exigences demandées aux apprentis. Il est peut-être vrai que le niveau de connaissances en fin de scolarité obligatoire a baissé, mais il est aussi vrai que maintenant, les jeunes apprentis doivent être efficaces dès leur première année d'apprentissage. De plus, certains métiers se complexifient, en raison notamment de l'informatisation de nombreuses activités (un apprenti garagiste, par exemple, ne devra pas seulement connaître le fonctionnement d'un moteur, mais aussi savoir utiliser des outils informatiques complexes).

La question de l'orientation professionnelle a aussi été évoquée. L'impression est que les orientateurs ont actuellement plus une fonction de sélectionneurs que de facilitateurs.

L'Université face à un double paradoxe

L'Université se trouve confrontée à un double paradoxe :

- L'Université doit répondre à l'excellence parce qu'il lui est demandé d'être compétitive, et au même temps il lui est demandé d'être plus démocratique
- Il est demandé à l'Université de s'adapter au contexte et de répondre aux besoins du marché professionnel (en ce sens, il est demandé à l'Université d'être une école professionnelle), mais on lui demande aussi d'anticiper les questions de demain et de garder en quelque son identité « tour d'ivoire ».

L'enjeu est de savoir comment gérer ce double paradoxe, comment « faire avec » cet espace de tension qui fait partie inhérente de la réalité universitaire. Une piste serait d'ouvrir les études au très grand nombre, tout en visant l'excellence.

Démocratisation et excellence : un couple possible !

Face à la question posée en titre de l'Atelier (Démocratisation des études et excellence dans la formation : un couple impossible ?), les participants de l'Atelier ont unanimement estimé que l'école devrait viser à la fois la démocratisation et l'excellence. Démocratisation et excellence sont des objectifs nécessaires à la société.

Le but n'est pas de créer des élites, mais d'augmenter le niveau général. Ainsi, un enfant qui a choisi de devenir chauffeur de camion devrait, par exemple, pouvoir recevoir un enseignement en art ou en langues de qualité. Concrètement, il s'agit de proposer des réformes scolaires favorisant le développement de la personnalité des élèves, et non un esprit de compétitivité. Dans un tel système, chaque élève devrait pouvoir avancer à son rythme et choisir une voie (universitaire ou professionnelle) qui corresponde à ses envies et ses capacités réelles (et non supposées en fin de cycle primaire). Ceci implique une abolition de la sélection précoce. Ceci n'exclut cependant pas une sélection positive, permettant à chaque élève de développer ses propres potentiels et talents. En d'autres termes, l'école devrait proposer d'avantage de

différenciation, afin que chaque élève puisse avancer à son rythme, dans le cadre du programme scolaire et avec des contrôles pour vérifier les acquis. Le but n'est cependant pas d'individualiser l'enseignement.

Un tel objectif n'est pas vraiment révolutionnaire ; c'est également celui d'EVM. Mais il faut trouver les moyens pour y arriver. Pour les participants à l'Atelier, EVM n'y a pas réussi. Ce sont dès lors les moyens qui doivent être révolutionnaires. Et c'est à ce niveau que l'on attend une contribution de l'Université, qui pourrait par exemple s'intéresser à la manière de mettre les nouveaux outils technologiques au service d'un tel objectif ou encore proposer des modèles plus efficaces.

La réalisation d'un tel objectif nécessite également de penser la formation des enseignants. Il est aussi important de fournir un appui social et/ou pédagogique aux parents, notamment ceux issus de milieux sociaux défavorisés ou de langue étrangère.

3. Propositions pour l'Université

Travailler en symbiose avec la société

Pour les participants à l'Atelier, l'Université est certainement la mieux à même d'envisager et d'imaginer les moyens pour aller vers une école alliant démocratie et excellence. Elle a les moyens pour se pencher sur les enjeux. Par ailleurs, de par sa mission, l'Université peut étudier et analyser les questions de manière neutre et objective, et tenter ainsi d'envisager les questions en-dehors de toute idéologie. A ce titre, les participants à l'Atelier ont noté qu'il était primordial, pour que les choses avancent, que le débat autour de l'école puisse être dépolitisé.

Malgré tout, l'Université a déjà beaucoup réfléchi à ces questions, sans pour autant que le débat soit clos. Les participants à l'Atelier ont ainsi relevé qu'il ne suffit pas de produire des études. Encore faut-il savoir comment faire passer les résultats sur le terrain. L'Université doit s'interroger sur l'appropriation de ses recherches et de ses résultats par le terrain.

Pour que le travail des universitaires ait une chance de passer sur le terrain, il a été proposé d'intégrer les praticiens aux travaux de recherche, et ce dès le départ. L'idée est de mettre en place des projets de recherche-action qui permettent de capter les questions et les intuitions présentes au sein de la société, de les travailler de manière académique et de les restituer ensuite à la société pour qu'il puisse y avoir décision. Concrètement, cela implique d'intégrer les praticiens du début à la fin des recherches, dans un processus d'allers-et-retours avec le terrain.

Une telle approche n'est cependant pas simple. Ainsi, comment choisir les personnes ou institutions consultées ? De la même manière que la Fondation du 450^{ème} a choisi les personnes invitées lors de la manifestation du jour, les participants à l'Atelier ont estimé que c'est à l'Université de réfléchir sur qui intégrer au processus, de développer un projet et d'inviter les partenaires qu'elle estime être pertinents.

Une telle approche implique aussi de développer des moyens pour aller à la rencontre du public, pour « capter les intuitions de la société », pour « travailler en connivence

avec la société ». Comment le faire ? Ce serait un thème de recherche, en tous les cas une question préalable sur laquelle l'Université devrait se pencher. Une des participantes à l'Atelier note à ce propos que le rapport VEI, qui semble avoir été perçu négativement, montre bien que l'Université ne sait pas aller à la rencontre du public et des idées. Quelque chose que l'on pensait pertinent du côté académique, n'est pas pertinent du côté de ceux à qui l'Université s'adresse.

Pour une approche interdisciplinaire et supra-cantonale

Les questions pédagogiques ne s'arrêtent pas aux frontières du canton. L'Université a donc un rôle à jouer dans l'analyse et la discussion de ces questions, car, par nature, elle a une vision large qui traverse les disciplines et qui va au-delà des frontières cantonales. L'Université devrait tenter de créer un réseau interdisciplinaire de recherche et d'application dans lequel existerait une collaboration entre les Universités et les HEP romandes (le rôle des Universités serait la production des connaissances, et celui des HEP leur application). Pour reprendre les propos d'un participant, « ceci permettrait de sortir de ce cantonalisme étroit et de ces vieilles traditions qui bloquent tout ».

Développer des partenariats avec les médias

Les participants à l'Atelier ont également proposé que l'Université travaille plus avec les médias, notamment la Télévision, pour proposer des programmes éducatifs. Cela va d'ailleurs dans le sens d'une meilleure utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

L'un des défis de l'école étant d'améliorer l'apprentissage des langues étrangères (mot-clé : apprentissage par immersion), les médias pourraient être encouragés à proposer aux jeunes des programmes en plusieurs langues. Ceci est d'autant plus pertinent pour la Suisse, pays plurilingue. Par exemple, on pourrait demander à ce que tous les films soient proposés en deux langues.

Suggestions pour des projets de recherche

L'Université devrait faire une recherche sur la manière de changer le système de formation et les méthodes d'enseignement à la lumière des nouvelles technologies (Internet et télévision). Le but est de rendre beaucoup plus efficace le système scolaire et de favoriser un « nivellement par le haut ». Et ce dès les premières années de la scolarité. Comment faire de l'excellence avec toutes les voies ? Comment favoriser l'excellence ? La recherche devrait partir du constat que l'enseignement « en classe » pose d'importants problèmes (dus notamment à la présence d'élèves difficiles) et que le système basé sur une sélection précoce en voies (VSO, VSG, VSB) est excluante et démotivante pour de nombreux élèves.

La question de la filière professionnelle et de sa dévalorisation devrait également être étudiée. Pourquoi en est-on arrivé à dévaloriser la formation professionnelle ? Comment changer les valeurs ? Quel système mettre en place pour éviter la dévalorisation ? Il s'agirait plus précisément d'étudier la manière de valoriser les

métiers manuels, de s'interroger sur l'impact d'un système scolaire à filières sur la perception de certains métiers et de penser un système dans lequel l'excellence serait favorisée dans toutes les filières.

Ces questions devraient être réfléchies à une échelle supra-cantonale, et en associant le monde des enseignants (HEP, etc.). Le pilotage devrait être universitaire. Cela implique d'imaginer une nouvelle forme d'interaction entre l'Université et la société. Ou alors, comme l'a proposé l'un des participants, de faire une journée de consultation en invitant un public tout à fait différent, par exemple des professionnels du milieu pédagogique.

Plus spécifiquement, concernant les nouvelles technologies de l'information et de la communication, il est proposé que l'Université examine la manière dont on pourrait accéder aux nombreuses connaissances disponibles, et utiliser des outils pédagogiques existants extrêmement bien faits, et ce pour l'ensemble de la population scolaire. Le projet devrait en particulier réfléchir au rôle des enseignants dans un tel système, à la manière d'exploiter ce gisement extraordinaire et à en limiter les effets négatifs en termes de socialisation et en termes pédagogiques.

Des recherches plus « fondamentales » ont également été proposées, notamment concernant les processus d'acquisition des savoirs de base (lire, écrire et calculer). Au niveau du calcul, il y aurait par exemple des études à entreprendre dans la psychologie des mathématiques : qu'est-ce qui fait que psychologiquement certains êtres humains se bloquent face à une tâche quantitative ? Répondre à ces questions permettrait de trouver des pistes à utiliser sur le terrain pédagogique.

De nouvelles recherches sur l'apprentissage des langues par immersion devraient être encouragées (car il y a des recherches actuellement sur ces questions), faisant notamment appel à des connaissances en neuropsychologie et soulevant également des questions sur l'organisation scolaire et le rôle des enseignants.

A un niveau plus politique, les participants ont estimé que la formation des enseignants devrait être assurée par l'Université : « la pédagogie doit sortir du cantonalisme des HEP ». Un participant relève cependant que tous les cours pédagogiques possibles ne transformeront pas forcément un mauvais enseignant en un bon enseignant.

Atelier 4 - Savoirs scientifiques, savoir-faire et vie quotidienne en matière d'environnement

Rapporteur : Marc Audétat

1. Tour de table sur le rapport « Vivre ensemble dans l'incertain »

Il ressort de la lecture du rapport une vision de l'Université distante, abstraite. Ça n'est pas étonnant. Il y a peu de substance.

Le rapport est distant. La focale est trop large, floue. Le questionnement est difficile. Il y a manifestement une difficulté à sortir des idées originales et concrètes pour l'UNIL.

Bien des considérations présentées dans le rapport auraient pu être faites il y a 30 ans en arrière. Cependant, le rapport contient une interpellation : il faut prendre en compte les Hautes écoles et élargir au contexte romand. Il souligne l'importance de la recherche fondamentale. C'est comme cela que l'on a découvert les exoplanètes.

Il est très intéressant que l'Université de Lausanne recherche quelle est son image à l'extérieur. L'enquête est qualitative, pour une fois ! Il est courageux de l'avoir fait, de s'être confronté à son image auprès d'un public qui n'est pas sa cible et qui ne lui est pas acquis. Il ressort également du rapport une crise de l'appartenance sociale et du sens. Les peurs exprimées tournent autour d'un point : « quelle est ma place dans la société ? »

Le rapport est touffu, fouillé. Il démontre que pour « Monsieur et Madame Tout-le-monde », l'Université et les sciences demeurent floues. La différence entre l'EPFL et l'Université est peu connue. A l'image de l'EPFL, il faudrait trouver quelque chose pour créer un lien fort avec entre la population et l'Université de Lausanne. L'UNIL a beaucoup de peine à se faire entendre par les médias par rapport à l'EPFL.

Un des participants se dit frappé par le pessimisme des gens interrogés. C'est en contradiction avec le confort dans lequel nous vivons. Les gens s'expriment parfois de manière singulièrement simpliste.

Une autre participante se dit étonnée des peurs qui ressortent du rapport, et du fait que les jeunes en expriment autant.

Comme le montre aussi l'enquête « Sophia », le rapport met en évidence la divergence entre peuple et élite, entre ensemble de la population et décideurs économiques. VEI est un beau projet multidisciplinaire. C'est ce que peut apporter l'UNIL. Cela ouvre un champ de recherche et d'études passionnant. Mais maintenant, quid de la faisabilité ?

Le rapport VEI ne devrait pas parler « des Vaudois », « de la population », quand seulement 28 personnes ont été interrogées ! Il y a très peu de gens actifs dans l'économie locale dans l'échantillon. On dirait que l'UNIL, comme l'armée se cherchant un nouvel ennemi, cherche ici une nouvelle mission.

2. Une vision de l'avenir faite de craintes

Le rapport démontre une vision d'avenir teintée de craintes. Sur ce sujet, plusieurs points de vue et remarques ont été énoncés.

Nous, hommes et femmes politiques, nous percevons bien ces craintes qui sont désordonnées, non cohérentes entre elles. Par exemple, certaines personnes votent PS mais ont peur des Noirs dans la rue. D'autres votent UDC mais ont peur pour leur AVS à la fin du mois. L'âge ne semble pas compter beaucoup dans l'expression des craintes. Il y a une crise d'appartenance à des groupes, une perte de repères. Nous sommes des animaux sociaux, pas des loups. Nous avons perdu des leviers d'action publique, comme le révèle le cas du CO₂ et ce que nous pouvons faire.

On se réfugie dans la religion aujourd'hui plus qu'hier.

Il y a aussi dans la société un optimisme rassurant et un esprit d'initiative, par exemple chez les jeunes viticulteurs. C'est paradoxalement les 40-60 ans qui s'inquiètent pour les jeunes.

Les craintes de la génération qui a vécu la grande dépression, après la première guerre mondiale, étaient très importantes.

Dans l'incertitude, le marché retient toujours le pire. Quand ça va mal, on se recentre individuellement. On se demande « est-ce que je vais m'en sortir ? »

Il faut canaliser la peur, la transformer en action. Il faut éviter la peur paralysante. Il y a le problème de cette contradiction entre des sacrifices à court terme pour des enjeux à long terme.

Par rapport au thème de l'Atelier (environnement) et aux craintes qui s'y réfèrent, les éléments suivants ont été énoncés dans la discussion.

Au vu de la démographie, à l'avenir, il y aura de l'emploi. Mais qu'en sera-t-il au niveau de l'environnement ?

Relativisons le pessimisme environnemental : quand j'étais jeune, je me baignais dans les algues et les poissons morts du Léman.

Dans le développement durable, il y a « ce qui fédère » et « ce qui divise ».

Rappelez-vous de la « mort des forêts » ! Avec le climat c'est pareil, il faut faire attention à la « mauvaise science », au catastrophisme.

On parle de complexité, mais il y a des choses très simples : l'épuisement programmé des sources d'énergie fossiles. Ceux qui prendront de l'avance seront mieux placés.

Reprenons le titre de l'Atelier : il évoque « recherche », « vulgarisation », « vie quotidienne », « bonnes méthodes à développer ». Le grand défi est d'ajouter les mots « généralisation » et « accélération ». Le porte-monnaie est certainement le point sensible sur lequel jouer.

Les gens ne se comportent pas dans leur vie en accord avec leurs craintes par rapport à l'environnement. Il faudrait que les mesures environnementales soient indolores financièrement.

3. Quel rôle pour l'Université ?

Plusieurs pistes ont été évoquées au moment d'aborder le rôle de l'Université par rapport aux enjeux environnementaux :

L'Université a peut-être un rôle à jouer dans la quantification du gaspillage énergétique.

Il y a un énorme potentiel des sciences sociales et économiques qui est sous-estimé. Où sont les modèles adéquats économiques par rapport aux taxes CO₂ ? Et puis attention, les gens commencent à en avoir marre d'entendre parler d'environnement. Il y a une certaine éco-fatigue. Alors institutionnellement, comment on fait ? On n'a pas de plan d'ensemble. Prenons le nucléaire, et on va retomber dans une guerre de religion.

On a toutes les connaissances qu'il faut pour bien faire, mais on se heurte à des obstacles institutionnels et des intérêts économiques.

Il y a des choses simples à faire avant cela, comme par exemple la 3^e voie entre Coppet et Genève.

Il faut des solutions simples pour que les gens fassent le pas. On a des personnes pratiques qui proposent des solutions concrètes. D'autres soulèvent le débat à un niveau plus global, et c'est là certainement que l'UNIL peut jouer un rôle.

Il faut travailler sur la construction de la décision politique.

L'UNIL doit pouvoir montrer d'autres paradigmes, car dans le cas de la taxe CO₂, on est toujours dans le même paradigme.

L'Université peut essayer de déclencher de nouveaux paradigmes, mais elle ne peut le faire seule. Les solutions écologiques doivent être faisables économiquement.

Il y aurait du travail en matière philosophique.

Le rôle de l'UNIL est de mener une réflexion sur la modification des comportements, de réfléchir en amont, par exemple à la mobilité douce, de travailler à l'identification de projets, par exemple de développement des friches ferroviaires.

Il faut réfléchir aux courroies de transmission de l'action collective.

Il faut faire ce que fait l'*Interface Sciences-Société* de l'UNIL.

En résumé, l'Université est, et doit être un laboratoire d'idées. Elle doit identifier des idées, qui doivent être sélectionnées par la société ensuite. Son travail doit se faire de manière interdisciplinaire.

4. La transmission des savoirs comme élément décisif

L'incertitude et les craintes n'ont pas étonné les participants à l'Atelier. Est-ce une question de connaissances, de savoirs à développer ? Pour les participants à l'Atelier, la question est bien plutôt celle de la transmission des savoirs, du transfert. Les points suivants ont été évoqués :

Le savoir-faire c'est bien, mais aujourd'hui, il faut le faire savoir.

Il y a des décisions qui gagnent à être décentralisées, d'autres au contraire doivent être

prises centralement.

L'Université doit réfléchir aux cursus. Elle doit avoir et offrir une approche globale.

5. Quelques pistes pour l'Université

Plusieurs idées d'actions ou de recherche ont été proposées et discutées pendant l'Atelier. On retiendra notamment :

- L'Université pourrait elle-même essayer de se transformer au plan écologique, devenir un laboratoire de la mise en œuvre des bonnes pratiques environnementales, et tout mettre en œuvre pour étudier obstacles et possibilités. On pourrait faire de l'Université un laboratoire environnemental.
- Pourquoi ne pas réfléchir à un cursus dans la promotion immobilière avec intégration des questions environnementales ?
- Le rôle de l'Université est d'envisager les choses à long terme, par exemple avec l'aménagement du territoire.
- Il faudrait lancer un projet avec les professeurs Suren Erkman et Dominique Bourg.
- Ça pose un problème qu'il n'y ait pas les filières de formation d'une industrie typique du pays. Le *Swiss finance institute* a été créé avec des fonds privés, tellement il n'y avait rien en matière d'enseignement et de recherche dans ce domaine.
- Il faudrait étudier ce qui bloque, et au contraire ce qui accélère au niveau institutionnel. Par exemple, pourquoi le marché ne valorise pas, ou pas encore, les bâtiments mieux conçus du point de vue écologique.
- Il faudrait s'intéresser aux changements individuels et collectifs.

En conclusion, les participants à l'Atelier proposent que l'Université de Lausanne fasse de l'environnement un sujet prioritaire et multidisciplinaire.

6. Relation science-société

La démarche même de l'Atelier et du projet, à savoir proposer des thèmes de recherche pour l'Université, a suscité quelques discussions. Les arguments suivants ont notamment été avancés :

L'Université doit recruter les meilleurs. Et quand le politique s'en mêle, ça ne marche pas. Quant à proposer des thèmes à l'Université, il faut quand même rester modeste, car dans deux mois, quelqu'un de plus intelligent proposera une meilleure idée. Il faut savoir que l'UNIL a un plan pluriannuel au Grand Conseil. Ensuite, elle a pour tâche d'organiser la liberté académique.

Une institution de recherche ne doit pas être à la botte de qui que ce soit. Pour garder son excellence, elle doit rester au-dessus.

7. Synthèse et propositions de l'Atelier

L'Université de Lausanne devrait faire des questions environnementales un domaine de recherche prioritaire et multidisciplinaire.

L'Université de Lausanne pourrait se transformer en champ d'expérimentation, en terrain pratique de mise en œuvre du développement durable et d'étude de ces changements.

Les points suivants ont été retenus par l'Atelier comme pistes de recherche :

- Étude des comportements, des phénomènes de prise de conscience et d'écofatigue; comprendre le mécanisme des craintes
- Identifier les blocages et les accélérateurs des industries vertes
- Analyser le potentiel d'emplois dans le business vert
- Immobilier : définir l'horizon temps pour l'amortissement des investissements à titre environnemental

Atelier 5 - Quelles valeurs face à l'incertain ?

Rapportrice : Charlotte Cabasse

1. Réactions sur le rapport

Les réactions ont été dans l'ensemble positives. Le rapport a été jugé dense et riche offrant de nombreuses pistes de réflexion. Les participants ont apprécié que l'Université se mette en jeu, sans souci de préserver son image, qu'elle assume sa position distanciée et les clivages qu'elle peut susciter avec la société civile. D'autres participants ont trouvé décomplexant le parti pris assumé du rapport de se faire l'écho de « lieux communs » recueillis auprès de la population, certains participants relevant le caractère attendu des résultats présentés.

Les participants du groupe ont par ailleurs unanimement salué l'effort d'interdisciplinarité proposé par le rapport, qui est pour beaucoup un élément primordial de la démarche et qui, selon eux, va dans le sens de la problématique posée par l'intitulé « vivre ensemble ». L'importance donnée aux différences de point de vue entre les personnes interviewées a également été saluée. Par ailleurs un participant a souligné la cohérence du rapport avec la charte de l'UNIL et l'importance des préoccupations normatives des personnes interrogées lors de l'enquête.

Les participants ont néanmoins fait remarquer l'absence de certaines questions dans le rapport : le fait religieux, la globalisation, la diversité territoriale, la surconsommation, le rôle des médias, la possibilité d'un conflit armé ont ainsi été évoqués.

Un des participants s'est par ailleurs interrogé sur le constat d'échec de sa mission que pose l'Université au travers ce rapport qui révèle, selon lui, une forme d'obscurantisme puisque l'Université ne serait plus détentrice de savoirs, mais de doutes. Ce constat l'amène, ainsi que le reste des participants, à s'interroger sur le type de société que chacun cherche à construire. Un autre participant ajoute que l'Université est en partie responsable de la crise des valeurs actuelle et que la démarche qu'elle met en place via ces ateliers lui permet de se poser comme « contre-pouvoir perpétuel » et de « tirer la couverture à elle ». Par ailleurs les participants s'interrogent sur l'évolution des valeurs constatée ces dernières décennies et sur la capacité de tous, y compris l'Université, à les anticiper.

2. La question des valeurs

Une grande partie de la discussion a tourné autour de la question de savoir s'il existe ou non des valeurs universelles. Une distinction a été proposée entre les valeurs primaires (confiance en soi, autonomie, tolérance, respect, discipline, sens du devoir, ouverture) et les autres. Ce point a été largement discuté, certains interlocuteurs faisant remarquer que les valeurs évoluent en fonction de déplacement sur des échelles à la fois géographiques et temporelles ce qui rend difficile leur définition. La question de la place de l'individu dans cette situation a également été évoquée.

Un des interlocuteurs a fait remarquer que l'idée d'un progrès collectif avait disparu de la pensée contemporaine et que seule l'écologie pouvait encore prétendre être une valeur collective. Ce point a amené plusieurs intervenants à se questionner sur l'existence de définitions plus précises entre les couples valeur/normes et intérêts/tendances. Les intervenants se sont ainsi interrogés sur la question de savoir si l'écologie peut être considérée comme une valeur, une norme, une religion ou une science. Sa dimension vitale – puisqu'il est question de la survie de l'espèce selon un intervenant, la placerait plutôt du côté des intérêts que des valeurs.

Par ailleurs, plusieurs intervenants ont souligné le rôle important des médias dans la production ou la mise en avant des valeurs et du savoir, insistant sur le fait que ces derniers confondaient souvent valeur et tendance (en particulier dans le cas des magazines féminins). Cette tendance, unanimement déplorée, annoncerait une dégradation du savoir.

La question de l'universalité des valeurs est aussi abordée, en soulignant les multiples déviations – en particulier le totalitarisme politique – qu'elle peut engendrer. L'ethnocentrisme de la question est dénoncé par l'ensemble des intervenants. Un certain nombre d'entre eux font remarquer qu'entre les croisades et la guerre en Irak, cette question des valeurs a conduit le politique à faire des choix discutables. Un intervenant rappelle ici le rôle de la presse américaine autour de cette question. D'autres intervenants soulignent l'importance du discours sur les valeurs dans le domaine économique.

Dans cette discussion sur le rôle des valeurs dans la société, les intervenants ont souligné l'importance pour chaque individu de pouvoir s'appuyer sur un socle défini de valeurs. Il est également apparu que celles-ci doivent être considérées comme des objets en mouvement, à définition variable, conditionnant l'élaboration d'un vivre ensemble harmonieux et non comme des objets figés.

Les intervenants ont ainsi tous souligné l'importance de définir scientifiquement ces valeurs, faisant remarquer qu'elles sont indispensables à la fois pour construire une société, se projeter dans le futur et éviter le repli sur soi. Pour l'ensemble du groupe, ce travail de définition revient, de fait, à l'Université. Une intervenante a par ailleurs souligné la nécessité de prendre en compte les dimensions conflictuelles de la société et leurs apports parfois bénéfiques à la construction d'un lien social.

Pour poursuivre la discussion, certains intervenants ont tenté de faire une distinction entre normes et valeurs : la norme serait une convention collective alors que la valeur pourrait être considérée comme une démarche active dont l'objectif serait de cimenter une société, en incitant plus qu'en contraignant les individus, et en faisant appel à leur sens de la responsabilité. Un des intervenants a souligné le fait que, si le doute rassemble, le savoir peut lui, diviser. Ce qui, selon lui, pose la question de la production et de la diffusion des savoirs. Une autre personne insiste sur le fait que vivre ensemble nécessite de bâtir des normes communes, mais que ces normes ne doivent pas devenir des certitudes et qu'il est important de respecter la dimension conflictuelle des sociétés et la discussion autour de la validité des normes. Un participant a insisté enfin sur la dimension active d'une démarche d'adhésion des habitants fondée sur les normes.

Selon lui, la question des moyens choisis pour permettre l'adhésion aux valeurs est au moins aussi importante que celle du choix de celles-ci.

3. Question de la production des valeurs – rôle de l'Université

Les intervenants ont été plusieurs à mentionner le rapport étroit entre valeurs et responsabilité individuelle. Un intervenant souligne également les tensions entre le groupe et l'individu depuis l'émergence du citoyen. Pour la plupart des intervenants, l'Université a donc, entre autre, un rôle de « décodeur » des phénomènes sociaux et doit avoir la capacité de relativiser les changements et les crises du monde contemporain.

Pour la plupart des personnes présentes, il semble difficile de redéfinir le rôle de l'Université en une heure et demie. Les participants font remarquer que le rôle de l'Université peut être conçu différemment si l'on envisage que l'institution doit être un relais du savoir ou si elle est considérée comme une « machine à diplôme », ce qui ne serait pas sans poser quelques problèmes. Les intervenants s'interrogent également sur la fonction de contre-pouvoir de l'Université mais s'accordent à dire que celle-ci doit redonner du pouvoir aux individus ou, comme le formule l'un des participants, « développer une approche rationnelle de l'irrationnel ». Pour d'autres intervenants, l'Université doit se repositionner à partir de ce qu'elle a prétendu être comme producteur de normes et de valeurs, elle doit aujourd'hui envoyer un signal fort et réussir à faire le lien entre les valeurs antérieures jugées sécurisantes et les incertitudes de l'avenir.

Un des participants se demande quelle est l'indépendance de l'Université vis-à-vis des instances religieuses ou des partis politiques, et quelle est dans ce cadre sa marge de manœuvre, ce qu'elle peut exprimer et ce qu'elle peut aussi entendre. Les intervenants ont ainsi constaté que l'Université est en mouvement mais ils lui reprochent son manque d'implication dans la vie publique et sa non participation aux débats qui ont agité la cité ces dernières années. Un des participants pose ainsi la question du rôle de l'intellectuel dans la société et de la place que celui-ci doit prendre dans le débat. Les intervenants se posent ensemble la question des modalités de la communication de l'Université vis-à-vis du public qui leur semble ne pas atteindre ses objectifs.

Certains participants font valoir la différence entre la science et la religion : la première étant plus productrice d'incertitudes que la seconde et se demandent comment l'une et l'autre peuvent être interverties, sachant que pour cet intervenant « la religion a pour fonction de faire accepter ce que l'on ne peut comprendre ». Une autre intervenante fait remarquer que les certitudes peuvent mettre en danger la capacité des individus à vivre ensemble et souligne que les valeurs doivent rester quelque chose de constructif dans la construction d'un lien social. Il ne faut en aucun cas « bétonner les valeurs ».

Un participant souligne par ailleurs qu'on évoque souvent les valeurs pour envisager leur aspect négatif et qu'il serait peut-être bon de se focaliser sur ce qui va bien. Un autre se demande si la crise des valeurs est plus importante aujourd'hui qu'hier.

Un des intervenant note l'importance dans une société de la « bigarrure culturelle » et souligne le rôle prédominant de l'Université dans le décodage des imaginaires sociaux.

Un autre intervenant insiste sur l'importance pour l'Université de mettre en perspective les transformations sociales, en particulier celles relatives à la question de la transformation des valeurs trop souvent mises en avant par les médias. Dans ce cadre il semble important de restituer les tensions entre la société et le rôle de l'Université en plaçant la question des valeurs dans un ensemble plus large qui pose la question du sens, de l'identité, et des structures de la société en général. Un intervenant insiste également pour prendre en compte les liens qui se tissent entre valeur et pouvoir. Un autre insiste sur le passage que nous vivons d'une société à structure verticale à une société à structure horizontale, une « structure eau », qui pose la question de la perte du centre. Question discutée par un autre intervenant à la lecture des évangiles qui pose la question des « vrais » et des « faux » changements.

Pour certains intervenants, il est impossible d'avoir des certitudes en matière de valeurs. Un des participant rappelle l'importance pour l'Université d'avoir une fonction critique afin de rendre lisibles les conflits entre les groupes, les citoyens, les individus ainsi que de faire le lien entre les valeurs antérieures et les incertitudes ou les besoins de notre société. Une recherche sur la question des valeurs pourrait être le moyen de définir les modalités d'un débat ou d'une coopération entre les différents groupes qui composent la société. L'ensemble des participants s'accorde à dire que l'Université doit être partie prenante d'une réflexion sur les valeurs, au même titre que d'autres instances de la société civile notamment au sein d'un « Conseil de prospective ».

Certains intervenants insistent sur le besoin d'anticiper les valeurs de l'avenir, d'autres s'interrogent sur le rôle des différentes institutions, y compris l'Université, dans la transmission de ces valeurs. Pour certains intervenants l'Université doit se poser en réaction, face aux violences structurelles, via, par exemple, la question de l'écologie qui interroge chacun sur le type de société dans laquelle nous voulons vivre.

L'Université aurait donc un rôle, au même titre que d'autres organisations sociales, d'anticipation, de définition et d'engendrement des valeurs. Certains s'interrogent également sur l'utilité relative des notions de valeur et de norme et le fait de savoir si l'Université doit plutôt produire de l'expertise ou de la méthodologie sur ce type de questions. Les intervenants font par ailleurs remarquer le besoin de pédagogie dans ce domaine et la nécessité d'impliquer le public dans la recherche sur ces questions. La question, pour certains, étant de savoir, qui détient des connaissances en matière de valeurs : est-ce plutôt l'Université ou plutôt les religions ?

La question des valeurs dans la pratique même de la recherche est également soulevée. Est-ce que les chercheurs se préoccupent des valeurs dans le cadre de leurs activités ? Qui les suit, les définit ? Un des intervenant évoque le cas du Québec qui a remplacé les cours d'éducation religieuse dans les écoles par des cours de morale et d'éthique, rappelant que l'Université ne doit pas être la seule instance à produire des valeurs et qu'il importe de s'interroger sur leurs destinataires.

Les intervenants s'interrogent également sur la fragmentation des savoirs. Certains proposent ainsi d'introduire des cours d'éthique dans les formations de management dispensées par l'UNIL, ce qui permettrait de diffuser la réflexion dans d'autres milieux, en particulier les milieux économiques qui pour l'ensemble des intervenants manquent

d'éthique. L'Université pourrait par ailleurs créer un groupe de sages ou une instance sur ces questions. Cette proposition est saluée par les participants qui proposent également la mise en place d'une base de données sur cette question des valeurs.

Les participants demandent donc aux chercheurs d'étudier l'évolution des valeurs. Ils s'interrogent sur la meilleure façon de raisonner sur la production des savoirs, en gardant à l'esprit que l'éthique doit toujours pouvoir accompagner le savoir technique. L'ensemble des participants s'accorde à dire que l'UNIL doit être partie prenante de cette réflexion et de cette démarche. L'UNIL aurait donc un rôle de définition des concepts, de transmission des savoirs ainsi qu'une valeur d'exemple ; à travers ses propres pratiques.

Les intervenants insistent pour que la question des valeurs soit posée de manière globale et pour que la problématique de recherche prenne en compte le phénomène de mondialisation. Pour l'ensemble des intervenants, l'Université à également comme rôle de former des individus responsables. A partir de l'analyse de la situation actuelle, elle doit, en outre, pouvoir dégager des pistes pour le futur. Ses outils sont l'expertise, la formation, la modélisation et la critique. Sur cette base, les participants attendent de l'Université qu'elle leur fournisse une grille de lecture basée sur une réflexion scientifique et interdisciplinaire.

Une des intervenantes, se basant sur l'expérience de la journée qu'elle trouve très stimulante, insiste sur le fait qu'un des rôles primordiaux de l'Université est de redonner à la collectivité le goût du savoir. La plupart des intervenants sont tombés d'accord sur le fait que le savoir – et sa transmission – doivent être « généreux » et qu'il faut sans doute reposer la question de la formation initiale sur cette base. Les intervenants insistent pour savoir quels ponts l'UNIL pourrait créer avec la société et comment poser ou reposer la question de l'apprentissage tout au long de la vie.

Une grande partie des participants s'accordent par ailleurs sur le fait que l'Université doit répondre aux questions des Vaudois. L'un des intervenants explique le problème de visibilité de l'Université par une mauvaise définition des rôles et des intérêts réciproques de la société et de l'Université. La place de l'intellectuel n'étant selon lui pas claire dans la société, cela contribue à un phénomène de déni de parole et de suspicion vis-à-vis des intellectuels qui participent au débat public. Il plaide donc pour une parole libérée des principes de justification qui pour le moment lui paraît être le meilleur moyen de redonner une place aux intellectuels. Une des clés citées là encore est le besoin d'une communication mieux adaptée. Les intervenants insistent sur le fait que cette communication doit permettre la réflexion et une appropriation par les destinataires, sachant que tout le monde n'est pas préparé à recevoir ces informations. Cette question relance le débat sur la formation tout au long de la vie et l'accès à l'Université.

Les participants soulignent la plus forte opposition qui existe entre les questions matérielles et les questions de savoir. Ils demandent une meilleure redistribution des savoirs.

4. Compte rendu sur le rôle de l'Université – récapitulation de fin de journée (flip chart)

- Se réapproprier les valeurs du savoir intellectuel
- Mieux communiquer les savoirs
- Travailler sur la question des valeurs
- Intégrer certaines valeurs dans le fonctionnement interne de l'Université
- L'enseignement doit lier éthique et savoir

Atelier 6 - Au-delà de la vulgarisation scientifique. Quelle implication des citoyens et des acteurs du canton dans la recherche ?

Rapportrice : Catherine El-Bez

1. Points de vue sur le rapport

Les participantes et participants ont été invités à exprimer leur point de vue sur le rapport. Les réactions ont été différentes d'une personne à l'autre.

Le rapport a été jugé complexe, touffu et difficile à lire, Ces qualificatifs sont néanmoins à prendre dans le bon sens du terme puisqu'ils soulignent bien les différentes tensions au sein de la société à savoir :

Entre le local et le global (ex. canton de Vaud versus globalisation, l'EPFL qui se veut plus globale que l'UNIL).

Entre la démocratisation et la sélection en matière d'accès au savoir : cela soulève la problématique de l'élitisme qui permet d'accéder à une meilleure réussite sociale.

Entre la vulgarisation et la recherche de pointe : l'Université forme les élites. La vulgarisation ne serait qu'un élément indirect et non la mission première de l'Université.

Les conclusions du rapport ont été jugées prévisibles. De quel point de vue se place-t-on pour juger ? Que faire pour rester fidèle à un vieil idéal de l'Université dans la cité ? Si l'Université devait changer ses méthodes, ne trouverait-elle pas un bénéfice pour elle-même ?

Le rapport relève très intelligemment que les sciences humaines entrent en concurrence avec le sens commun.

Le rapport semble avoir deux étages : les préoccupations quotidiennes, les tensions réelles et les inquiétudes d'un côté, le monde – parfois idéalisé - de l'Université de l'autre. Lorsque les gens expriment leurs attentes face à l'Université, leur demande n'est pas très bien formulée. Les préoccupations du monde socio-économique, de l'industrie et du grand public se montrent différentes.

Plusieurs points du rapport sont problématiques : la différence en « sciences humaines » et « sciences de la nature » n'a pas été thématifiée. On parle de « science » dans les deux cas. Les gens comprennent cette dernière comme étant synonyme de sciences exactes. Ils se représentent mal les sciences humaines. Le fait de n'envisager la relation entre la société civile et l'Université qu'en termes de recherches est agaçante. Le problème n'est pas dans la production du savoir mais dans sa réception. Malheureusement, l'Université tend à privilégier les talents de chercheur de ses professeurs plutôt que leurs talents d'enseignants.

2. Réactions sur la thématique de l'Atelier

A première vue, il n'est pas nécessaire de vulgariser puisque la mission de l'Université est la « formation » et la « recherche ». Mais, si l'on considère les tensions mises en lumière par le rapport et la vision de tour d'ivoire qu'ont les gens par rapport à l'Université, alors on comprend la nécessité de vulgariser.

Un participant est indigné par le terme « vulgarisation ». Ceci révèle une hiérarchie dans le savoir et le prestige social. On descend vers le peuple pour daigner lui expliquer des choses. L'Université aurait tendance à se flatter elle-même lorsqu'elle présente son travail à l'opinion publique. Elle devrait plutôt s'adresser aux artisans, par exemple, en leur disant à quel point ils sont eux-mêmes dépositaires de savoirs-faires anciens qui sont le socle de ce que fait l'Université. Cette attitude serait plus bénéfique pour l'opinion : l'Université cesserait ainsi d'admirer ce sur quoi elle fonde ses recherches de pointe.

Au lieu de demander « comment l'Université pourrait-elle s'ouvrir » ne devrait-on pas poser la question inverse : La société attend-elle quelque chose de l'Université ?

Il y a une nécessité de vulgariser mais pas n'importe comment. Il faudrait trouver des thèmes rassembleurs pour le faire.

Avant de demander aux gens ce qu'ils attendent de l'Université, ne faudrait-il pas faire un énorme travail pédagogique pour les encourager à développer leur sens critique ? La société dans laquelle nous vivons ne l'encourage pas. L'Université devrait entreprendre un travail militant pour changer les visions proposées par les médias de masse. Cette vision a été nuancée par certains, qui estiment que cela va au-delà de la tâche de l'Université : c'est en aval, à l'école, qu'il faut encourager les gens à adopter un esprit critique.

Vulgarisation, réappropriation ou réciprocité ?

Il faut remplacer le terme « vulgarisation » par celui de « réappropriation » (en anglais : *empowerment*) ou de « réciprocité ». Il faut prendre des thèmes transversaux (par exemple celui de l'eau qui couvre plusieurs domaines) afin de trouver une communauté d'intérêt.

Un participant demande une définition précise du terme « vulgarisation ». A qui s'adresse-t-on ? Vulgariser est utile quand les gens sont curieux. L'Université devra-t-elle adopter la même démarche que les émissions télévisées qui vulgarisent à un niveau très bas (p.ex. $E=mc^2$) ? N'est-ce pas un danger de simplisme ?

Depuis 5 ans¹⁰, l'UNIL propose un grand nombre d'activités de vulgarisation et de réappropriation. Le laboratoire public « L'éprouvette » en est un bon exemple. Il donne accès à des technologies très pointues pour que les gens se les réapproprient. Mais ces activités ne sont pas assez connues. Ceci illustre les difficultés de communication. La vulgarisation est donc une activité militante.

Si l'Université utilisait un discours montrant qu'elle utilise le savoir et les besoins du

10 Intervention d'un participant travaillant à l'UNIL

public pour « sur-savoir », elle impliquerait mieux les citoyens.

Comment impliquer les citoyens ?

La discussion s'est ensuite resserrée sur l'implication des citoyens. Le mot « curiosité » a suscité des échanges forts. Les participants se sont mis d'accord sur le fait que l'implication repose notamment sur le résultat de la stimulation de la curiosité des citoyens. Le mot « curiosité » est à prendre dans le sens noble du terme (au niveau de la connaissance). Il faut développer les esprits curieux et l'esprit critique.

L'Université doit-elle fournir les outils pour découvrir par soi-même ? Il ne faut pas oublier qu'avant l'Université, l'école apprend à penser. On ne peut pas donner à l'Université un rôle qu'elle ne peut pas avoir. Il faut faire une différence entre l'éducation (école) et la formation (université).

Le rapport fait la différence entre le citoyen isolé sans intérêt structuré et les acteurs de secteurs spécifiques (ex les groupes concernés : les syndicats, les groupes de malades, les riverains etc.).

Comment aller du « bottom up » (chemin inverse de la vulgarisation) ? Pourquoi ne pas parler d'échange plutôt que de bottom-up ou top down ?

Il faut tenir compte de la complexité de l'intérêt des gens. Toutes les notions sur la curiosité et l'esprit critique se confondent et s'entremêlent dans cette notion d'implication. Le groupe ne sait comment résoudre la problématique de l'implication d'un citoyen ordinaire au contraire des groupes concernés.

Rôle militant de l'Université ?

Le rôle de l'Université doit-il être militant ? Doit-on aller vers les gens les plus démunis pour susciter chez eux un esprit critique ? Doit-on leur apporter autre chose que ce qu'ils ont autour d'eux ? Doit-on absolument aller vers les personnes qui n'expriment aucune curiosité ?

Cette problématique a été jugée essentielle. L'UNIL doit militer pour développer l'esprit critique dans la population. Il ne faut pas imposer mais mettre à disposition. Il faut montrer différentes formes de savoirs pour que les gens aient le choix. On ne doit pas forcer les gens mais les exposer. Il faut susciter cet intérêt et savoir à qui on s'adresse. Ce rôle militant serait-il à nouveau de la vulgarisation ?

« Recherche action » et méthodes participatives

La « recherche-action » constitue une piste d'implication du public. Il s'agit d'une recherche qui serait faite par des universitaires, mais dont les caps seraient infléchis par des personnes consultés. L'Université partirait de la base « citoyenne » pour ré-infléchir ses caps.

L'Université doit-elle aller vers les groupes concernés en leur demandant le type de recherches qu'ils aimeraient voir développer ou solliciter leur aide sur les sujets qui les touchent ?

L'Université ne pourra jamais s'en sortir si elle ne fait qu'apporter des réponses à des questions qu'elle se pose elle-même. Il faut que les questions viennent d'ailleurs pour élargir le débat. Elle peut également interagir avec l'extérieur. Comment des nouvelles questions peuvent-elles lui parvenir ? Par qui ? Selon quelles modalités ? L'échange doit changer les choses. Cela pose ensuite les problèmes de l'action face à la décision.

Dans le rapport, des pistes ont été proposées sur des actions déjà réalisées au niveau académique, institutionnel ou national. Les types d'acteurs et d'approches sont cités.

Comment résoudre l'incompatibilité de langage entre la société civile et l'Université ? Les demandes venant des acteurs sociaux ne sont pas nécessairement élaborées dans un langage qui peut être compris et mis en œuvre par le monde académique.

Ne faudrait-il pas une démarche d'éducation au décodage de la culture populaire et des médias. L'Université de Lausanne, en partenariat avec le public, devrait développer des recherches du type « cultural studies ». Ces dernières extrêmement développés dans le monde anglo-saxon sont une approche de la réalité culturelle populaire produite par les industries culturelles (cinéma grand public, feuilletons télévisés, romans populaires, presse et médias de masse). Un décodage du sens critique par rapport à ce genre de production culturelle pourrait fournir une piste intéressante pour stimuler un esprit de curiosité et de connaissance.

Ne retombe-t-on pas dans l'éducation ? On ne peut pas forcer les gens à faire ce qu'ils ne veulent pas. Par contre il faut privilégier l'échange et le dialogue.

L'Université doit absolument faire un discours qui valorise la population elle-même au lieu de se présenter comme celle qui la domine par le savoir et la hiérarchie. Il faudrait éviter le terme d'élite et de vulgarisation.

Existe-t-il vraiment une demande de la société ? Ceci pourrait expliquer pourquoi le groupe a eu du mal à répondre à cette question.

« Boutique des sciences » : un guichet de l'Université

L'implication des citoyens est-elle vraiment une démarche « bottom-up » ? Des modalités comme les démarches participatives ou financements conjoints viennent de l'Université.

Par le biais de boutiques de sciences, des associations peuvent demander à l'Université de leur faire une recherche (par exemple : fuite de toxiques, problèmes environnement, etc.). Cela existe dans les pays nordiques, le Canada, les Etats-Unis. L'Université doit se doter d'un guichet pour parler avec la société. Concernant les démarches participatives, l'Université peut faire en sorte d'intégrer un certain nombre de groupes à sa réflexion. Ces derniers pourront ensuite, à leur tour, convoquer l'Université pour en discuter. Ces démarches participatives ne sont justement pas top-down. Tout citoyen pourrait s'y adresser.

Cette discussion démontre les difficultés de compréhension du rôle et de la définition des modalités de la participation

Comment doit-on s'y prendre pour que la demande arrive à ce guichet »

En cas de débats houleux, votations, on déplore souvent l'absence de la sagesse universitaire. L'Université pourrait prendre plusieurs positions, répondre à des demandes ciblées qui ont un intérêt public (ex usine relâchant des polluants). Il faut néanmoins qu'elle en ait les compétences. Ceci nécessite un travail de tri, de recherche de la littérature, et d'évaluation de la pertinence scientifique et les compétences en interne. Les critères d'utilité publique et de solvabilité du client sont déterminés. L'Université pourrait ainsi se profiler comme un animateur neutre du débat public sur un enjeu.

Observatoire de l'actualité

Doit-on créer un observatoire de l'actualité ? L'Université pourrait avoir des accords avec les médias afin d'intervenir dans l'espace public et amener une parole universitaire historique restituant ainsi ses travaux. On retrouve ainsi le rôle militant déjà cité.

Le rapport démontre bien l'absence de l'Université dans l'espace public. Le succès de la collection « Le savoir suisse » laisserait présager une réussite d'un tel observatoire.

Quel type d'actualité sera traité ? La fuite dans une usine d'incinération ou la montée de l'UDC ne sont pas du même ordre. Ces deux types d'actualité demanderont des réponses différentes. L'observatoire devra apporter des réponses pertinentes quel que soit le domaine.

Comment définir son rôle ? S'agit-il d'observer, de fournir des informations, de mettre une documentation à la disposition du public ? Doit-il avoir un rôle proactif ?

Un tel observatoire pourra contribuer au débat en aidant les gens à réfléchir pour aller au-delà de la vulgarisation. Il fournira des outils pour montrer que le monde est complexe et qu'il n'existe pas qu'une réponse. L'observatoire devra faire attention de créer du débat de la manière la plus neutre possible sans prendre position à titre d'expert ou de sage en faveur ou défaveur d'un projet. Tout résultat devra être présenté.

Des sujets de recherche transdisciplinaires pourront ainsi voir le jour. Des chercheurs de différentes disciplines qui habituellement ne se « parlent » pas, devront se mettre ensemble pour y travailler.

Cet observatoire devra s'imposer des règles afin de convoquer en son sein tout type d'expertise. Chacun pourra ainsi développer son savoir critique en fonction des différents outils mis à disposition. La société pourrait donc en bénéficier

En Suisse, l'Université de Lausanne est déjà la plus transdisciplinaire, notamment au niveau de l'enseignement (en médecine et en biologie) et du financement de projets (fonds Anthropos). L'UNIL interagit déjà énormément avec les médias (agenda commun, événement médiatiques, contrat avec la RSR pour être en amont de l'actualité et apporter une expertise en aval). Que pourrait-on apporter de plus ?

Toucher les « non-publics »

Le groupe a rencontré de nombreuses difficultés pour apporter des réponses quant à

l'accès au savoir des « non-publics » au contraire des groupes concernés.

L'Université pourrait, audacieusement, atteindre les personnes qui ne reçoivent que des informations de qualité médiocre de la part des journaux gratuits. Ce ne sont pas les gens qui se rendent déjà aux cours publics de l'UNIL ou au « festival science et cité » qu'il faudrait cibler mais les autres. Il faudrait déterminer le moyen de leur montrer une diversité de points de vue sur les sujets qui les intéressent.

L'observatoire serait une excellente initiative à condition qu'il ne constitue pas une structure de plus s'adressant aux « nantis ». Il faudrait toucher à la fois le large public et les groupes concernés.

Quels relais ?

Sur le terrain, l'UNIL doit toucher non seulement Lausanne mais également tout le canton. En dehors du vecteur médiatique, ce travail est difficile. L'éprouvette s'est doté d'un bus pour faire ce travail d'éducation. Les portes ouvertes de l'UNIL sont dans une posture intermédiaire. Le public est très large.

Il faut penser aux relais : quels sont-ils pour aller vers d'autres citoyens ? Les scolaires sont des vecteurs privilégiés puisque des classes viennent à l'Éprouvette. Les élèves eux-mêmes et les enseignants représentent de bon relais. L'Université aurait donc un rôle à jouer par rapport à l'école.

L'Université crée un monde très scientifique souvent éloigné de la « vie réelle ». Il serait très important de trouver une structure et une démarche qui incarneraient la relation entre le théorique et la vie de tous les jours, au travers de relais par exemple, nombreux dans la société (ex. associations).

L'Université devra être présente sur le terrain afin que les gens puissent se sentir concernés. Des programmes universitaires plus accès sur le terrain devront être développés.

Créer la communication

L'observatoire ne serait pas qu'un outil de communication mais un présentoir de savoir permettant un échange participatif. Il ne devra pas « éduquer le bon peuple ».

Les médias créent généralement la communication. Il faudra que l'observatoire crée la sienne et que l'Université en reprenne le contrôle. Pourquoi ne pas envisager un partenariat avec les journaux gratuits ?

L'observatoire devra aussi être obligé de recueillir des demandes et d'y réfléchir. Son rôle ira au delà de la transmission de savoir.

Conclusion : Coupler le guichet et l'observatoire

En couplant le guichet et l'observatoire, un lieu serait créé où la société civile pourrait déposer des demandes aux universitaires.

Au lieu de lire une brochure, les gens iront s'adresser au guichet si la restitution de l'information est plus vivante (en faisant intervenir des artistes par exemple).

Si une demande 'nouvelle' arrive au guichet, l'observatoire pourra suggérer à l'Université de créer une nouvelle piste de recherches. Souvent la réponse existe quelque part, le but de l'Université serait de la trouver. L'observatoire devra gérer cette banque de savoir.

3. Propositions du groupe

Plutôt que d'augmenter l'offre, les participants ont réfléchi à de nouveaux canaux et modalités pouvant correspondre à une demande existante ou potentielle.

Il faut développer des recherches sur les problématiques mises en évidence lors des discussions afin d'approfondir ces questions. Il est notamment proposé de :

Travailler sur les canaux, sur la manière de toucher les « non-publics ».

Faire une recherche pour définir l'*empowerment*, définir les outils.

Ne pas prendre pour acquis les termes utilisés dans le rapport tels quels.

Un observatoire de l'actualité avec rôle proactif devrait être créé. Les acteurs concernés devraient pouvoir y participer.

Un guichet relié à l'observatoire devrait également être mis en place, afin d'accueillir les demandes et proposer si nécessaire des pistes de recherche.